MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Dixième séance – Mardi 11 septembre 2001, à 20 h 30

Présidence de M. Pierre Losio, président

La séance est ouverte à 20 h 30 au Centre international de conférences Genève.

Font excuser leur absence: *M^{mes} Marie-Thérèse Bovier, Sophie Christen, Eustacia Cortorreal, Barbara Cramer, M. Guy Dossan, M^{me} Fatiha Eberle, MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Pierre Lyon, Mark Muller, Paul Oberson et M^{me} Arielle Wagenknecht.*

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare, maire, M. André Hediger, vice-président, MM. Christian Ferrazino, Pierre Muller et Alain Vaissade, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 29 août 2001, le Conseil municipal est convoqué au Centre international de conférences Genève pour mardi 11 septembre et mercredi 12 septembre 2001, à 17 h et 20 h 30, et dans la salle du Grand Conseil pour lundi 1^{er} octobre 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Suite à certaines remarques de conseillers municipaux au sujet d'une publicité électorale, je vous informe que M. Guscelli a fait une demande au bureau pour pouvoir distribuer sa publicité aux conseillers municipaux, ce qui lui a été refusé. En revanche, le bureau a accepté qu'il dépose ses documents sur la table se trouvant à la droite de la salle. Bien entendu, rien n'empêche l'un ou l'autre d'entre vous d'en faire de même dès demain.

Nous passons maintenant aux objets munis de la clause d'urgence. Je vous en ai donné la liste lors de notre séance de 17 h. Je vous suggère donc de traiter l'urgence de la proposition PR-150, soit le projet de budget de la Ville pour l'exercice 2002, ainsi que de la présentation du 20^e programme financier quadriennal et d'aborder les comptes demain à 17 h. Y a-t-il des oppositions à cette suggestion? Monsieur Bonny?

M. Didier Bonny (DC). Je fais une déclaration d'entrée au nom de mon groupe concernant les objets pour lesquels le Conseil administratif a demandé l'urgence. Cette déclaration est la suivante: notre groupe refusera la clause d'urgence de tous ces objets, à l'exception de deux d'entre eux, la proposition PR-150, c'est-à-dire le projet de budget 2002, qui paraît essentiel et dont nous discuterons ce soir, et également ce qui nous a été envoyé en toute dernière minute, la proposition PR-155. En effet, si on s'en tient à ce qui a été décidé par les chefs de groupe et le bureau, effectivement, il y a urgence, puisqu'il s'agit d'un crédit des Journées Portes ouvertes de l'ONU prévues pour la fin d'octobre et qu'il faut tenir compte du délai référendaire de quarante jours. Il faut donc absolument que nous traitions cet objet aujourd'hui ou demain. Mis à part cela, nous n'entrerons pas en matière sur les autres objets. Nous tenons absolument à avancer dans notre ordre du jour et à cesser de prendre un point par-ci, un point par-là. C'est pourquoi, Monsieur le président, je vous demanderai de faire voter séparément la clause d'urgence du rapport du Conseil administratif sur le projet de budget 2002 et celle du programme financier quadriennal 2002-2005, puisque nous refuserons l'urgence sur ce programme financier quadriennal étant donné

que nous ne l'avons reçu que ce soir à 17 h et que cela peut attendre le 1^{er} octobre, voire plus tard, les choses étant ce qu'elles sont. Je vous demande donc de procéder à deux votes distincts.

M. François Sottas (AdG/TP). Je réagis un peu aux propos de M. Bonny par rapport aux objets urgents. Le 25 juin, nous avons examiné le rapport partiel PR-51 A de la commission des travaux traitant des canalisations de la rue de Lausanne. Il restait à traiter toute la partie externe de cette rue, le sommet de l'iceberg, en vue de l'implantation de la ligne 13. Aussi la commission des travaux a-t-elle demandé qu'on traite la nouvelle ligne 13 dans son ensemble, y compris la partie concernant la place Cornavin. Je trouverais donc dommage que, maintenant, nous ne puissions pas renvoyer l'objet concernant la place Cornavin à la commission des travaux pour qu'elle puisse continuer ses travaux sur la rue de Lausanne et la place Cornavin. Maintenant que les travaux ont démarré, la clause d'urgence sur cet objet me semble tout à fait justifiée, en tout cas en ce qui concerne les travaux de la place Cornavin.

M. Bernard Lescaze (R). Je suis un peu surpris du nombre de clauses d'urgence présentées par le Conseil administratif, qui vise à chambouler totalement notre ordre du jour et à empêcher que nous traitions de points qui y ont été reportés parfois quatre fois.

Le groupe radical s'opposera par principe à la plupart des clauses d'urgence, en acceptant néanmoins l'urgence de la proposition PR-155 pour le crédit en faveur des Journées Portes ouvertes des Nations Unies. Nous refuserons également l'urgence en ce qui concerne le programme financier quadriennal, car nous ne l'avons pas reçu avant 17 h ce jour. Nous n'avons donc pas réellement pu en prendre connaissance et l'urgence nous paraît toute relative à ce sujet.

Nous nous posons certaines questions concernant l'urgence du projet de budget 2002. Nous acceptons d'avoir un débat ultérieurement sur le fond, mais, au vu de la déclaration du conseiller administratif Pierre Muller selon lequel les chiffres fournis il y a quelques jours sont désormais caducs, nous estimons qu'il aurait fallu déjà inscrire des propositions concrètes du Conseil administratif dans cette déclaration.

Nous avons peine à croire que, dans la proposition de modification du projet de budget, il n'y ait pas de propositions concrètes autres que celles qu'on peut facilement imaginer, à savoir jouer sur l'autofinancement et les amortissements extraordinaires. Nous en reparlerons plus tard, mais nous pensons que le Conseil administratif aurait dû retirer son projet de budget de façon à nous en présenter un autre conforme aux recettes.

Nous pensons qu'il accomplit là un acte politique en ne retirant pas son projet de budget. Nous en prenons acte, mais, pour notre part, nous pensons que l'urgence sur le projet de budget est également précipitée. Il y a donc, d'une part, des questions de principe, car nous ne pouvons pas toujours chambouler notre ordre du jour et, d'autre part, une question de politique de la Ville en ce qui concerne le budget qui ne nous paraît pas avoir été traité de la bonne manière. C'est la raison pour laquelle nous refuserons la plupart des clauses d'urgence demandées par le Conseil administratif.

Le président. Je vous rappelle que nous ne sommes pas encore entrés en matière sur la première clause d'urgence relative au projet de budget. Cependant, certains groupes politiques ont souhaité faire des déclarations d'ordre général sur les objets urgents. Je donne la parole à M. Christian Ferrazino, conseiller administratif.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Le Conseil administratif a établi une demande de traiter certains objets en urgence en se limitant véritablement aux projets qui sont absolument nécessaires pour permettre à ses services de travailler. Je vous félicite, Monsieur Lescaze, d'avoir des principes, mais nous en avons également. Ces principes nous poussent à tendre le plus possible vers le montant de 100 millions de francs d'investissements que nous nous fixons chaque année dans le cadre de nos réalisations.

A titre d'exemple, je citerai le rapport sur la proposition PR-95 qui porte sur un crédit de 7 328 000 francs destiné à des travaux d'aménagement structurels, de maintenance et d'adaptation dans divers bâtiments. Nous attendons ce rapport PR-95 A depuis bientôt une année. Nos services ne peuvent pas travailler sur ces dossiers tant que vous n'avez pas voté les projets d'arrêtés de la proposition PR-95. Si vous ne voyez pas l'urgence que revêt cette proposition pour nous permettre de faire des travaux de maintenance, je ne sais pas ce qu'il faut vous dire pour vous l'expliquer. Quand il y a environ 140 points à l'ordre du jour, il est de notre devoir d'attirer votre attention sur le fait que, si vous voulez que nous arrivions à réaliser un certain nombre d'investissements, il faut que vous débloquiez les crédits s'y rapportant.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, après avoir attentivement examiné l'ensemble des propositions et rapports que nous avons retenus à titre d'urgence, de les voter ce soir.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le débat est un peu chaotique et il part dans toutes les directions.

Le groupe libéral n'a pas de déclaration générale à faire sur la globalité des objets munis de la clause d'urgence. Je reprendrai donc la parole, ou quelqu'un d'autre de mon groupe le fera, au fur et à mesure que vous soumettrez au vote les clauses d'urgence.

M. Alain Dupraz (AdG/TP). Nous soutiendrons toutes les clauses d'urgence demandées par le Conseil municipal ou le Conseil administratif.

Je pense que nous ne pouvons pas tergiverser de cette façon. Certains objets doivent être traités en commission et d'autres devront être traités autrement.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). Les Verts acceptent les clauses d'urgence sur les objets concernés.

En revanche, que nous les votions maintenant ou non, nous estimons qu'il faudra vraiment définir les objets urgents en commission. En effet, il devient problématique de passer à l'action. Nous connaissons tous d'ailleurs quelques sujets qui sont restés en rade.

M. Bernard Paillard (AdG/SI). Nous accepterons aussi la plupart des clauses d'urgence demandées par le Conseil administratif sur certains objets, même s'il est vrai que nous avons quelques réticences. Il s'agit, à nos yeux, d'un moyen pour le Conseil administratif d'avoir la mainmise sur notre ordre du jour et nous trouvons ce procédé assez désagréable.

Cela étant, bien d'autres propositions de conseillers municipaux ne sont pas moins importantes et attendent pourtant leur tour, avec un ordre du jour comportant quelque 150 objets. Nous comprenons les raisons pour lesquelles le Conseil administratif fait ces demandes et nous en soutiendrons la plupart, tout en émettant certaines réserves pour l'une ou l'autre, mais nous y reviendrons au cours des débats.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste a été profondément irrité, en juin dernier, par le grand nombre d'objets munis de la clause d'urgence présentés par le Conseil administratif. Il ne souhaite pas voir l'ordre du jour piloté non pas par le Conseil municipal et son bureau, mais par le Conseil administratif lui-même.

C'est la raison pour laquelle, ce soir, le groupe socialiste demande de voter séparément sur la clause d'urgence de chaque objet concerné, de manière à pouvoir réserver sa position sur l'un ou l'autre de ceux-ci.

Cependant, nous en voterons encore la plupart, parce que nous sommes conscients d'avoir nous aussi parfois... Monsieur le président, vous laissez M. Losio discuter avec M. Kaplun en toute liberté. Si je puis poursuivre...

Comme nous avons parfois abusé des clauses d'urgence lors des séances précédentes, nous serons ce soir encore magnanimes et il est fort probable que nous en votons la plupart. Cependant, même si nous avons des séances supplémentaires le 1^{er} octobre et que les objets munis de la clause d'urgence pourraient certainement passer au tout début du mois prochain, il est clair que nous n'admettons plus ce procédé lors des prochaines séances.

Le président. Je prends acte de l'engagement de votre groupe politique. La parole est-elle encore demandée sur les objets munis de la clause d'urgence en général?

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Je partage l'avis des conseillers municipaux en ce qui concerne l'urgence de certains objets. Il est vrai qu'il est désagréable de voir perturber l'ordre du jour à chaque séance.

Néanmoins, je plaide aujourd'hui pour une seule urgence, celle du projet de budget. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, si vous n'aviez pas deux mois pour analyser ce projet de budget, vous seriez déçus du laps de temps qu'il vous resterait si on ne le passait que lors d'une des séances du mois d'octobre. En effet, vous avez l'habitude de l'examiner durant environ deux mois. Je vous engage donc à accepter aujourd'hui l'urgence en ce qui concerne ce projet de budget.

Pour le reste, adviene que pourra; je crois que chaque conseiller administratif a défendu l'urgence concernant ses propres objets avec raison. Il reste que cette manière de procéder est désagréable.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. On peut comprendre la préoccupation de notre magistrat chargé des finances, qui veut qu'en tout cas le projet de budget soit étudié en urgence. Je le comprends bien et je partage d'ailleurs son point de vue.

Nous avons décidé au Conseil administratif, pour des raisons de planification de nos investissements et par rapport à des propositions qui nous tiennent à cœur,

de présenter la liste d'objets à traiter en urgence qui vous a été remise. Pour l'instant, nous ne changeons pas d'avis. Nous allons écouter ce que les groupes vont décider, puisque ce sont eux qui vont décider en fin de compte du traitement de ces urgences.

Nous avons bien entendu vos remarques qui consistent à dire que vous êtes les maîtres de l'ordre du jour et que vous n'avez pas envie de vous faire imposer des priorités par le Conseil administratif. En l'occurrence, il s'agit d'une situation tout à fait exceptionnelle. C'est la raison pour laquelle nous vous avons présenté aujourd'hui une liste d'objets munis de la clause d'urgence.

M. Didier Bonny (DC). Je souhaite ajouter un petit complément à mon discours de tout à l'heure et à ce qui vient d'être dit par les différents orateurs. Si j'examine notre ordre du jour, il nous reste très exactement huit points à traiter avant d'arriver aux réponses du Conseil administratif, dont on sait qu'en principe elles ne font pas l'objet de longs débats. Si, ce soir, nous faisons preuve de la même rigueur que lors de la séance précédente, il n'y aura aucun problème pour que nous puissions arriver à traiter les objets urgents du Conseil administratif dès demain. D'ailleurs, les séances du 1^{er} octobre sont également prévues à cet effet. C'est un argument supplémentaire pour ne pas entrer en matière sur les objets munis de la clause d'urgence, à part les deux que j'ai mentionnés tout à l'heure, sinon nous ne nous arrêterons jamais.

Permettez-moi de rigoler doucement lorsque j'entends, au sujet des clauses d'urgence présentées par le Conseil administratif, les groupes prétendant que, cette fois, c'est la dernière, alors qu'ils ont déjà dit la même chose au mois de juin. J'espère qu'ils changeront d'avis d'ici quelques minutes.

3. Clause d'urgence sur le rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2002 (PR-150).

Le président. Je vous rappelle que la parole est donnée à un orateur par groupe. Nous discutons uniquement de l'urgence du projet de budget.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Vous permettrez à quelqu'un qui a affaire à de réelles urgences sur le plan professionnel de vous faire part de son sentiment à

ce sujet. L'urgence, quand elle est dictée par la douleur, est une réelle urgence. Nous considérons effectivement que le projet de budget de la Ville de Genève souffre et que, avec le coup qu'il a reçu à 17 h lors de la déclaration du Conseil administratif, nous avons un projet de budget gravement malade.

Par ailleurs, nous considérons qu'il est urgent que le Conseil administratif reprenne sa copie et revienne devant le Conseil municipal avec des propositions un peu plus étoffées. C'est la raison pour laquelle le groupe libéral s'abstiendra sur la clause d'urgence de la proposition PR-150, considérant qu'il n'y a pas à se précipiter pour étudier un projet de budget dont les dés sont pipés d'avance.

M. Gérard Deshusses (S). Nous, groupe socialiste, voterons la clause d'urgence ce soir concernant le projet de budget, dans la mesure où nous avons toujours considéré que nous manquions de temps pour l'analyse de ce document et qu'il serait regrettable de perdre encore plus de temps pour des questions de procédure.

Cela dit, ce n'est pas parce que nous avons 30 millions de bénéficiaires en moins dans ce projet de budget que nous devons nous précipiter. Ce n'est pas grand-chose par rapport à d'autres événements qui ont frappé notre monde aujourd'hui.

M. Bernard Lescaze (R). Je ne partage évidemment pas l'avis du préopinant. Je pense que les informations qui ont été données par M. Pierre Muller, conseiller administratif délégué aux finances, lors de la séance précédente, sont des informations graves. Si aujourd'hui nous acceptons de renvoyer le budget tel qu'il nous a été présenté en commissions, cela signifie qu'en réalité nous allons étudier un document dont nous savons qu'il n'est pas valable et dont les données principales concernant les recettes sont caduques. Est-ce que cela veut dire que les données concernant les dépenses ne le sont pas?

Il y a alors deux possibilités: soit les données concernant les dépenses ne sont pas caduques – c'est probablement l'avis du Conseil administratif – et nous devons, nous, trouver les moyens de réduire d'une manière ou d'une autre les dépenses de 30 millions de francs, si nous voulons rester fidèles aux promesses faites par le Conseil administratif concernant tant l'autofinancement que la diminution de la dette; soit ces données sont effectivement caduques et nous allons faire du travail de singe.

Par ailleurs, je m'étonne que le Conseil administratif – d'habitude si soucieux de ses prérogatives – semble accepter, en nous confiant un projet de budget dont il

sait lui-même que ce n'est pas le budget qu'il pourra soutenir au mois de décembre, de transférer ses compétences au Conseil municipal.

Vous voyez bien, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux que je plaisante, car jamais ces Messieurs du Conseil administratif n'accepteront que nous fassions les arbitrages nécessaires après cette diminution de recettes de 30 millions, c'est-à-dire près de 5% des recettes de la Ville. Je trouve simplement que cette façon de faire concernant ce projet de budget est un subterfuge de la part du Conseil administratif.

On peut bien sûr renvoyer le budget à la commission des finances et dans les commissions spécialisées. Vous verrez très rapidement que vous serez amenés à revoir les discussions que nous commencerons à avoir dans cette enceinte parce que les chiffres auront changé. Au fond, c'est simplement par commodité que le Conseil administratif nous propose aujourd'hui d'étudier ce budget en commissions, car il n'a, à l'évidence, pas réussi à se mettre d'accord durant ces trois jours sur les modifications nécessaires à ce projet de budget. Je veux bien que, pour des raisons de principe, on nous dise: «Le temps manque pour l'analyse du projet de budget.» Le temps nous a toujours manqué, mais, cette fois-ci, nous n'analyserons plus le budget, nous analyserons un budget dont nous savons déjà qu'il est caduc. Je trouve cela ridicule.

Je comprends très bien les motifs de la majorité, mais je tiens ici à dénoncer clairement ce qui n'est qu'une manœuvre politique. Nous reviendrons tout à l'heure pour nous exprimer sur le fond, lorsque la majorité du Conseil municipal aura certainement voté la clause d'urgence pour un projet de budget qui n'en est déjà plus un.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts ont bien compris la manœuvre politique de l'Entente consistant à faire traîner en longueur les débats du Conseil municipal et son ordre du jour.

Pendant, je crois que l'Alternative et la majorité vont avancer. Au mois de juin, nous avions 40 millions de revenus supplémentaires. Au mois de septembre, on nous annonce 30 millions de revenus en moins, mais ce sont toujours 10 millions de revenus supplémentaires. Quelles rentrées M^{me} Calmy-Rey va-t-elle nous annoncer au mois de décembre? L'avenir nous le dira. Ce n'est qu'un effet d'annonce, il n'y a donc aucune raison de traîner la patte. C'est pour cette raison que les Verts voteront la clause d'urgence de cette proposition afin d'entrer en matière sur ce projet de budget.

Nous espérons évidemment que le Conseil administratif viendra, dès qu'il aura pu tenir ses premières séances, nous présenter un budget modifié en conséquence.

M. Didier Bonny (DC). Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire tout à l'heure, le projet de budget sera l'un des deux objets munis de la clause d'urgence sur lesquels nous entrerons en matière, pour les mêmes raisons que M. Lescaze, mais pas pour les mêmes raisons que M. Perler.

Il y a effectivement urgence à renvoyer sa copie au Conseil administratif et, pour ce faire, il faut qu'il y ait une discussion.

M. Bernard Paillard (AdG/SI). Sans vouloir la mettre en cause, il me semble que M^{me} Calmy-Rey n'est que le porte-parole d'un système que nous avons tous approuvé et soutenu jusqu'ici. Il est vrai que ce système donne de mauvais résultats, mais, si l'on veut vraiment s'en prendre à notre manière de procéder, alors il faut réformer le système. Jusqu'ici, nous avons tous estimé qu'il appartenait à l'Etat de nous fournir ces informations. Or, si vous pensez que les instituts de prévision économique pourraient vous fournir des chiffres plus exacts, modifiez le système.

Considérons que ce n'est pas M^{me} Calmy-Rey, mais les services de l'Etat qui nous transmettent des informations. Parmi celles-ci, l'annonce de la diminution des recettes de 30 millions de francs me semble être au contraire un excellent argument pour faire de l'étude du budget un objet urgent. Comme il y a un fait nouveau essentiel, il est fondamental que nous nous saisissions de manière urgente de ce projet de budget.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). Nous n'entrerons bien évidemment pas dans le jeu de l'Entente qui veut renvoyer le budget au Conseil administratif. Nous accepterons donc la clause d'urgence sur le projet de budget et le renvoi de ce dernier en commissions. Nous faisons entièrement confiance au Conseil administratif pour nous présenter d'éventuelles modifications.

Le président. La parole n'étant plus demandée, je fais procéder au vote sur la clause d'urgence de la proposition PR-150, concernant le projet de budget 2002.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la proposition est acceptée à la majorité (quelques oppositions radicales et libérales et 2 abstentions libérales).

4. Rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2002 (PR-150).¹

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. Présentation générale	
1. Chiffres globaux	3
II. Options du Conseil administratif	
III. Politique du Conseil administratif par département	
0. Autorités	
0.1 Secrétariat général.....	6
0.1.1 Administration centrale.....	6
0.1.2 Service des relations extérieures.....	7
0.1.3 Service des ressources humaines	7
0.1.4 Contrôle financier.....	7
1. Département des finances et de l'administration générale	
1.1 Département des finances.....	8
1.1.1 Gestion financière	8
1.1.2 Rapports des services	10
1.2 Administration générale	21
1.2.1 Rapports des services	21
2. Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie	
2.1 Conservation du patrimoine architectural.....	28
2.2 Division de l'aménagement et des constructions	29
2.2.1 Direction	29
2.3 Service administration et opérations foncières, information et communication	30
2.4 Service d'urbanisme	32
2.5 Service d'aménagement urbain et éclairage public	33
2.6 Service d'architecture	35

¹ Urgence acceptée, 567.

2.7	Service des bâtiments	36
2.8	Service de l'énergie.....	38
2.9	Voirie.....	39
3.	Département des affaires culturelles	
3.1	Secrétariat du département	46
3.2	Service administratif et technique	47
3.3	Service de la promotion culturelle	50
3.4	Service aux artistes et acteurs culturels	52
3.4.1	Art musical	53
3.4.2	Arts de la scène.....	54
3.4.3	Art contemporain	54
3.4.4	Fonds municipal d'art contemporain	55
3.4.5	Livre	56
3.4.6	Grand Théâtre.....	57
3.5	Conservatoire et Jardin botaniques.....	57
3.6	Musées d'art et d'histoire	58
3.7	Musée d'ethnographie	62
3.8	Muséum d'histoire naturelle	63
3.9	Bibliothèques et discothèques municipales.....	65
3.10	Bibliothèque publique et universitaire.....	68
4.	Département des sports et de la sécurité	
4.1	Service des sports	72
4.2	Service d'incendie et de secours	73
4.3	Service d'assistance et de protection de la population.....	74
4.4	Service des agents de ville et du domaine public	76
5.	Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement	
5.1	Préambule.....	77
5.2	Délégation à la petite enfance	79
5.3	Service des écoles et institutions pour l'enfance	80
5.4	Service des espaces verts et de l'environnement	81
5.5	Service de l'état civil.....	82
5.6	Service des pompes funèbres et des cimetières.....	82
5.7	Service social	83
5.8	Délégation à la jeunesse	84
IV.	Présentation financière	
V.	Projets d'arrêtés	

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Le Conseil administratif a l'honneur de vous présenter l'exposé des motifs à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2002.

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. Chiffres globaux

Conformément à l'article 48, lettre c), de la loi sur l'administration des communes (ci-après LAC), le Conseil administratif vous soumet le projet de budget 2002 dont les chiffres globaux sont les suivants:

A. *Budget de fonctionnement* (sans les imputations internes, ni attribution aux financements spéciaux, ni subventions redistribuées)

Total des revenus nets	Fr. 933 745 436.–
Total des charges nettes	Fr. 929 702 116.–
Excédent de revenus présumé	<u>Fr. 4 043 320.–</u>

B. *Budget des investissements*

Total des dépenses brutes	Fr. 109 708 000.–
Total des revenus	Fr. 5 573 000.–
Investissements nets présumés	<u>Fr. 104 135 000.–</u>

C. *Financement des investissements*

Investissements nets présumés	Fr. 104 135 000.–
Autofinancement total	- Fr. 144 701 040.–
Excédent de financement	<u>Fr. 40 566 040.–</u>

II. OPTIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le budget 2002 a été élaboré avec le souci de rendre visible un certain nombre de projets mis en route au début de la législature. Cela afin de concrétiser une option fondamentale qui est celle de promouvoir une démocratie locale solidaire et responsable qui passe par le renforcement du service public au plan général.

Le Conseil administratif a mis en avant une option politique claire, soit le renforcement de ses prestations, tout en s'imposant des choix budgétaires de manière à ne pas reporter sur les prochains exercices des charges de fonctionnement excessives. Le Conseil a également décidé de faire un effort tangible en matière de remboursement de la dette.

Plusieurs principes ont guidé l'élaboration de ce budget 2002:

– *le développement durable:*

Le Conseil administratif s'est fait le porte-parole de cette ambition dans les enceintes internationales. En engageant une déléguée à l'Agenda 21, il a marqué sa volonté concrète de sensibiliser les services et les fournisseurs de l'administration municipale à l'exigence du développement durable. L'an prochain, il va porter une attention toute particulière au grand public, bénéficiaire et consommateur de prestations publiques.

– *le développement économique et social pour tous:*

Le Conseil administratif a mis en place toutes sortes de facilités pour accueillir dans notre ville des jeunes entreprises tout en prenant les mesures utiles pour que les personnes en marge de ces nouvelles données économiques soient soutenues.

– *les nouvelles technologies au service du plus grand nombre de citoyens:*

Pour tous ceux qui désirent rester en phase avec le troisième millénaire, nous allons développer un espace où ils peuvent se familiariser avec les nouvelles technologies. Un accent particulier a d'ores et déjà été mis sur les aînés.

– *le développement d'un service public de proximité en même temps que l'aménagement d'infrastructures sportives ou culturelles à l'échelle régionale:*

A cet égard, le Conseil va s'engager pour la réalisation d'un nouveau Musée d'ethnographie qui soit digne des richesses de notre patrimoine et de nos musées.

Dans le domaine des transports et de la circulation, nous allons poursuivre sur la voie de la concertation dans les quartiers, cela afin de permettre le développement des transports publics et l'aménagement de zones piétonnes favorisant la convivialité dans la cité et la santé de ses habitants.

De même, nous sommes en train de mettre sur pied une politique de la jeunesse qui soit un maillon de la nouvelle politique sociale de la Ville, tout comme la politique de nettoyage des bâtiments publics.

– *la promotion d'une politique de coopération digne de la réputation de Genève:*

Un effort important a déjà été fait, puisque la ville a augmenté sa contribution. Pour l'an prochain, c'est un million supplémentaire qui est inscrit au budget. Cet argent servira, d'une part, à poursuivre la politique actuelle de soutien aux associations genevoises qui travaillent en partenariat avec des interlocuteurs locaux et, d'autre part, et c'est une nouveauté, pour la coopération décentralisée, de ville à ville.

– *la mise en place d'outils de pilotage des subventions:*

Toute l'organisation de la politique de subventionnement de la petite enfance va être revue dans la perspective de l'extension du service public. En ce qui concerne les conventions de subventionnement avec les principaux acteurs culturels, des nouveaux instruments vont être mis en place afin de mieux piloter l'action municipale au service d'objectifs politiques précis et prédéterminés.

Voilà un programme qui se veut ambitieux pour Genève, pour mieux assurer son rayonnement dans le monde.

Pour tenter de le concrétiser, nous voulons faire de la concertation avec le personnel un outil de politique au quotidien. Il nous faudra donc développer des contacts avec le personnel de l'administration municipale: les cadres, la commission du personnel, les syndicats. La régularisation du personnel avec un statut de temporaire devra être achevée.

De plus, nous allons entreprendre de nombreuses actions pour développer la visibilité des prestations offertes par la Ville. Aujourd'hui, en effet, les administrations d'une ville comme la nôtre sont appelées à faire face à deux défis: cultiver leur identité locale et s'affirmer sur la scène internationale. Ces deux défis ne sauraient se satisfaire d'une administration relâchée et d'autorités attentistes.

III. POLITIQUE DU CONSEIL ADMINISTRATIF PAR DEPARTEMENT

0. Autorités

- 1. Département des finances et de l'administration générale**
- 2. Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie**
- 3. Département des affaires culturelles**

4. Département des sports et de la sécurité
5. Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement

0. Autorités

0.1 Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend le Service des ressources humaines, le Service des relations extérieures et l'administration centrale. Ce dernier constituant l'épine dorsale du Secrétariat général et jouant le rôle d'interface entre le Conseil administratif et l'administration.

0.1.1 Administration centrale

Il s'agira, en 2002, pour le Secrétariat du Conseil administratif de renforcer le suivi, tant des affaires du Conseil administratif et des délégations constituées par ce dernier que des affaires du Conseil municipal. Par ailleurs, il conviendra de réaliser une nouvelle étape du projet Candide (CA – Network – Direction – Département: système d'information du Palais Eynard).

Un projet de refonte totale de la ligne graphique de la Ville de Genève sera initié, de manière à disposer d'une véritable identité visuelle sur laquelle doit pouvoir s'appuyer toute stratégie de communication. De même, on s'emploiera à renforcer la présence du Conseil administratif sur le terrain de l'information tant interne qu'externe. Des espaces électroniques de services et d'échanges entre la Ville et ses citoyens seront mis en service dans le cadre de la nécessaire évolution de la Ville de Genève vers la cyberadministration. Parallèlement, Intranet évoluera en un véritable vecteur d'information interne à l'administration sous la forme d'un portail donnant accès aux différentes applications informatiques de la Ville.

Dans le même temps, le Secrétariat du Conseil municipal finalisera le module «Homopoliticus», développera une nouvelle application informatique gérant les jetons de présence, tout en garantissant un délai de publication du *Mémorial* de trois mois au maximum.

L'Unité des archives élaborera et mettra à disposition le calendrier de conservation des délais communs de l'administration. Il formera les préposés aux archives à la gestion des documents actifs et semi-actifs et mettra à disposition toutes les descriptions sur Internet.

0.1.2 Service des relations extérieures

Les objectifs du Service des relations extérieures sont doubles. Le premier objectif est de préparer et de soutenir les actions du Conseil administratif visant au renforcement de la présence de la Ville de Genève tant au niveau local, régional, national qu'international. Dans le même temps, le service épaulera le Conseil administratif dans son action visant à promouvoir la Ville de Genève comme un nouvel acteur émergent au sein de la coopération internationale.

0.1.3 Service des ressources humaines

Outre l'accomplissement de ses missions telles qu'elles découlent des statuts, le Service des ressources humaines développera son rôle de conseil, d'appui et de partenaire des services municipaux dans la gestion du personnel de l'administration municipale.

Pour l'année 2002, il conviendra de poursuivre et de mener à terme l'important chantier que constitue l'élaboration d'un statut du personnel du XXI^e siècle. Pour mener à bien cet objectif toute une série d'études devront être effectuées, par exemple en ce qui concerne la réduction du temps de travail.

Parallèlement, il s'agira notamment de poursuivre l'élaboration des fonctions-types de l'administration, de développer les techniques de recrutement et de mettre en place une formation adaptée aux objectifs à atteindre.

Le Service des ressources humaines s'emploiera à étudier et promouvoir toutes mesures susceptibles d'améliorer la sécurité et la santé au travail.

Enfin, le Service des ressources humaines mettra à disposition de nouveaux outils de gestion à même de répondre à l'évolution des besoins en matière de gestion du personnel.

Il engagera également des études en vue du remplacement des principales applications informatiques de gestion du personnel.

0.1.4 Contrôle financier

Le Contrôle financier, organe de révision et d'inspection interne de l'administration municipale, poursuivra en 2002 ses activités conformément aux dispositions légales et à son règlement.

Les ressources à sa disposition sont essentiellement constituées par le personnel (un directeur, un sous-directeur, un adjoint de direction, huit réviseurs et une secrétaire).

Le Contrôle financier dispose également d'un crédit budgétaire «Honoraires». L'essentiel des tâches commandées par sa mission pouvant être accompli par l'effectif du personnel, le montant du crédit inscrit au projet de budget 2002 sera consacré à la réalisation de mandats spéciaux.

Les autres rubriques figurant au budget du Contrôle financier n'appellent aucun commentaire particulier. Elles correspondent aux besoins du service estimés pour l'exercice 2002.

1. Département des finances et de l'administration générale

1.1 Département des finances

1.1.1 Gestion financière

a) Fiscalité

Le nombre des centimes additionnels est maintenu à 45,5 et demeure ainsi inchangé depuis 1984.

La première évaluation du centime additionnel, au cours du premier semestre de l'année, est toujours difficile à établir.

L'évolution de la masse salariale à Genève, qui constitue un indicateur important de la prévision, n'est connue que pour le premier trimestre de l'année en cours. Toutefois, les statistiques publiées dans ce domaine comportent presque toujours des fluctuations importantes sur le premier trimestre (observation basée sur le fait que certaines entreprises paient leurs cotisations salariales «CIAM-AVS» forfaitairement au cours de l'année civile). Ces variations importantes se stabilisent au fur et à mesure que l'on progresse dans l'année. La fiabilité des chiffres avancés au premier trimestre est moins bonne qu'à partir du deuxième semestre.

Par ailleurs, aucune évaluation des bénéfices des sociétés n'est possible en cours d'année.

La volatilité de l'évolution économique oblige à une certaine prudence quant à l'évolution des rentrées fiscales en 2002 par rapport aux comptes 2000.

Comme pour l'élaboration du budget 2001, nous avons élaboré nos prévisions fiscales sur la base des recommandations du groupe de perspectives économiques en matière d'évolution économique (PIB et inflation notamment); ces

recommandations découlent des enquêtes économiques menées auprès des principaux instituts de prévisions économiques et des principaux établissements bancaires du pays.

Le tableau ci-après explicite les calculs de cette valeur fiscale pour 2002.

Estimation de la valeur du centime additionnel 2002

<i>Année</i>	<i>(en milliers de francs)</i>		<i>Total</i>
	<i>Personnes physiques</i>	<i>Personnes morales</i>	
2000			
Production effective	9 556	2 892	12 448
2001			
P. P. croissance 9,5%	+ 912		
P.M. décroissance 0,9%		- 26	+ 886
	<hr/> 10 468	<hr/> 2 866	<hr/> 13 334
2002			
P.P. croissance 5%	+ 523		
P.M. croissance 3,9%		+ 112	+ 635
	<hr/> 10 991	<hr/> 2 978	<hr/> 13 969

Les évaluations des rentrées fiscales portent sur une prévision de croissance de 2,2% du PIB en 2001. Quant à l'inflation, elle est estimée à 1,7% en 2001. Pour l'an 2002, il est prévu une croissance de 1,9% pour le PIB et de 1,4% pour l'inflation.

Cette croissance (PIB + inflation) prévisionnelle de 3,9% pour 2001 est prise en compte pour l'évaluation des rentrées fiscales. En ce qui concerne les personnes physiques, la progression du PIB est majorée d'un coefficient d'élasticité de 0,5.

b) *Plan de financement*

<i>A. Décaissements</i>	<i>(en millions de francs)</i>	
1. Investissements (crédits votés ou déposés)	65	
2. Investissements (projets)	39	
Investissements totaux		104
3. Remboursement des dettes venant à échéance		<hr/> 100

Total des décaissements 204

B. Encaissements

– Annuités d’amortissements réglementaires (autofinancement)	61	
– Amortissements complémentaires (autofinancement)	80	
– Excédent du budget de fonctionnement	4	
– Autofinancement net		<u>144</u>
Surplus de décaissements		60

Le détail de ces éléments figure dans les tableaux du projet de budget 2002 intitulés: «Budget des investissements» et «Dettes consolidées» de la Ville de Genève.

La charge financière des nouveaux emprunts à émettre entre le 30 juin 2001 et le 31 décembre 2002 a été estimée sur la base des hypothèses suivantes:

- taux d’intérêt: 4%
- prix d’émission: au pair (100%)

Ces conditions correspondent à la tendance des marchés des capitaux et de l’argent à fin juin 2001.

Le montant des nouveaux emprunts dépendra de la réalisation effective du programme d’investissements et des nouveaux crédits extraordinaires qui seront votés par le Conseil municipal.

Ces emprunts seront négociés, en temps opportun, aux meilleures conditions du moment.

1.1.2 Rapports des services

a) *Contrôle de gestion*

Le Contrôle de gestion a pour but de faciliter les décisions des services de l’administration, en leur permettant de suivre de plus près leurs activités et leurs prestations grâce à des outils d’observation et de contrôle.

Il vérifie que des objectifs clairs et précis sont assignés aux différents niveaux de l’administration, et que la réalisation de ces objectifs est continuellement mesurée. Il récolte des informations pertinentes sur les activités des services et les prestations, qu’il présente sous la forme de tableaux de bord.

Grâce aux données fournies par le Contrôle de gestion, les responsables hiérarchiques peuvent prendre des décisions en connaissance de cause, puis les

adapter en cours de route en fonction des buts poursuivis et des résultats obtenus. Ils s'orientent vers une gestion par objectifs, en dépassant la gestion rétrospective reproduisant à l'identique (ou presque) les budgets annuels par nature.

Le contrôle de gestion doit par conséquent être compris comme une démarche par laquelle l'organisation porte un regard sur elle-même afin de garantir sa pérennité. Il s'agit d'un processus qui suppose l'enrichissement et l'apprentissage progressifs.

En résumé le contrôle de gestion vise à:

- faciliter la décision;
- introduire la visibilité des prestations et de leurs coûts;
- améliorer la communication entre les organes politiques et administratifs;
- orienter les différentes entités de la Ville de Genève vers une gestion par objectifs.

Activités

La mise en place du contrôle de gestion en Ville de Genève est un projet inter-départemental, s'inscrivant dans le long terme et qui comporte trois volets:

1. Réforme de la gestion des services
2. Réforme du mode d'attribution des subventions
3. Les grandes procédures et l'élaboration de tableaux de bord.

1. *Réforme de la gestion des services (comptabilité analytique et contrôle de gestion)*

Avant de généraliser l'expérience à l'ensemble des services de la Ville de Genève, cinq services pilotes se sont proposés pour tester les outils du contrôle de gestion.

Les cinq services en question, à savoir:

- la Direction des systèmes d'information;
- le Service de l'énergie;
- le Muséum d'histoire naturelle;
- le Service d'incendie et de secours et
- le Service des espaces verts et de l'environnement.

sont actuellement dotés d'une comptabilité analytique. Lors de la présentation du budget 2002 à la commission des finances, les services pilotes présenteront en plus des budgets par nature, leurs budgets par prestations.

De plus, les services pilotes présenteront à la commission des finances, en annexe au budget par prestations, les objectifs spécifiques pour les prestations et leurs indicateurs de réalisation.

L'évaluation intermédiaire du projet a été confiée à la société Evaluanda.

La généralisation du projet se poursuit dans cinq nouveaux services:

- le Secrétariat général;
- le Contrôle financier;
- la Gérance immobilière municipale;
- le Service des agents de ville et du domaine public;
- le Service des bâtiments.

2. *Les subventions*

Une réflexion est lancée sur l'octroi des subventions municipales. Le Conseil administratif a choisi de débiter par le département des affaires culturelles, qui est en train de mettre en place des moyens permettant de suivre, d'évaluer, de modifier ou de réorienter l'attribution des subventions.

Cette démarche permet de vérifier si l'impact des subventions sur le domaine concerné correspond aux objectifs fixés. Elle implique toutefois de redéfinir les relations que la Ville de Genève entretient avec ses subventionnés. C'est pourquoi, en 2001, le département des affaires culturelles (retenu comme département pilote) a poursuivi ses efforts dans les domaines suivants:

- Réalisation d'une base de données sur les subventions (BDS): les relations avec les subventionnés (demandes de subventions ponctuelles, versement de subventions annuelles, etc.) sont désormais entièrement répertoriées dans une base de données. Celle-ci fournit de nombreuses informations et permet de rationaliser le suivi des dossiers.
- Réalisation de l'inventaire des mises à disposition gratuites de locaux et d'énergie: 58 organismes subventionnés par le département bénéficiaire de subventions en nature, qui n'avaient jamais été répertoriées. Cet inventaire a été transmis au département des constructions, de l'aménagement et de la voirie, qui se chargera de chiffrer la valeur des mises à disposition et de les intégrer dans le budget et les comptes de la Ville.
- Refonte des «lettres d'attribution»: les lettres signées par le magistrat autorisant et confirmant chaque octroi de subvention ont été clarifiées et complétées. Elles comportent désormais une annexe énonçant les attentes de la Ville envers tous les subventionnés, qui doit être retournée signée pour accord.

- Poursuite des négociations en vue de la conclusion de «conventions de subventionnement» avec certains organismes subventionnés: trois projets de conventions, rédigés par le département, sont en cours de conclusion (signature) avec la Fondation de l'Orchestre de la Suisse romande (FOSR), l'association «La Bâtie – Festival de Genève» et l'Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR).
- Trois nouveaux projets de conventions sont en cours de préparation. Ces conventions clarifieront les attentes réciproques des partenaires et pourront fixer le montant des subventions pour plusieurs années. Elles seront accompagnées d'une évaluation, qui vérifiera le respect de certains critères ainsi que l'adéquation des résultats avec la politique culturelle des autorités.
- Le modèle de convention mis en place au département des affaires culturelles servira, en qualité de projet pilote, à la généralisation du modèle aux autres services de la Ville qui allouent des subventions.

3. *Les grandes procédures et tableaux de bord.*

a) Fixer des priorités

Très souvent les objectifs dans les services sont insuffisamment formalisés. Le Contrôle de gestion a pour but de:

- fixer des priorités claires dans la gestion des services par la fixation d'objectifs;
- évaluer au moyen d'indicateurs le degré de réalisation des objectifs.

b) Uniformiser la présentation des documents

Plusieurs documents de planification et de stratégie existent au sein de l'administration municipale. Cependant, ils manquent de coordination entre eux. Le Contrôle de gestion a aussi comme but d'uniformiser les documents.

c) Elaboration de tableaux de bord à l'attention du Conseil administratif

Ce projet s'inscrit dans un cadre beaucoup plus général qui est celui des objectifs politiques de la Ville déclinés en objectifs opérationnels pour les services.

Communication

Le Contrôle de gestion organise une série de présentations et d'informations au sein de la Ville de Genève afin de sensibiliser, informer et conseiller les différents interlocuteurs. Citons notamment:

- La mise en oeuvre de la plate-forme de dialogue et de coopération avec le Service des ressources humaines (développement de tableaux de bord concernant les données financières et sociales à remettre à l'ensemble des services).
- Poursuite des relations avec les autres administrations publiques ayant entrepris une démarche similaire en matière de contrôle de gestion. Ces réunions doivent permettre un échange d'idée et de points de vue afin de profiter des expériences de chacun (Services industriels de Genève, Transports publics genevois, Etat de Vaud, Ville de Lausanne, Etat de Genève, etc.).
- Maintien de la formation destinée aux cadres de l'administration (environ 120 personnes) en fonction des besoins et dont le but est de former les participants afin de faciliter la mise en place du projet dans les services.
- Présentation des activités du service sur le site Intranet.

Structure, personnel et locaux

Le Contrôle de gestion dépend directement de la Direction du département des finances. Trois postes à 100% sont occupés par quatre personnes (deux hommes et deux femmes). Un stagiaire complète l'équipe dans la mesure du possible chaque année.

Le Contrôle de gestion a ses bureaux dans des locaux sis au 3e étage du bâtiment A de la rue de l'Hôtel-de-Ville 5.

b) *Taxe professionnelle communale*

Mission du service

Inchangée.

Structure personnel et locaux

a) personnel

Le service est divisé en cinq sections distinctes.

La section des enquêtes assure la tenue du rôle des contribuables par la collecte et la mise à jour des informations.

Dès septembre 2001, une personne supplémentaire travaillera à la section enquêtes, qui comptera dès lors trois personnes. Les enquêteurs disposent de nombreuses sources de renseignements et mettent à profit tant les méthodes tradi-

tionnelles d'enquêtes que les nouvelles technologies de diffusion de l'information.

La section de taxation est chargée de produire les déclarations, les différents documents de rappel et, une fois les renseignements nécessaires collectés, les bordereaux de taxe qui sont expédiés aux contribuables.

Elle prend également en charge le service «après-vente» en répondant aux nombreuses demandes d'explication ou de rectification des contribuables.

La section du contrôle procède à la révision du travail effectué par le service en contrôlant la grande majorité de la production et effectue également d'éventuels contrôles externes.

La section comptabilité saisit les écritures et procède au recouvrement des impôts. Elle assure le suivi des démarches liées au contentieux.

Pour sa part, la direction, assistée d'une secrétaire, coordonne l'activité des différentes sections; elle est responsable des relations avec les contribuables, leurs mandataires ainsi que les différentes instances de recours, édicte les circulaires internes et externes et veille au respect des dispositions légales en la matière.

L'effectif du personnel comptera dès septembre 2001 16 postes, dont 3 enquêteurs, 8 taxateurs (dont l'adjointe à la comptabilité et au contentieux), 1 contrôleur, 1 secrétaire, 1 comptable, 1 adjoint de direction et 1 cheffe de service.

b) locaux

Les bureaux sont situés au 17, rue Pierre-Fatio, à Rive.

Le dossier relatif à l'aménagement et l'extension des locaux aux 1^{er}, 2^e et 3^e étages est en examen auprès des diverses commissions du Conseil municipal.

Objectifs

Le choix de renforcer la section des enquêtes est motivé par la volonté d'assurer un suivi régulier de l'enrôlement des contribuables et d'anticiper tout retard qui pourrait s'accumuler dans la tenue du rôle et qui aurait des incidences sur les objectifs budgétaires.

Il est prévu de maintenir et d'améliorer la formation des taxateurs et taxatrices en vue d'assurer une uniformité et une meilleure qualité de la taxation et de parvenir à une diminution du nombre de réclamations.

Activités

Le service poursuit son activité habituelle et obtient des résultats concluants. La direction réfléchit en permanence sur les possibilités d'améliorer, voire de repenser, les différents processus en vigueur au sein du service.

La commission permanente chargée par le Conseil d'Etat de revoir les coefficients de taxation applicables aux chiffres d'affaires des contribuables pour chacun des groupes professionnels, tâches auxquelles est étroitement lié le Service de la taxe professionnelle, reverra, d'ici la fin de l'année, une vingtaine de coefficients.

c) *Service de la comptabilité générale et du budget*Mission du service

- Elaborer et publier le budget de la Ville de Genève, en suivre l'exécution.
- Tenir, clôturer et publier les comptes de la Ville de Genève.
- Former, assister et renseigner les services dans leurs tâches financières et comptables.

Structure personnel et locaux

Aucun changement n'est prévu pour 2002.

Objectifs généraux

Améliorer le niveau des connaissances du personnel comptable des services dans le but de renforcer le respect des prescriptions légales, des règlements et procédures.

Cet objectif sera atteint en intensifiant la formation des collaborateurs concernés.

d) *Service des assurances*Rôle et mission

Le Service des assurances conclut les couvertures appropriées afin de protéger le patrimoine municipal contre les conséquences dommageables de certains événements tels que:

- l'incendie;
- les forces de la nature;
- les dégâts d'eau;
- les vols, etc.

Par ailleurs, il contracte des assurances temporaires afin de couvrir les objets d'art confiés par les prêteurs, notamment à l'occasion des expositions organisées par les musées municipaux.

Dans une société qui a de plus en plus tendance à vouloir chercher un responsable solvable lorsque survient un dommage, la Ville de Genève, en sa qualité de propriétaire de nombreux ouvrages (bâtiments locatifs et administratifs, routes, sentiers, etc.), est très souvent actionnée en responsabilité civile.

A ce titre, le Service des assurances, en collaboration avec les compagnies d'assurances, a pour mission de défendre au mieux les intérêts de l'administration municipale.

Compétences

Le Service des assurances est en quelque sorte l'agent d'assurances de l'administration. Ce service est seul compétent pour négocier et gérer les contrats d'assurances de la Ville de Genève.

Gestion

L'activité principale de ce service consiste en la gestion des sinistres, plus de 1200 par année, toutes branches confondues.

Conseil

Il remplit le rôle de conseiller interne pour l'ensemble des services de l'administration qui le sollicite quotidiennement en matière d'assurances.

Par ailleurs et en collaboration avec le coordinateur santé et sécurité au travail, il a également pour mission de sensibiliser les services dits «porteurs de risques».

Structure, personnel et locaux

Le service se compose de 2 postes occupés par 3 personnes, à savoir le chef de service, qui est responsable de la gestion de l'important portefeuille d'assu-

rances de la Ville de Genève, et de 2 collaboratrices à mi-temps, qui s'occupent principalement de la gestion des sinistres et du secrétariat du service.

Ses locaux se trouvent au 5A, rue de l'Hôtel-de-Ville.

Objectifs 2002

Comme ce fut déjà le cas pour le projet de budget précédent, les charges inscrites au projet de budget 2002 sont légèrement inférieures à celles du budget de l'année en cours.

Les conditions de primes intéressantes obtenues sur certains contrats en raison de leur bon rendement, ainsi que l'achèvement de conclusions de contrats flottes véhicules, en sont les principaux facteurs explicatifs.

Il convient toutefois d'insister sur le fait que les «taux planchers» dont bénéficient actuellement nos principaux contrats d'assurances n'offrent plus guère de marge de manœuvre pour envisager de nouvelles baisses.

Dès lors, une stabilisation de nos primes pour les prochaines années au niveau actuel représenterait déjà un bon résultat.

Comme chaque année, le Service des assurances offrira toute sa disponibilité aux divers services de l'administration pour résoudre les problèmes d'assurance que ces derniers lui soumettent régulièrement.

e) *Caisse municipale*

Mission de la Caisse municipale

- Avances aux services.
- Encaissements des recettes de tous les services.
- Paiements des mandats pour tous les services.
- Paiements aux fournisseurs de la Ville de Genève.
- Avances de salaire.
- Tenue d'un livre de caisse (informatique) Eurozoom.
- Contrôle journal de caisse, classement des pièces comptables ainsi que de l'archivage.

Structure, personnel et locaux

Structure

Le service est rattaché au département des finances.

Personnel

Un titulaire et 2 remplaçants caissiers.

Locaux

Les bureaux se situent au rez-de-chaussée du 5, rue de l'Hôtel-de-Ville.

Activités

L'activité du caissier est la gestion des espèces de la Ville. Il doit être à même d'alimenter tous les services. Il possède la signature pour toutes les dépenses ordinaires de la Ville. Il a la signature collective à deux.

Objectifs

L'encaissement par carte EC direct et Postcard sera possible courant 2001 afin d'améliorer le service à la clientèle, qui est de plus en plus tournée vers la monétique.

f) *Gérance immobilière municipale (GIM)*

Mission du service

Elle consiste à gérer:

- le patrimoine immobilier financier de la Ville de Genève;
- des fermages d'établissements publics;
- des droits de superficie.

Structure et personnel

Le service est structuré de la façon suivante:

Une direction composée de:

- 1 chef de service;
- 2 adjoints chargés respectivement de la section juridique et de la logistique;
- 3 chefs d'unité, à savoir:
 - unité relations clientèle;
 - unité gérance;
 - unité comptabilité et finances.

Le personnel est réparti de la manière suivante:

Rubrique 100501 - Gérance immobilière municipale:	34 employés à	100%
	4 employés à	50%
	2 employées à	70%
	1 employée à	80%
Rubrique 100506 - Salles de réunions:	16 employés à	100%
Rubrique 100502 - Concierges professionnels:	36 employés à	100%
	3 employés à	50%
	1 employé à	70%
Rubrique 100502 - Concierges à temps partiel (% variable):	79 employés	

Récapitulation

86 employés à	100%
7 employés à	50%
3 employés à	70%
1 employé à	80%

Soit: 97 employés, dont 43 pour la régie

Soit: 97 employés pour 92,4 postes

Locaux

Les bureaux et les lieux d'accueil de la clientèle sont situés au 5, rue de l'Hôtel-de-Ville (rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^e étages). La surface totale est d'environ 780 m². Elle devrait augmenter d'environ 80 m² dans le courant de 2002 afin de répondre aux besoins.

Objectifs

En 2002, le contrôle de gestion sera introduit afin de permettre de déterminer les coûts des prestations, notamment la composante «aide sociale».

Commentaires sur l'établissement du budget 2002

Les revenus et les charges ont été évaluées sur la base des prévisions et sur les résultats des exercices antérieurs.

1.2 Administration générale

1.2.1 Rapports des services

a) *Direction des systèmes d'information*

Mission

La Direction des systèmes d'information (DSI) participe à l'élaboration de la stratégie des systèmes d'information et de communication de la Ville de Genève, l'applique et la met en œuvre. D'une manière générale, la DSI gère:

- les systèmes d'information et de communication de la Ville de Genève;
- l'ensemble des budgets de fonctionnement et des crédits d'investissements votés par le Conseil municipal pour les systèmes d'information et de communication de l'administration municipale.

Par une veille technologique et organisationnelle permanente, elle anticipe l'avenir.

Personnel et locaux

La DSI doit faire face à l'augmentation continue du nombre d'utilisateurs des ressources informatiques.

Suite au déploiement des services et des succursales, le nombre de sites raccordés au réseau fédérateur augmente constamment. Par ailleurs, la technologie des réseaux fédérateurs doit évoluer pour répondre à de nouvelles contraintes, tant en matière de services offerts que de sécurité.

Dans le but de faire face aux nouvelles exigences qui sont apparues ces dernières années, ainsi qu'à la croissance des besoins en matière de développement Web (Internet, Intranet, IntraCM, IntraCA) des systèmes d'information importants à l'échelle de la Ville de Genève doivent faire l'objet de travaux d'analyse en vue de leur renouvellement. Afin d'engager et de mener à bien ces importants chantiers, deux nouveaux postes de spécialiste en systèmes d'information sont à créer.

Objectifs

Conformément à la comptabilité analytique et au contrôle de gestion mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 1998, les prestations fournies par la DSI sont découpées comme suit:

- support aux utilisateurs, c'est-à-dire l'installation et la maintenance des configurations (postes de travail, imprimantes, etc.), ainsi que l'assistance aux utilisateurs;
- exploitation des systèmes, c'est-à-dire la configuration, l'installation et la maintenance de l'ensemble des serveurs, ainsi que des installations de sécurité informatique et de sauvegarde;
- systèmes de communication, c'est-à-dire les réseaux et les installations permettant d'assurer la communication (informatique et téléphonique), ainsi que les équipements de sécurité des réseaux;
- systèmes d'information, c'est-à-dire le développement des ressources (exemple: logiciels) permettant de stocker, de traiter et de diffuser les informations gérées par les services municipaux.

En tenant compte du découpage précité, les objectifs principaux pour l'année 2002 sont les suivants.

Support aux utilisateurs:

- faire face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs et des besoins qui en découlent;
- assurer l'installation et le renouvellement des postes de travail et des périphériques permettant aux utilisateurs d'accomplir leur mission correctement.

Exploitation des systèmes:

- adapter les outils mis en œuvre pour assurer la sécurité informatique;
- renouveler les plates-formes serveurs;
- déployer les outils d'administration centralisée.

Systèmes de communication:

- développer le réseau de fibres optiques de la Ville de Genève;
- déployer les réseaux virtuels pour offrir de nouveaux services;
- étudier et réaliser l'intégration voix-données sur un même média.

Systèmes d'information:

- entreprendre des études en vue du renouvellement de systèmes d'information importants à l'échelle de la Ville de Genève (ressources humaines notamment);
- faire évoluer les développements utilisant le navigateur universel Web, afin de faciliter la diffusion d'informations tant auprès de la population que des autorités municipales (Conseil municipal et Conseil administratif).

b) *Service des achats*

Mission

- Définir la politique d'achat de la Ville de Genève en intégrant le développement durable.
- Conseiller et assister les services municipaux dans les différents domaines et actes d'achat.
- Suivre de façon permanente l'évolution de toutes les technologies et procédures liées à l'acte d'achat.
- Elaborer et mettre en place tous les outils de pilotage et de contrôle nécessaire à la conduite de la politique d'achat.
- Définir et mettre en place une politique d'information auprès des clients.
- Prospector et étudier les marchés.
- Fournir des prestations générales, fournitures ou services, afin de faciliter le fonctionnement administratif.
- Certifier les fournisseurs et les produits.
- Contrôler l'application et l'exécution des marchés et des contrats.
- Présider la commission de gestion des véhicules (COGEVE).
- Définir, maintenir et faire appliquer les directives de gestion administrative en rapport avec le Service des achats.

Personnel et locaux

Le service est structuré de la façon suivante:

Une direction composée de:

- 1 chef de service;
- 2 adjoints de direction, responsables, respectivement:
 - du secteur administratif;
 - du secteur exploitation et impression;
- 1 chef de section responsable de l'unité logistique;
- 1 chef d'atelier responsable de l'atelier d'impression.

Le personnel est réparti de la manière suivante:

Rubrique 100701 – Service des achats	18 employés à	100%
	4 employés à	50%

En ce qui concerne les locaux, une extension de la surface dédiée aux fonctions administratives est prévue, afin de regrouper le personnel du secrétariat actuellement disséminé dans 5 locaux géographiquement mal répartis. Par ailleurs, la création d'une salle de conférence/réception est indispensable, nous n'avons aucun endroit où recevoir les fournisseurs ou tenir des réunions.

Objectifs

- Attribuer, au mieux des intérêts de la Ville de Genève et en préservant l'équité des entreprises concernées, les chantiers de nettoyage des locaux administratifs;
- étudier les répercussions des achats sur l'environnement (pollution, déchets, etc.) et intégrer toute action pratique ou administrative permettant d'intégrer des clauses de qualité dans les contrats;
- répartir les coûts des différents achats et de façonnages divers dans les services. 2002 verra une facturation extracomptable (pro-format), à titre de test;
- améliorer les procédures d'expression des besoins, pour le mobilier, les machines de bureau et les machines de nettoyage;
- compléter le catalogue électronique des fournitures disponibles au Service des achats, entre autres par l'image;
- continuer les études de modernisation de l'atelier d'impression;

2. Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie

Le Conseil administratif a constaté la nécessité de recréer le poste de directeur du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie, afin de mieux garantir la coordination entre les divisions et services de ce dernier et de renforcer ainsi la présidence d'un département aux tâches particulièrement lourdes. C'est ainsi que M. Nils de Dardel a été nommé, dès janvier 2001, à la fonction de directeur de département.

La composition du département s'est également modifiée en 2001 par le rattachement au département de la Conservation du patrimoine architectural et le transfert du Fonds municipal d'art contemporain désormais rattaché à la direction du département des affaires culturelles.

L'arrivée de la Conservation du patrimoine architectural permettra un travail de concertation plus fin entre les différents services du département et cette entité, particulièrement en ce qui concerne la restauration du patrimoine immobilier.

Cette nouvelle structure s'est installée dans les locaux situés à la rue du Stand 3bis, le bâtiment de la rue de l'Hôtel-de-Ville 4 n'ayant pas les disponibilités nécessaires pour accueillir du personnel supplémentaire.

Dans le cadre de l'organisation du département, un poste de secrétaire pour le directeur du département a été prévu au budget. Avec ce poste, les collaborateurs de la direction du département se montent à:

- 1 directeur;
- 2 juristes;
- 1 adjointe de direction;
- 2 collaboratrices administratives.

Qualité de vie dans les quartiers

L'effort engagé dans les budgets précédents se poursuit et atteindra une phase opérationnelle de création de zones et places piétonnes au centre-ville et dans les quartiers notamment. Ainsi, le Conseil municipal sera saisi de plusieurs demandes de crédits, au centre-ville, notamment pour la rue de la Rôtisserie, la place Bel-Air, la rue de la Corraterie ainsi que la rue du Rhône et dans les quartiers par l'aménagement de la place de la Navigation et de ses abords, prévu pour 2002.

L'accroissement des tâches administratives et la complexification des procédures nécessitent l'engagement d'un ingénieur en transports supplémentaire ainsi que d'une collaboratrice analyste géographe, plus spécialisée dans la gestion de projets de transport et de déplacement et la sensibilisation à une mobilité urbaine alternative.

L'expérience qui a débuté en 2001 par le nettoyage des tags dans deux secteurs de la ville se poursuivra dans d'autres quartiers.

Une Ville de Genève active en matière d'aménagement

Les efforts du département dans le domaine de l'aménagement du territoire, notamment par le réexamen de plans localisés de quartier dont l'image urbanistique et la densité retenue ne semblaient plus adaptées à une vision d'aujourd'hui, a permis de débloquer certaines situations, notamment à Saint-Jean. Ces efforts se poursuivront, le cas échéant, par l'usage du droit d'initiative qui permet à la Ville de Genève d'intervenir de manière plus efficace et plus volontaire sur l'aménagement de son territoire.

Concertation avec la population

Les informations données à l'arcade du pont de la Machine depuis le mois de septembre commencent à porter leurs fruits, dans la mesure où la présence du département dans ce lieu commence à être connue et appréciée des habitants. Parallèlement, le département développe une véritable concertation avec la population, qui permet, de manière générale et pour la plupart des sujets délicats d'aménagement du territoire (plans localisés de quartier) ou opérations liées à la modération du trafic, d'obtenir des résultats positifs.

A noter que l'engagement efficace et motivé de nombreux collaborateurs du département a permis de développer une réelle concertation avec l'ensemble des intervenants concernés, aussi bien en ce qui concerne des projets d'une certaine ampleur que pour des projets plus mineurs. Cette démarche, qui a fait ses preuves, sera poursuivie et intensifiée à l'avenir.

Rénovation du patrimoine immobilier

Les efforts se poursuivent afin de parvenir à un accord sur les futurs loyers des immeubles concernés par des recours, notamment à Saint-Gervais. Ainsi, le Conseil municipal pourrait être saisi en 2002 de plusieurs dossiers de rénovation de bâtiments. Les réflexions devront également porter sur la planification des travaux afin de permettre au quartier de Saint-Gervais de ne pas être saturé par les chantiers. Le Conseil administratif, sur proposition du département, a modifié le calcul des plans financiers liés aux opérations de rénovation d'immeubles afin de tenir compte des principes jurisprudentiels en la matière.

Construction d'équipements

Les études pour la construction d'un centre de quartier et d'une école aux Ouches devraient aboutir à une demande de crédit de construction à la fin 2002. Par ailleurs, le Conseil municipal devrait être saisi d'un crédit de construction pour la restauration de l'école de la rue de Zurich ainsi que pour les aménagements prévus à la place de Châteaubriand (crèche et structures de quartier + espaces publics).

Maîtrise des coûts

La mise en place d'un système de gestion du patrimoine prévoyant notamment la maîtrise des coûts de construction entrera dans une phase de choix de systèmes qui conduit à l'engagement d'un architecte économiste à la Division de

l'aménagement et des constructions ainsi qu'au renforcement budgétaire de 200 000 francs permettant de commencer la formation du personnel et le rattrapage de données.

Une telle démarche permettra non seulement d'obtenir une fiabilité du bâti existant (et de son coût), mais également d'acquérir une meilleure maîtrise des coûts de construction.

Politique foncière

Le besoin de logements sociaux en ville de Genève, d'une part, et les équipements complémentaires nécessaires, d'autre part, exigent du département qu'il développe une politique foncière efficace afin que le Conseil municipal puisse être saisi de l'acquisition de parcelles permettant la construction de logements sociaux et coopératifs en ville de Genève.

Propreté des rues

L'effort engagé en 2001 pour prévenir la pollution de nos rues par les nombreux détritiques jetés sera poursuivi en 2002.

Gestion des déchets

Dans la continuité des actions d'information menées en vue de sensibiliser le plus large public possible, de nouvelles campagnes de proximité seront engagées en 2002 pour promouvoir la séparation des déchets en vue de leur recyclage.

2.1 Conservation du patrimoine architectural

Mission du service

La Conservation du patrimoine assiste les autorités municipales pour ce qui a trait aux édifices présentant un intérêt historique ou architectural. Cela concerne l'ensemble des objets situés sur le territoire municipal et, plus particulièrement, ceux pour lesquels la Ville de Genève assume la maîtrise d'ouvrage.

Dans cette perspective, la Conservation du patrimoine assure des tâches de représentation auprès des instances et organismes concernés.

Elle collabore aux projets et aux travaux de restauration entrepris sur les immeubles de la municipalité en fournissant les documents et les prestations de

conseil nécessaires à la conception et à l'exécution des travaux. Elle participe à la planification des campagnes de restauration à entreprendre.

Elle conduit les recherches historiques et les investigations relatives aux bâtiments et réalise l'inventaire scientifique du patrimoine.

Elle engage et favorise les initiatives visant à la mise en valeur du patrimoine historique de la Ville auprès du public en participant à l'organisation des Journées européennes du patrimoine et à la publication d'ouvrages monographiques, notamment.

Structure, personnel et locaux

L'année 2002 marquera le premier exercice complet de fonctionnement de la Conservation du patrimoine dans le cadre du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie. En effet, bien que le transfert de la structure se soit fait au début de l'année 2001, son déménagement effectif n'a eu lieu qu'au début du mois de juin de la même année, date d'entrée en fonction d'un nouveau responsable.

En conséquence, aucune modification des locaux n'est prévue pour 2002 et l'effectif ne devrait en principe pas se modifier. Il comprend actuellement, outre le chef de service à temps complet, trois collaborateurs scientifiques, historiens de l'art, correspondant au total à un poste et demi, et une secrétaire à 80%.

Objectifs généraux pour 2002

Les objectifs resteront, de manière générale, les mêmes que ceux qui étaient définis dans les exercices précédant l'année 2001, cette dernière revêtant un aspect atypique dû au transfert du service.

Cependant, le rapprochement administratif de la Conservation du patrimoine des services chargés de la planification et de l'exécution des travaux ainsi que des entités chargées de l'urbanisme et de l'aménagement va induire de nouveaux modes de collaboration.

L'intégration de cette structure à son nouveau département et le développement de projets communs aux diverses entités qui le composent figureront comme objectifs prioritaires l'année à venir.

2.2 Division de l'aménagement et des constructions

Les restructurations engagées à la Division de l'aménagement et des constructions, notamment par le regroupement à terme des Services des bâti-

ments et d'architecture, nécessitent de prendre des mesures d'organisation à court et moyen terme.

Le départ à la retraite progressif des cadres de cette division nécessite de prévoir leur remplacement par l'engagement de personnel compétent à même de participer aux réformes qui vont être mises en place et qu'ils devront eux-mêmes mettre en application dans la gestion future. C'est la raison pour laquelle il a été prévu l'engagement d'un directeur adjoint à la Division de l'aménagement et des constructions ainsi que d'un architecte économiste rattaché plus particulièrement aux projets de gestion du parc immobilier et au contrôle des coûts de construction.

L'entrée en vigueur des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne engendrant des procédures administratives plus complexes, un collaborateur sera engagé à 100% dans le cadre de la section «soumissions» en remplacement du collaborateur à mi-temps actuellement rémunéré par le Fonds invalidité.

La Division de l'aménagement et des constructions poursuivra les études inscrites au programme d'investissements quadriennal, dans le cadre des crédits d'études qui seront votés par le Conseil municipal.

2.2.1 **Direction**

Avec les postes supplémentaires, la direction de l'aménagement et des constructions comprendra, avec les postes indiqués, 11 collaborateurs techniques et administratifs, y compris une apprentie.

La division regroupe 6 services; les missions essentielles sont:

- veiller à l'application des décisions du Conseil administratif et du Conseil municipal;
- suggérer des mesures d'aménagement ou de protection, notamment en utilisant le droit d'initiative dont bénéficient les communes depuis 1993;
- coordonner l'activité des services;
- gérer l'ensemble du personnel;
- préparer la synthèse des préavis communaux en autorisation de construction;
- gérer les soumissions;
- préaviser l'adjudication des travaux;
- promouvoir les concours d'architecture;
- élaborer et tenir à jour le plan financier quadriennal.

2.3 Service administration et opérations foncières, information et communication

Mission du service

Ce service met en oeuvre les moyens d'information du département et gère, à différentes échelles, la propriété foncière de la Ville de Genève (domaine public et domaine privé).

Information et communication

Le service assume un large éventail de missions d'information:

- archives historiques et documentation photographique;
- relations presse du département;
- campagnes d'information (affiches, autres supports visuels);
- conception et édition d'un périodique d'information destiné à la population;
- conception et mise à jour du site Internet du département;
- expositions d'architecture, d'aménagements urbains ou d'urbanisme;
- permanences d'informations à l'arcade du pont de la Machine;
- participation à des séances publiques dans les quartiers.

Opérations foncières

Propriétaire du domaine public, la Ville de Genève est également propriétaire de terrains privés (équipements, bâtiments de logements gérés par la Gérance immobilière, terrains mis en droits de superficie en vue de réaliser des logements, etc.). A cet égard, divers domaines de compétences lui sont confiés:

- prospecter le territoire communal en vue d'acheter des terrains ou des bâtiments répondant aux besoins de la population et en négocier les conditions;
- gérer et négocier les conditions des actes notariés liés à ces terrains, à des droits de superficie, à des remaniements parcellaires, à la constitution de servitudes, etc.;
- gérer les préavis communaux dans le cadre des requêtes en autorisation de construire et ceux relatifs aux droits de préemption;
- participer à des séances de travail touchant à l'aménagement et à l'urbanisation du territoire de la Ville de Genève.

Structure, personnel et locaux

Le secrétariat devrait être complété par un demi-poste (50%), afin de porter son effectif à un poste complet (soit 2 x 50%). Le service comptera ainsi 14 personnes pour 11,5 postes de travail.

Les activités du service se déroulent au 4, rue de l'Hôtel-de-Ville, ainsi que dans deux sites réservés à l'information et à la communication (bâtimenst situés au quai du Rhône 12 et à l'arcade municipale du pont de la Machine).

Objectifs généraux pour 2002

- Promouvoir les actions d'information et de communication menées par le département (périodique d'information, site Internet, affiches, permanences);
- poursuivre la politique d'acquisition foncière mise en place en vue de répondre à l'intérêt général en matière d'équipements publics, d'aménagements piétonniers ou d'espaces de verdure, de logements, de locaux artisanaux, etc.;
- améliorer la gestion administrative des dossiers, notamment par la mise en réseau de données informatiques regroupant des aspects légaux, financiers, fonciers, etc.

2.4 Service d'urbanisme

Mission du service

La mission du service est de trois ordres:

- a) récolter l'information et organiser la connaissance du territoire;
- b) planifier le territoire et coordonner la mise en œuvre des mesures;
- c) vulgariser l'information et préparer la concertation autour des projets d'aménagement.

Structure, personnel et locaux

Un seul changement est prévu en 2002 au niveau du personnel: le remplacement et le renforcement d'un poste de maquettiste par l'engagement de deux nouveaux collaborateurs/trices à temps partiel.

Objectifs généraux pour 2002

Mission A

- Mise en place d'un observatoire permanent de l'évolution de l'occupation des arcades commerciales sur le territoire de la Ville de Genève;
- amélioration de la formation des collaborateurs du Service d'urbanisme afin d'acquérir une meilleure connaissance dans la maîtrise des outils informatiques pour les projets d'études d'aménagement et les plans d'affectation.

Mission B

- Recherche d'une plus grande autonomie communale en matière d'établissement de la planification directrice et impérative;
- établissement d'un programme de révision du plan directeur communal de 1993, parallèlement à la mise en place de sa procédure de validation par les autorités communales et cantonales;
- organisation et renforcement de la prise en charge de dossiers emblématiques de l'aménagement communal: friches industrielles, périmètres à potentiel logement, priorité d'urbanisation, d'amélioration et d'usage de l'espace non bâti;
- intensification des collaborations intercommunales pour une meilleure maîtrise de la prévision et programmation scolaires à l'échelle de l'agglomération;
- conduite de programmes d'assainissement routier (OPBruit) et planification des mesures;
- renforcement des réalisations en faveur des piétons dans les quartiers par une amélioration des rouages administratifs;
- mise en place, voire réalisation d'un «chemin de la santé» (Sli na Slainte) en ville de Genève.

Mission C

- Présentation publique régulière de modules de la maquette Ville de Genève par quartier;
- développement du site Internet «maquette».

2.5 Service d'aménagement urbain et d'éclairage public

Mission du service

Le service a pour mission de mener des projets d'aménagement de rues, de places, de cheminements et d'assurer l'éclairage public.

En matière d'aménagement urbain, le service mène la planification locale de l'espace public et des mesures de circulation ou de transports. Il élabore les projets de revalorisation de rues, de places, de cheminements publics, réalisés par la Division de la voirie. Il mène les projets et les travaux des nouveaux parcs et promenades sur le domaine privé municipal. Il collabore aux projets d'infrastructures cantonales concernant les transports.

En matière d'éclairage public, le service assume la planification, la conception, la réalisation, l'entretien et la gestion des installations d'éclairage des rues et des illuminations avec les Services industriels de Genève. Il collabore aux mesures de gestion de la consommation avec le Service de l'énergie.

Structure, personnel et locaux

Au projet de budget 2002, deux postes nouveaux sont inscrits.

L'un, d'ingénieur en transport, est destiné à la constitution de dossiers de règles de circulation à fournir au Département de justice et police et des transports dans le cadre de l'établissement de projets d'aménagement de voirie qui incombent à la Ville de Genève.

L'autre, de géographe-analyste, responsable de projet, dont la mission est, d'une part, d'organiser la journée du 22 septembre «En ville, sans ma voiture!», renouvelable chaque année et, d'autre part, de mener les expertises relatives aux procédures d'aménagement à l'essai et de gestion différenciée des déplacements.

Il est à signaler que, quel que soit le système légal et administratif choisi, la Ville de Genève ayant le devoir d'aménager son domaine public, il est nécessaire qu'elle puisse, d'une part, examiner les projets de l'Etat et, d'autre part, proposer les mesures de circulation correspondant à ses propres plans.

Objectifs généraux pour 2002

L'aménagement urbain se différencie suivant les trois grandes parties de la ville:

- Au centre, des conceptions telles que le «Fil du Rhône» ou que les «Berges de l'Arve» orientent les études, également avec la volonté de favoriser les transports collectifs. Ces projets sont établis en concertation avec les associations locales représentant les habitants et les entreprises.
- Dans les quartiers riverains, les projets de revalorisation des lieux centraux, de reconnaissance du quartier, ainsi que d'amélioration des parcours, ressortent le plus souvent d'une réflexion effectuée avec les associations locales, comme aux Pâquis, à la Jonction, aux Eaux-Vives ou à La Cluse-La Roseaie; d'autres sont en cours.
- Dans les quartiers de la périphérie urbaine, les projets découlent directement des équipements publics réalisés ou des projets immobiliers, dans le cadre de l'amélioration des chemins pour piétons et de leur sûreté, leur confort, également en concertation avec tous les intéressés.

Outre cela, la Ville de Genève souhaite augmenter la dotation de parcs publics, soit propres à un quartier, soit propres à un îlot habité. Le service procède à l'étude et aux travaux, après processus participatif et de concours.

L'ensemble de ces interventions prend également en compte la mise au point progressive des «plans-lumière» de l'éclairage public.

D'une manière générale, les projets sont menés à partir de crédits d'investissement sollicités auprès du Conseil municipal sur la base du programme financier quadriennal. Toutefois, les études préliminaires pour établir les cahiers des charges des présélections, des mandats d'étude parallèles et des concours sont établies dans le cadre budgétaire.

L'ensemble de ces projets ne peut être assumé sans avoir, préalablement, défini les conditions de circulation et de transports de concert avec les services de l'Etat de Genève. C'est pourquoi, au chapitre précédent, a été décrit un renforcement de la structure actuelle. Ici, il faut affirmer la nécessité de définir des mesures en faveur des déplacements «doux», différenciées suivant les trois aires décrites ci-dessus.

Enfin, cette activité d'aménagement et de valorisation du domaine public en fonction de ses différents usages ne peut se faire sans information, et justifie une participation des riverains au processus d'étude. Cette attitude fait d'ailleurs l'objet de plusieurs motions du Conseil municipal. Vu l'objectif budgétaire de stabiliser les demandes à celles des années passées, les rubriques sont adaptées. Cela toutefois sans pour autant répondre aux objectifs souhaités d'intensification de l'information (stand, forum, affichage) et à l'augmentation des projets d'aménagement urbain étudiés.

L'information publique porte également sur des mesures prophylactiques, telles que l'organisation de la journée du 22 septembre «En ville, sans ma voi-

ture!», des démarches en faveur de l'écomobilité ou la proposition d'un «bouquet de transports» pour les collaborateurs de la Ville de Genève.

Cet ensemble de projets et de démarches s'inclut dans l'Agenda 21 municipal, par la recherche d'économies d'énergie électrique, l'utilisation de matériaux graveleux poreux ou naturels, la promotion des déplacements alternatifs et «doux».

2.6 Service d'architecture

Mission du service

Il représente la Ville de Genève pour les études et travaux réalisés par des architectes et ingénieurs mandataires, pour les constructions neuves, les restaurations historiques et les rénovations entreprises par la commune.

Il participe aux différentes phases des études et travaux qu'il supervise par ailleurs, s'agissant du programme, de la réalisation et du décompte final des opérations de construction. A cette fin, il organise régulièrement des concours d'architecture et prépare des appels d'offres pour l'attribution de mandats selon la réglementation des marchés publics.

Il lui incombe également de préparer les préavis municipaux sur les autorisations de construire et de rénover soumises à la commune en ce qui concerne l'aspect architectural.

Son atelier élabore des études de faisabilité comprenant quelques variantes, afin de faciliter la décision au niveau du Conseil administratif ou de la direction des départements.

Structure, personnel et locaux

L'année 2002 verra le départ à la retraite du chef de service titulaire et son remplacement par une personne à même de reprendre, à terme, la direction des Services d'architecture et des bâtiments regroupés.

Il est prévu d'aménager le comble du 4^e étage, côté promenade de la Treille, pour permettre la tenue de séances restreintes, la consultation de documents et éventuellement pour recevoir de nouveaux collaborateurs.

Objectifs généraux pour 2002

Ils sont les mêmes que ceux de 2001, à savoir l'application du principe de développement durable à la réalisation des projets de construction:

- utilisation de matériau et de procédés respectant l'écologie;
- limitation des dépenses en énergie;
- mise en place de concepts écologiques: végétalisation des bâtiments, réutilisation de l'eau de pluie;
- maintien de la qualité des constructions;
- respect des crédits votés;
- respect du calendrier des opérations.

2.7 Service des bâtiments

Mission du service

Entretien et conservation du patrimoine immobilier de la Ville de Genève qui lui est confié.

Les activités du service sont essentiellement l'entretien, la rénovation et la transformation des bâtiments faisant partie du patrimoine financier et administratif. Il effectue aussi le recensement de tous les immeubles ainsi que l'analyse du degré de dégradation du parc immobilier.

Le montant supplémentaire de 6 millions de francs pour la dotation par département en 2001 a été reconduit pour 2002. Il servira à nouveau à couvrir les coûts de travaux demandés par les services, avec une analyse de priorité de la part des directions de département.

La campagne antigraffiti menée en 2001 sera poursuivie en 2002 dans d'autres quartiers de la ville.

D'autre part, le service continue de gérer l'atelier de dessin assisté par ordinateur (DAO) au 3, rue du Stand, qui permet à des architectes de se perfectionner en vue de la recherche d'un nouvel emploi.

En 2002, le Service des bâtiments pourvoira à la réalisation des chantiers en cours ainsi qu'à l'étude des dossiers inscrits dans le 19^e programme d'investissements quadriennal.

Structure, personnel et locaux

Le service des bâtiments a ses bureaux au 4, rue de l'Hôtel-de-Ville.

Il est organisé de la manière suivante:

- la direction 2 personnes
- le secrétariat 1 personne

– la comptabilité	1 personne
– la surveillance des travaux	13 personnes
– le bureau de dessin	3 personnes
– la sécurité dans les bâtiments	1 personne
– le recensement du patrimoine immobilier	3 personnes
Effectif du bureau	<u>24 personnes</u>

Objectifs généraux pour 2002

- Obtenir un meilleur système de gestion du patrimoine, notamment avec une meilleure maîtrise des coûts;
- maintenir, voire améliorer l'état du parc immobilier de la Ville de Genève;
- intégrer des principes du développement durable dans les projets de rénovation;
- améliorer l'image de la Ville grâce à la continuation de l'action «Ville propre».

2.8 Service de l'énergie

Mission du service

La mission du Service de l'énergie consiste à:

- entretenir et assurer la maintenance d'exploitation des installations thermiques qui équipent le patrimoine bâti de la Ville;
- offrir l'appui nécessaire en ce qui concerne la conception et la réalisation des installations techniques qui équipent les bâtiments propriété de la Ville, ainsi que l'intégration des principes du développement durable dans les projets de construction;
- veiller à une utilisation rationnelle des dépenses et des besoins en énergie des bâtiments municipaux et des installations techniques.

Structure, personnel et locaux

Le service comprend 28 postes, soit 27 à plein temps et 2 à temps partiel (50%). Aucun changement n'est prévu pour l'exercice 2002.

Objectifs principaux

Les objectifs stratégiques et opérationnels qui ont été définis en matière de politique énergétique sont nombreux. Ils font l'objet d'un programme d'actions mises en œuvre et regroupées par domaine d'activité. Pour 2002, les principaux projets concernent:

La gestion du patrimoine

- Poursuite du programme d'assainissement des chaufferies et leur mise en conformité aux normes de l'OPAir;
- établissement d'un cadastre géoréférencé des émissions polluantes;
- renforcement de l'entretien préventif des installations dans le but d'augmenter la fiabilité d'exploitation;
- intégration progressive d'un système de supervision et de gestion à distance pour les grandes chaufferies.

L'ingénierie et l'appui technique

- Renforcement de l'intégration des principes du développement durable dans les projets de construction en complément de nos directives concernant les installations techniques.

La maîtrise de l'énergie

- Poursuite du programme d'intégration des systèmes d'énergies renouvelables dans les projets de construction ou de rénovation;
- poursuite du programme de gestion durable de l'eau.

La recherche et le développement

- Poursuite et achèvement du développement d'une méthode originale de suivi et de contrôle des consommations dans les installations de chauffage et de production de froid.

Les mandats externes

- Poursuite des partenariats instaurés avec l'Etat de Genève et le secteur privé dans le cadre des objectifs de politique énergétique à l'échelon cantonal.

L'information et la communication

- Promotion interne et externe des activités du service;
- publication et vulgarisation des réalisations techniques les plus intéressantes.

2.9 Voirie

Le projet de budget 2002 est constitué des éléments indispensables à l'accomplissement de trois missions essentielles de la division:

- les travaux de génie civil;
- le nettoyage;
- la collecte des résidus ménagers.

Le domaine du génie civil peut être subdivisé en deux catégories. Les grands projets, à savoir la réalisation d'infrastructures nouvelles, les remplacements et les transformations complètes d'infrastructures existantes.

Ces projets et réalisations sont confiés au Service études et constructions de la division.

La deuxième catégorie couvre les projets et travaux d'entretien de tous les éléments sous et sur le domaine public communal. C'est le Service entretien du domaine public qui gère ces interventions, sa structure budgétaire reflétant également sa structure organisationnelle.

En ce qui concerne le Service logistique et technique, outre les lignes dévolues au personnel, son budget comprend les montants nécessaires à l'acquisition des biens et services permettant l'accomplissement des missions de la division.

Concernant la problématique des déchets, l'ensemble des ressources nécessaires représente toujours le poids lourd du budget de la division.

Les missions particulières des services de la division sont, dans l'ordre où ils apparaissent au budget, décrites ci-avant.

2.9.1 Service logistique et technique

Mission du service

- Gérer le parc de véhicules, engins et machines de la division, de l'acquisition à la maintenance jusqu'à la mise hors service;

- entretenir les véhicules et engins de l'administration hormis ceux du SIS;
- entretenir les W.-C. publics et les abris des transports publics hors convention SGA;
- répondre aux demandes d'intervention sur les éléments du domaine public grâce aux ateliers de serrurerie, de ferblanterie, de peinture et de menuiserie;
- gérer le matériel de fêtes, de l'acquisition à la mise en œuvre, à l'entretien et au conseil à l'utilisateur-organisateur de manifestations;
- acquérir tous les matériels et matériaux consommés par les services de la division;
- gérer le groupe d'intervention mis en œuvre en cas de faits exceptionnels sur la voie publique.

Pour garantir les meilleures prestations internes mais aussi celles dues au public, le service dispose de collaborateurs aux métiers divers, soit au total 70 personnes.

Pour 2002, le service poursuit son activité usuelle tout en veillant particulièrement à la bonne intégration de l'unité de gestion des véhicules aux ateliers de réparation du service.

De plus, par son chef de service il participe activement aux réflexions et travaux de la commission de gestion des véhicules instituée par le Conseil administratif et placée sous la présidence du chef du Service des achats. Des directives environnementales seront mises en place pour l'achat des véhicules, en application de la convention de Florence, à laquelle la Ville de Genève a récemment adhéré.

Le budget du service ne comporte pas de nouveaux postes ni d'accroissement autre que certains ajustements dus à des variations de coûts des biens.

2.9.2 Service études et constructions

Mission du service

- Assurer l'appui pour ce qui est de la partie génie civil dans les groupes de mandataires pluridisciplinaires chargés d'élaborer des projets importants d'aménagement du domaine public;
- étudier et réaliser les travaux de génie civil tels que voies publiques (places, chaussées, trottoirs), réseau d'assainissement (collecteurs d'eaux usées, pluviales et mélangées), ouvrages d'art (ponts, galeries, murs, structures portuses);

- entreprendre des études techniques sur la base de PLQ, de processus de concertation, d'études d'aménagement du domaine public;
- procéder à des études de faisabilité et élaborer des avant-projets devant être soumis à la coordination de tous les intervenants sur et sous le domaine public;
- élaborer les projets détaillés après identification, pour tous les services compétents, des contraintes spécifiques des ouvrages à réaliser;
- élaborer les demandes de crédits d'étude et des crédits de construction à soumettre au Conseil municipal;
- réaliser les travaux;
- procéder à la mise à jour permanente du système d'information du réseau d'assainissement permettant l'adaptation constante du plan général d'évacuation des eaux;
- établir et contrôler les éléments de nivellements et d'alignements du domaine public en relation avec les constructions privées projetées ou existantes en limite du domaine public.

Pour assurer la bonne exécution des missions et tâches, le service dispose de dessinateurs, techniciens et ingénieurs, soit au total 15 personnes.

Afin d'établir de manière continue et permanente le système d'information du réseau d'assainissement, les postes budgétaires ad hoc sont majorés afin qu'un opérateur géomètre et un aide puissent être engagés.

De plus, il est fait appel à des mandataires pour l'établissement, pour partie et en totalité, des projets et en suivre l'exécution.

Pour 2002, il est incontestable que l'effort du service portera sur l'aboutissement des projets d'aménagement du domaine public liés à la modération de la circulation et aux transports.

Par ailleurs, quelques infrastructures seront reconduites, la planification coordonnée avec tous les intervenants sur et sous le domaine public déterminant les meilleures opportunités.

La quasi-totalité des projets obéit au processus PFQ, à savoir la chaîne des préétudes, études et réalisations. Ces projets sont donc financés à l'aide des crédits d'investissements pour lesquels le Conseil municipal se prononce. En conséquence, hormis une rubrique budgétaire permettant l'établissement de préétudes, d'études de faisabilité et d'avant-projets ne s'inscrivant pas dans le PFQ, le budget du service ne comprend que les lignes concernant les charges du personnel.

2.9.3 Service entretien du domaine public

Mission du service

- Contrôler l'état de tous les ouvrages du domaine public, tels que:
 - places;
 - chaussées;
 - trottoirs;
 - marquages;
 - réseaux d'assainissement et éléments liés;
 - ouvrages d'art, tels que ponts, galeries, murs, diverses structures;
 - monument;
 - fontaines;
 - barrières, clôtures, plaques de rues;
- contrôler les travaux autorisés à des tiers sur le domaine public;
- assurer l'entretien de tous les éléments précités et dès lors:
 - établir les programmes d'intervention;
 - élaborer les projets, les coordonner avec tous les intervenants;
 - réaliser les travaux;
- initier auprès des services compétents les études d'aménagement du domaine public résultant d'interventions d'entretien sur et sous le domaine public;
- assurer la réalisation de projets d'aménagements urbains ne nécessitant pas la création d'infrastructures nouvelles et complètes;
- gérer la réalisation d'ouvrages ou parties d'ouvrages incombant à la commune et s'inscrivant dans un processus multipartenaires (Etat-TPG);
- étudier et réaliser les aménagements cyclables;
- réaliser des aménagements résultant du plan piétons;
- élaborer des demandes de crédit à soumettre au Conseil municipal.

Afin d'accomplir ses missions et tâches, le service recourt à des prestations de tiers et à des équipes et spécialistes internes.

Les interventions d'entretien d'importance sont confiées à des entreprises alors que la maintenance au quotidien et l'entretien d'urgence sont effectués en interne.

Le service dispose de techniciens, d'ingénieurs, d'administratifs, d'ouvriers qualifiés et de manœuvres, soit au total 68 personnes, sans accroissement.

Pour 2002, le service pourvoira au bon entretien de tous les ouvrages qui lui sont confiés. De plus, il veillera à répondre dans les meilleurs délais à toutes les interventions de modifications du domaine public résultant des études réalisées sous la conduite du Service d'aménagement urbain.

Il convient de souligner que le budget de fonctionnement du service ne couvre que l'entretien courant des éléments susmentionnés et le minimum nécessaire pour assurer la sécurité et la viabilité du domaine public.

Il ne subit pas de modification significative.

En conséquence, le service établit annuellement plusieurs trains de crédit d'entretien soumis au Conseil municipal.

2.9.4 Service levée et nettoyage

Mission du service

- Nettoyer le domaine public;
- assurer sa viabilité en cas de neige;
- collecter les déchets ménagers.

Hormis quelques prestations de nettoyage, de viabilité et de collecte sélective confiées à des entreprises privées et à celles occupant des personnes en réinsertion, les activités du service sont effectuées par du personnel en interne, soit au total 296 personnes.

Pour 2002 et dans le domaine du nettoyage, le service souhaite renforcer certains secteurs en les dotant de personnel supplémentaire, soit au total sept postes. Il pourra ainsi mieux répondre à la demande, légitime, des habitants et du Conseil municipal, qui souhaitent un effort accru dans ce domaine.

De plus, le poste budgétaire destiné aux prestations de tiers est en accroissement. Ainsi, il sera possible d'organiser, en recourant à des entreprises, un nettoyage hors horaire habituel sur des zones du centre-ville, rives droite et gauche, durant les périodes entre avril et septembre où un nombreux public déambule en ces lieux. Par ailleurs, l'attention porte toujours sur les problèmes d'organisation du lavage, qui ne saurait être supprimé, mais qui doit être aussi économe que possible en consommation.

Dans le domaine de la gestion des déchets, qui recouvre les récoltes en vrac, les collectes sélectives, les infrastructures de tri et le traitement approprié des diverses fractions, le service entend:

- poursuivre la promotion du bon geste requis de l'habitant lorsqu'il hérite d'un déchet ou qu'il le produit, afin que les fractions recyclables augmentent;

- entreprendre, à intervalles réguliers, des campagnes d'information sur des thèmes ciblés;
- poursuivre la promotion de la récupération des déchets organiques en ciblant les habitants, les services d'immeubles et les gérances;
- accroître les lieux de récupération en aménageant des installations enterrées.

Les hausses sur les lignes budgétaires résultent des quantités en accroissement cumulées avec les coûts de traitement en augmentation. De plus, la volonté affirmée de densifier l'information génère également une hausse sur le poste concerné

3. Département des affaires culturelles

Le budget du département a été préparé selon les directives du Conseil administratif et en regard des lignes directrices suivantes:

Pour la gestion des ressources humaines

- Après les titularisations de 2001, mettre en place avec le Service des ressources humaines des procédures permettant de gérer de manière satisfaisante toutes les situations du personnel engagé sous contrat de droit privé.
- Mettre à jour et alléger les procédures dans la gestion de toutes les catégories «personnel».

Pour les services

- Mettre à disposition les ressources permettant de réaliser les objectifs fixés entre la présidence et les cadres du département.
- Continuer le travail de mise en œuvre du contrôle de gestion.
- Intégrer le Fonds municipal d'art contemporain dans la Division art et culture, Service aux artistes et acteurs culturels.

Pour les subventions

- Poursuivre la préparation et les négociations de conventions pluriannuelles de subventionnement avec les principaux acteurs culturels. Ce type d'instrument doit permettre de mieux piloter la politique de subventionnement, dans la perspective du contrôle de gestion (prévision, planification, suivi et contrôle).

- Organiser les subventions de la Division art et culture, Service aux artistes et acteurs culturels en créant deux nouveaux domaines regroupant les soutiens à l'art contemporain et les soutiens au livre (écriture, édition, publication, diffusion).

Pour les investissements, faire avancer les dossiers suivants:

- construction du nouveau Musée d'ethnographie;
- déménagement du Service des bibliobus;
- rénovation de l'Alhambra;
- rénovation de la Comédie;
- poursuite de l'étude pour un dépôt pour la Bibliothèque publique et universitaire (BPU), la Bibliothèque d'art et d'archéologie (BAA) et les Bibliothèques municipales;
- BAC+3;
- réalisation du plan directeur des Conservatoire et Jardin botaniques (CJB) (construction 5^e étape, arrêt Mouettes);
- réalisation du plan directeur des Musées d'art et d'histoire (MAH) (poursuite de l'étude de modernisation);
- Maison de la danse (recherche de terrain);
- aménagement de l'entrée du Muséum d'histoire naturelle;
- poursuite de la rétroconversion des fichiers de la BPU;
- migration informatique des Bibliothèques municipales;
- recherche de nouveaux locaux pour les discothèques municipales et réaménagement de celle des Minoteries;
- déplacement de la bibliothèque des sports;
- rénovation du Théâtre de l'Orangerie;
- aménagements intérieurs au Grütli;
- aménagements de locaux et sécurité à la promenade du Pin 5;
- adaptation de la ventilation-climatisation du Musée Rath;
- création d'une ventilation-climatisation au Victoria Hall;
- réaffectation culturelle des Halles de l'Ile;
- remplacement des uniformes des fanfares et de la Fanfare municipale;
- étude pour la réfection de la salle de lecture et de la salle Lullin à la BPU;
- étude pour la restauration générale du Grand Théâtre;

- étude complémentaire pour l'aménagement des combles du Musée de l'horlogerie.

3.1 Secrétariat du département

Missions

Le service assure la coordination de l'ensemble du département, les relations avec les autres départements de l'administration, le Secrétariat général, le Conseil administratif, le Conseil municipal, ainsi qu'une multitude de partenaires extérieurs, notamment le Département de l'instruction publique de l'Etat (Service des affaires culturelles).

Il pilote pour la présidence les différents dossiers prioritaires dans la politique culturelle voulue par le magistrat.

Personnel et locaux

Pas de changements prévus en 2002.

Objectifs 2002

Assurer le bon fonctionnement du service en ajustant la répartition des tâches entre les différents collaborateurs et avec la Division art et culture.

Trouver des solutions pratiques pour améliorer la circulation de l'information dans le domaine de la gestion du personnel du département, du suivi des dossiers concernant les investissements et les bâtiments, en relation avec le Service des ressources humaines, dans le premier cas, et la Division des constructions, dans le second cas.

Budget

La structure budgétaire a été simplifiée. Ainsi, la cellule 300180 a été supprimée et les montants qui s'y trouvaient encore ont été placés dans la cellule 300100.

En outre, dans le domaine des subventions, les montants concernant d'une part l'art contemporain, d'autre part le secteur du livre ont été déplacés dans le Service aux artistes et acteurs culturels. Ne subsistent au secrétariat, en dehors

des fonds généraux affectés aux activités artistiques et aux activités scientifiques, que des subventions qui ne peuvent être classées dans l'un ou l'autre des domaines à la Division art et culture.

DIVISION ART ET CULTURE

3.2 Service administratif et technique

Le service et ses sections poursuivront en 2002 leurs missions traditionnelles. Une modification structurelle est prévue avec la suppression de la cellule 310130 (accueil et gérance), dont les activités seront regroupées dans le cadre de la section scènes culturelles.

Missions

- soutien logistique des services de la division (personnel, comptabilité, technique, etc.);
- gestion des infrastructures publiques de la division;
- contrôle des comptes des associations et institutions subventionnées;
- participation à la mise en œuvre des manifestations de la division et du département comme soutien logistique;
- activités de conseil pour la division et le département dans ses domaines de compétence.

Administration

Personnel et locaux

Aucune modification n'est prévue en 2002.

Objectifs 2002

Préparer l'introduction du contrôle de gestion et la formalisation des procédures. Poursuivre la formation continue des collaborateurs.

Budget

Une seule modification notable dans le budget de cette cellule, à savoir la reprise des charges d'énergie du bâtiment route de Malagnou 19, auparavant inscrites sous la direction du département.

*Section scènes culturelles*Personnel et locaux

Depuis de très nombreuses années, les postes d'huissiers des salles de spectacles sont assurés par des chômeurs en fin de droit alloués par l'Office cantonal de l'emploi. Ces collaborateurs accomplissaient des périodes de travail allant de trois à douze mois qui leur permettaient par la suite de récupérer un droit aux allocations. Depuis la reprise économique, il devient pratiquement impossible d'obtenir des collaborateurs par ce biais. Il était donc nécessaire de pourvoir ces postes par le biais de création d'emplois fixes. Deux postes sont prévus à cet effet au projet de budget.

D'autre part, les horaires toujours croissants des régisseurs de salles de spectacle sont devenus impossibles à gérer; le personnel ne peut reprendre les nombreuses heures supplémentaires qu'il accomplit et qui ne peuvent être payées. De ce fait, l'accroissement des effectifs réguliers de régisseurs de salles est devenu impératif et un poste a été mis au projet de budget à cet effet.

Objectifs 2002

Révision de l'organisation du travail, du fonctionnement de la section dans l'optique de pouvoir se conformer aux normes probables de la future loi fédérale sur le travail.

*Ateliers de décors de théâtres - ADT (310120)*Personnel et locaux

Aucun changement n'est prévu en 2002.

Objectifs 2002

Les ateliers poursuivent leur double mission de création de décors pour le théâtre indépendant genevois et d'entretien des infrastructures culturelles pour le compte de la division. Un objectif majeur pour 2002 est l'amélioration des capacités de travail sur des supports numériques, en particulier pour les plans des décors.

Section accueil et gérance (310130)

Dès le 1^{er} janvier 2002, cette cellule sera supprimée. Ces activités seront transférées dans la cellule 310110. Initialement prévue pour cloisonner les activités d'accueil et de gérance séparément du fonctionnement technique des salles, l'expérience a révélé que cette distinction n'avait pas de raison d'être.

3.3 Service de la promotion culturelle

Missions du service

La principale mission du service consiste à favoriser l'accès aux événements culturels, prioritairement dans le cadre des activités de la Division art culture mais aussi en faveur d'événements organisés par le département tels que la Fête de la musique ou la Fureur de lire, de manifestations regroupant plusieurs services – expositions temporaires dans les musées et les centres d'art genevois, manifestations culturelles organisées pendant l'été, etc. – et de diverses autres opérations. Les activités du service s'adressent en priorité au public et se développent dans deux directions:

Actions socioculturelles

Afin de favoriser l'accès aux manifestations culturelles à certaines catégories de la population – les jeunes, les personnes âgées et, par le biais des groupements populaires, les populations à faible revenu et les bénéficiaires d'organismes sociaux – le service prend des mesures de soutien financier et promotionnel qui revêtent diverses formes: soutien financier aux organisateurs pour les inciter à mettre en vente des billets à prix réduit, achat de représentations complètes dont les places sont revendues à des conditions particulièrement favorables, mise en place de cycles de cinéma pour les aînés, lancement de la carte 20 ans/20 francs, etc.

Promotion

Le Service de la promotion culturelle a une mission principale d'information et intervient dans les domaines de la publicité, de la promotion et des relations publiques; il gère la conception et la publication de divers supports promotionnels (programmes, dépliants, affiches et affichettes, cartes postales, signalétique), l'élaboration de diverses actions promotionnelles et la négociation de partenariats.

Structure, personnel et locaux

Le service dispose de 4,5 postes: une cheffe de service à 100%, une secrétaire à 100%, une collaboratrice administrative à 50%, une collaboratrice scientifique à 80%. Nomination prévue en 2001: une collaboratrice scientifique à 70%

Création de poste en 2001: concepteur-réalisateur à 50%.

Demande de poste en 2002: concepteur communication web.

Le Service de la promotion culturelle se situe au 17, route de Malagnou.

Objectifs 2002

Promouvoir les grandes manifestations, comme La Fête de la musique ou la Nuit de la science, les activités de la Division art et culture, et plus particulièrement celles qui sont organisées par l'Art musical, comme les Concerts du dimanche et Musiques en été, ainsi que les salles en gestion directe: Victoria Hall, Alhambra et Casino-Théâtre. Editer les publications *Musées et centres d'art* et *Été culturel genevois*. Développer le site Internet et l'accès à l'information par le biais de supports multimédias.

Développer les mesures visant à favoriser l'accès aux manifestations culturelles de catégories particulières de la population: les jeunes, les personnes âgées et, par le biais des groupements populaires, les bénéficiaires d'organismes sociaux. Lancer une carte Genève-culture permettant d'obtenir des tarifs préférentiels pour les manifestations culturelles.

Centre multimédia

Missions du centre

Le Centre multimédia, placé sous la responsabilité du Service de la promotion culturelle, déploie ses activités dans le cadre de sa mission générale de promotion culturelle. Il participe à la diffusion de l'information et à la publicité d'événements culturels organisés par le département tels que les grandes manifestations – Fête de la musique, Fureur de lire, Nuit de la science, etc. – les activités de l'Art musical – Concerts du dimanche, Musiques en été – et les divers projets culturels soutenus par les services du département.

Production

La production de documents multimédia est la mission principale du centre.

Diffusion

Le centre participe à la mise en place du réseau de supports de promotion culturelle installés dans des lieux culturels et publics; il contribue également à la recherche et à la négociation de partenariats avec des diffuseurs extérieurs.

Archivage

Afin d'assurer le suivi, la conservation et la mise en valeur des productions, le centre tient le catalogue des productions, coproductions, enregistrements réalisés par ses soins, par les services du département ou en collaboration avec tout autre service dépendant d'une administration ou d'un organisme tiers.

Assistance

Le centre a une mission de conseil, tant en ce qui concerne l'achat ou la location que l'installation ou la réparation de matériel, mais aussi de prêt, pour les services de l'administration, ainsi que pour des institutions et associations subventionnées.

Structure, personnel et locaux

Le service dispose de 2 postes: un responsable à 100%, un technicien à 100% (nominations en 2001).

Le déménagement de l'ancien Centre vidéo, situé à la Maison des arts du Grütli, au 17, de la route de Malagnou est prévu en 2001.

Objectifs 2002

Mettre en service le centre fermé depuis plus d'une année, avec son nouveau personnel; mettre à niveau l'équipement; produire des supports multimédia destinés à la promotion des manifestations culturelles et les diffuser; assurer les conditions de conservation des supports multimédia stockés au centre.

3.4 Service aux artistes et acteurs culturels

Sous cette appellation sont regroupés quatre domaines des arts vivants: art musical, arts de la scène, art contemporain (plastiques), livre. Figurent encore dans cette section le Fonds municipal d'art contemporain et le Grand Théâtre, pour sa partie technique (municipale).

Mission

La mission consiste essentiellement à gérer les subventions dans ces domaines et à assurer le suivi des relations avec les artistes et les acteurs culturels, ainsi qu'à conseiller la présidence.

Structure, personnel et locaux

Logé à la route de Malagnou 19, ce service comporte actuellement 2 conseillers culturels à plein temps (art musical et arts de la scène), un coordinateur de manifestations et 3 collaboratrices administratives totalisant 3,3 postes.

Pour 2002, il est prévu la création d'un nouveau poste de conseiller culturel (art contemporain), la réaffectation d'un poste libéré par un départ à la retraite (juin 2002) pour un conseiller culturel (livre), ainsi qu'un nouveau demi-poste administratif.

Le personnel est géré de manière globale au sein du Service administratif et technique.

Objectifs 2002

Ceux-ci sont présentés ci-dessous par domaine.

3.4.1 Art musical

Mission

La première mission consiste à gérer les subventions dans ce domaine et à assurer le suivi des relations avec les artistes et les acteurs culturels, ainsi qu'à conseiller la présidence.

Deuxièmement, l'Art musical doit contribuer à la qualité et à la variété de la vie musicale à Genève et favoriser l'accès le plus large à la musique.

Objectifs 2002

Le premier objectif, pour 2002, est de mettre en œuvre la nouvelle convention avec la Fondation de l'Orchestre de la Suisse romande. Par voie de conséquence, tout le domaine de la musique classique à Genève, à commencer par l'Orchestre de chambre de Genève, doit être reconfiguré.

Un second objectif consiste à initier un réajustement en faveur des formes actuelles et de la diversité, au sens large, et à suivre le dossier du réaménagement de l'Alhambra pour toutes les musiques.

Enfin, la Fête de la musique fera l'objet d'une estimation plus réaliste de ses coûts, justifiés par le succès grandissant lors des éditions précédentes.

3.4.2 Arts de la scène

Mission

La mission consiste à gérer les subventions dans les domaines du théâtre, de la danse et du cinéma, ainsi que, pour l'ensemble des activités culturelles, ce qui concerne les échanges et aides aux tournées, les centres alternatifs et les projets culturels des centres de loisirs ou des associations oeuvrant à l'animation de quartiers. Il s'agit aussi d'assurer le suivi des relations avec les artistes et les acteurs culturels, ainsi qu'à conseiller la présidence.

Objectifs 2002

Après une période délicate de plusieurs années, il s'agit de répondre aux besoins qui se manifestent en bien des cas afin de conforter les activités:

- poursuite, de concert avec l'Etat, de la mise à niveau de la Fondation d'art dramatique, en particulier pour lui permettre la création d'un fonds d'investissement;
- réajustement et mise au même niveau des deux crédits généraux de soutien aux créations théâtrales et chorégraphiques;
- revalorisation du crédit de production du Théâtre du Grütli, suite à la réouverture de la salle du deuxième étage;
- revalorisation du crédit en faveur des associations logées au Grütli, afin de permettre la réalisation de projets communs à plusieurs d'entre elles;
- rétablissement partiel de la subvention à la Villa Dutoit;
- création d'une ligne budgétaire pour le Fonds Regio, en coordination avec l'Etat, destinée à renforcer l'aide à la création des productions de films, en particulier de moyens et longs métrages;
- revalorisation du crédit de soutien aux manifestations cinématographiques, afin d'accroître le soutien à la diffusion des films genevois;
- revalorisation du crédit de soutien au Festival de la Bâtie, dans la perspective d'un développement à moyen terme;
- revalorisation du crédit d'aide aux tournées des productions genevoises.

3.4.3 Art contemporain

Missions

- Gérer les subventions dans ce domaine et assurer le suivi des relations avec les artistes et les acteurs culturels.
- Conseiller la présidence.
- Conduire la politique culturelle du Fonds municipal d'art contemporain et cadrer la gestion de cette unité.
- Suivre avec les différents partenaires le devenir des projets liés aux institutions d'art contemporain, notamment l'évolution de BAC+3.

Objectifs 2002

Recruter un nouveau conseiller culturel qui sera chargé de ces missions et lui transmettre les dossiers actuellement gérés au secrétariat du département tout en assurant la continuité des actions en cours.

3.4.4 Fonds municipal d'art contemporain (FMAC)

Mission

Le FMAC apporte un soutien direct aux artistes par l'achat d'œuvres, la commande d'œuvres d'art public, l'organisation de concours, l'aide à la production d'œuvres, des subventions ponctuelles à des artistes. De fait, il encourage par un soutien indirect le travail des institutions et des galeries.

Le FMAC gère la collection (conservation, mise en valeur, circulation des œuvres, restauration), organise et met en œuvre les projets (commandes, concours, etc.) enfin, elle assure les publications nécessaires à l'information sur ses activités (catalogues, plaquettes informatives...).

Structure, personnel et locaux

Rattaché au domaine de l'art contemporain de la Division art et culture, le FMAC dispose de deux postes: une conservatrice responsable (80%) et une collaboratrice administrative (80%).

Un demi-poste supplémentaire de collaborateur/trice scientifique a été prévu au budget 2002 afin de prendre en charge notamment les tâches liées à l'inventaire de la collection dans Musinfo.

Objectifs 2002

Collection:

- poursuite de la mise à niveau de l'inventaire (indexation et scannage de la documentation photographique);
- mise en œuvre de la publication du catalogue de la collection et des événements gérés par le FMAC sur onze ans, première tranche: 1997-2001;
- finalisation de la remise en ordre et de la rationalisation du dépôt.

Fonctionnement

Le FMAC vise en 2002 une meilleure prise en compte des formes de la création actuelle et des besoins qui en découlent. Ainsi, selon les cas, reformulera-t-il les soutiens qu'il octroie pour favoriser les conditions nécessaires à la production d'œuvres, au développement de projets et de démarches artistiques par la mise à disposition de moyens financiers et/ou logistiques.

Budget

Les modifications du budget 2002 viennent d'une révision globale du budget du FMAC, consécutive à son transfert au département des affaires culturelles. Désormais, son budget de fonctionnement comporte des dépenses qui émergeaient jusque-là au compte de bilan.

3.4.5 Livre

Missions

- Gérer les subventions dans ce domaine et assurer le suivi des relations avec les écrivains, les professionnels du livre (libraires, éditeurs, bibliothèques, etc.), les sociétés littéraires et/ou actives dans le domaine du livre et de la lecture.
- Conseiller la présidence.
- Conduire les dossiers des prix, bourses, manifestations en faveur du livre (Fureur de lire, Lettres frontières, etc.).
- Représenter le département des affaires culturelles à la Commission consultative pour la mise en valeur du livre (qui réunit des représentants de l'État, de la Ville, des éditeurs et des libraires, de l'Université, des autres ordres d'enseignement des écrivains et propose des mesures de soutien).

Objectifs 2002

Recruter un conseiller culturel qui sera chargé de ces missions et lui transmettre les dossiers actuellement gérés au secrétariat du département et dans les bibliothèques, tout en assurant la continuité des actions en cours.

3.4.6 Grand Théâtre

La partie technique (municipale) de l'institution offre l'infrastructure nécessaire à l'exploitation de l'opéra et à la production d'ouvrages.

Au vu du fonctionnement de l'institution pendant une saison et sur la base des exercices antérieurs, le secrétaire général a formulé une demande de 13 nouveaux postes et diminué en partie la masse salariale prévue pour l'engagement de personnel temporaire et à la prestation. A l'issue des arbitrages budgétaires, la demande a été ramenée à 6 nouveaux postes, dont 2 seront financés par amputation de la masse salariale pour les engagements temporaires.

DIVISION DES MUSÉES

3.5 Conservatoire et Jardin botaniques

Missions

Explorer l'environnement végétal et en extraire de l'information et des échantillons.

Conserver les collections sous forme vivante (jardin) ou fixée (herbier), ainsi que l'information botanique (bibliothèque, bases de données).

Rechercher, sur la base de ces matériaux, les éléments permettant de faire progresser la connaissance sur la flore, la végétation et l'évolution végétale.

Enseigner la botanique à tous les publics, y compris universitaire.

Protéger, ou contribuer à la conservation de l'environnement proche ou lointain.

Personnel et locaux

En préambule, il faut rappeler que les objectifs du service suivent les directives du Conseil administratif concernant l'Agenda 21. Cela signifie pour les Conservatoire et Jardin botaniques (CJB) le suivi et le développement des activi-

tés d'étude de la biodiversité, ainsi que sa protection et la diffusion des savoirs auprès du public.

Afin de mieux répondre à ses missions et aux directives, le service demande pour 2002 la création de 3,5 postes supplémentaires: un horticulteur, un médiateur, un préparateur et une secrétaire-vendeuse pour le Botanic Shop (50%).

Concernant les locaux, la mise au concours de l'agrandissement de la bibliothèque et de l'herbier est très importante pour l'évolution normale des collections, qui sont maintenant parvenues à saturation. Il faut rappeler que la Confédération, en signant la convention sur la biodiversité, a délégué aux municipalités la responsabilité de la conservation adéquate des collections scientifiques.

Objectifs 2002

Les CJB participeront aux Florales dans le cadre de la Foire de Genève en automne. On y présentera une réplique des terrasses des officinales, le dernier-né des secteurs du Jardin botanique. Une autre exposition, aux CJB cette fois, décrira les activités botaniques et ethnobotaniques du service au Paraguay (Agenda 21: coopération au développement).

Sur le plan scientifique, l'objectif principal du service sera de mettre en place une check-list informatisée des espèces végétales africaines, et de poursuivre l'inventaire global sur la biodiversité (Alpes, Amérique du Sud).

Au niveau de l'herbier, les échantillons de la collection Bertoni, restaurés et étudiés à Genève depuis cinq ans seront renvoyés au Paraguay, dans le cadre de la convention avec la municipalité d'Asunción.

A la bibliothèque, un programme de restauration des reliures sera repris, cette activité ayant été placée en attente pendant la période financièrement difficile que nous venons de traverser.

Sur le plan informatique, l'objectif est de mettre à la disposition du public et du monde scientifique via internet certaines données scientifiques.

Enfin, au niveau de la protection de la nature, les CJB souhaitent initier un programme de gestion des espèces végétales pour le canton, dans le cadre d'une convention à négocier avec l'Etat, Service des forêts, de la protection de la nature et des paysages.

3.6 Musées d'art et d'histoire (MAH)

Mission du service

Le Musée d'art et d'histoire, avec ses filiales, est une institution de la Ville de Genève «au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui

fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'étude, d'éducation et de délectation» (extrait des statuts du Conseil international des musées).

Le musée est un élément de la politique culturelle et sociale de la cité. Il fait partie des équipements de formation et de loisirs à la disposition de la population. Il contribue à accroître la qualité de la vie et représente une attraction touristique importante.

Le projet de budget 2002 des MAH est basé sur le maintien des activités au niveau de ce qui a été réalisé ces dernières années. Il prend en compte le regroupement des divers secteurs dans le bâtiment des Casemates et le fonctionnement du cabinet des dessins à la Concorde.

Il répond aussi aux objectifs suivants:

- poursuite des campagnes de restauration et de conservation;
- poursuite du programme de publications scientifiques sur les collections;
- suite de l'installation des secteurs administratifs et techniques dans le bâtiment des Casemates;
- mise en œuvre du programme d'assainissement des réserves pour les collections.

Les MAH ont également pour objectif la concrétisation de la deuxième phase du plan directeur du personnel.

Personnel et locaux

Un plan directeur pour le développement des ressources humaines couvrant les années 2000-2010 a été réalisé en 1999 par les MAH dans le but de préparer leur avenir en planifiant l'évolution des ressources humaines, qualitativement et quantitativement, à moyen et à long terme.

Dans ce contexte, les MAH ont pour objectif la concrétisation en 2002 de la deuxième phase du plan directeur du personnel dans les domaines de la sécurité, de la conservation, mais aussi en relation avec les développements du service. Les arbitrages budgétaires n'ont finalement pris en compte qu'une part réduite de ce plan. Ainsi, la priorité a été donnée au personnel de sécurité (surveillance), l'Office cantonal de l'emploi ne fournissant pratiquement plus de personnel d'appoint utilisé de manière importante dans ce domaine depuis des années.

Locaux

Les éléments concernant les problèmes de locaux figurent en tête du rapport du département, à propos des dossiers d'investissement et dans le programme d'investissements quadriennal. L'accent est mis ici sur deux points.

Les MAH restent confrontés aux difficultés de stockage et de conservation des nombreuses collections dont ils ont la charge et qui s'accroissent régulièrement par des acquisitions mais surtout par des dons prestigieux.

Le plan directeur du bâtiment principal continue à tracer les étapes du réaménagement envisagé dans sa totalité à l'horizon 2010. Avec le déménagement de l'administration et des services techniques aux Casemates réalisé en 2001, les études vont se poursuivre à Charles-Galland.

Activités

En 2002, les MAH organiseront vingt-sept expositions et accrochages et un riche programme de manifestations (concerts, conférences, colloques, etc.). Pour ce faire, ils doivent compter sur un appui financier considérable émanant du secteur privé.

Musée d'art et d'histoire

Six expositions seront créées durant l'année 2002, ainsi que trois accrochages dans les cabinets de dessins et une présentation dans la galerie, ainsi que de nombreuses manifestations en relation avec ces expositions.

Le rafraîchissement des salles d'expositions et des zones publiques se poursuivra parallèlement au programme des activités.

Musée Rath

Trois expositions seront présentées en 2002 dans ce bâtiment, dont une faisant partie du programme de commémoration du 400^e anniversaire de l'Escalade.

Bibliothèque d'art et d'archéologie

La rénovation intérieure de ce bâtiment est inscrite au programme d'investissements quadriennal et pourrait se faire en 2002. L'exploitation de la bibliothèque pourrait en être affectée.

Cabinet des estampes

En raison du chantier de la promenade du Pin, les collections du Cabinet des estampes ont été déplacées dans un dépôt de la rue Marziano et les expositions temporaires ont été présentées dans les locaux du MAMCO et du MAH.

Le Cabinet des estampes sera réinstallé à la promenade du Pin en 2002, sauf en cas de rénovation de l'intérieur du bâtiment. Le budget est établi en tenant compte d'un programme courant d'expositions temporaires avec un accent sur la conservation des oeuvres.

Centre d'iconographie genevoise

Le budget 2002 de cette filiale est basé sur une exploitation maintenant rodée. Une campagne exceptionnelle de tirage d'un fonds photographique ancien est inscrite au budget.

Maison Tavel

Quatre expositions temporaires sont annoncées en 2002 à la Maison Tavel. Après quinze années d'exploitation, des vitrines doivent être rénovées.

Musée Ariana

Le budget 2002 du Musée Ariana est basé sur deux expositions temporaires ainsi que sur les réaccrochages sectoriels des collections permanentes.

Musée d'histoire des sciences et Nuit de la science

Une exposition temporaire est prévue au Musée d'histoire des sciences en 2002. Le travail sur la présentation des collections permanentes sera poursuivi, la signalétique extérieure et les agencements pour l'accueil des visiteurs seront encore améliorés. L'expérience de la première Nuit de la science en 2000 a nécessité, pour une meilleure transparence comptable, un rééquilibrage des rubriques du musée et de la nouvelle cellule concernant la Nuit de la science.

Musée de l'horlogerie et de l'émaillerie

Une exposition temporaire est prévue dans ce musée en 2002. Le budget tient compte des frais de publication du catalogue raisonné de l'artiste Berthe Schmid Allard, dont le fonds a été légué au musée.

3.7 Musée d'ethnographie

Missions

- Conserver et enrichir les collections du musée.
- Développer les recherches scientifiques sur ces collections et les civilisations dont elles témoignent.
- Diffuser les connaissances ainsi acquises par le biais d'expositions, de publications, de conférences, de films, de démonstrations vivantes et d'autres moyens.
- Favoriser les rencontres, la compréhension et la connaissance interculturelles dans la cité.

Structure, personnel et locaux

Dans la situation actuelle, la structure et les locaux du musée restent inchangés. Pour le personnel, en regard du développement des activités, 1,5 nouveau poste est demandé. Il sera réparti de la manière suivante: 0,5 poste pour un chargé de presse, pour augmenter l'impact de la promotion des activités du musée, 0,5 poste pour un collaborateur scientifique à l'accueil pédagogique, pour faire face à l'augmentation de la demande, et 0,5 poste pour un surveillant/huissier.

Objectifs 2002

- Nouveau musée:

Poursuite de la préparation du nouveau musée (organisation, fonctionnement, activité, etc.). Participation à la planification de sa réalisation.

- Diffusion:

Carl-Vogt

- expositions	«Paix»	jusqu'en février
	«Danse sacrée indienne: barathanathian»	avril-août
	«Ecorces peintes d'Australie»	octobre-février
2003
	«Sources et ressources d'un Tunisien de Gabès à Genève»	avril-mai
	«Collection de figures d'ombre balinaises»	juin-septembre
	«Hélène Keiser: photographe»	novembre-
décembre
- animations	«Festival de cinéma: Jean Rouch»	mars

Annexe de Conches

– expositions «Histoires de peaux»

juin-décembre

Publications

Achèvement de la modernisation des publications, avec notamment une présentation renouvelée des périodiques *Totem* et *Bulletin du Centre genevois d'anthropologie*.

Animation

Renforcement de l'animation pédagogique.

Conservation

Poursuite de la saisie informatique des collections et des livres. Un accent particulier sera porté sur la conservation et l'inventaire informatisé des moyens audio-visuels (enregistrements de musique, films, photos anciennes et estampes), cela dans la perspective de la future médiathèque du musée.

Relations internationales

Projets d'échanges internationaux avec la France voisine et avec des pays lointains.

Promotion

Renforcement des actions dans ce domaine, par voie de presse par d'autres média.

3.8 Muséum d'histoire naturelle

Missions

Le Muséum se doit de conserver et d'enrichir les collections tout en les mettant en valeur par des recherches et des publications consacrées à la biodiversité

et dans l'esprit des conventions internationales auxquelles la Suisse a souscrit. Il diffuse le savoir scientifique en collaborant aux enseignements scolaire et universitaire et en organisant des expositions permanentes et temporaires, des conférences, des visites commentées et des stages. Le Muséum essaie de répondre ainsi le plus efficacement possible aux recommandations de l'Agenda 21, surtout dans les domaines de la diversité biologique, de l'éducation et de la formation du public.

Personnel et locaux

Aucun nouveau poste n'est demandé. Les départs à la retraite (trois au minimum) devraient être compensés par l'engagement de nouveaux collaborateurs.

Les travaux de réfection dans les galeries d'exposition commencés en 2001 devront continuer en 2002.

La saisie informatique des collections se fera au travers de l'engagement temporaire (4 à 10 mois) de 4 personnes (étudiant(e)s).

Objectifs 2002

Conservation

Une gestion performante des collections reste un objectif permanent et garantit un enrichissement constant par des dons et des échanges. Une centaine de publications scientifiques au sujet de nos collections sont prévues. L'informatisation de l'inventaire sera poursuivie (l'enregistrement de 16 000 spécimens/espèces par an). Plusieurs études sur le terrain, en collaboration avec d'autres instituts, devraient permettre de compléter les collections existantes.

Recherche et formation

Plusieurs thèses et travaux de diplôme sont en cours et devraient se terminer en 2002. La collaboration avec l'Université restera intense dans le domaine de la formation (plusieurs cours) et dans le domaine de la systématique moléculaire. L'engagement d'un chercheur dans ce domaine sur un poste vacant (50%) est prévu. (Recommandations 15: Conserver la diversité biologique, et 35: La science au service du développement durable).

Vulgarisation/communication

Les travaux commencés en 2001 au 2^e étage de l'exposition permanente (diorama marin, poissons, invertébrés) seront poursuivis. Certaines vitrines «démodées», dans d'autres étages, seront adaptées. La collaboration avec le Département de l'instruction publique se poursuivra avec l'animation pédagogique, qui prévoit trois animations différentes. Une grande exposition temporaire consacrée aux grottes et à leur biodiversité s'ouvrira en automne. D'autres petites manifestations sont envisagées. Les chercheurs participeront à certaines manifestations externes (Nuit de la science, Nuit des chauves-souris, Traces de dinosaures à Emosson) (Recommandation 36: Education, sensibilisation du public et formation).

DIVISION DES BIBLIOTHÈQUES

3.9 Bibliothèques et discothèques municipales

Mission du service

La mission première des Bibliothèques municipales est d'offrir sans discrimination à la population de la ville de Genève et du canton des collections dont les supports sont diversifiés et les contenus sans cesse actualisés, cela à des fins d'information, de loisir, de culture, de formation et de documentation. Elles accordent une attention constante aux publics jeunes et adolescents et soignent particulièrement les collections mises à leur disposition. De même, elles sont très attentives au public constitué de personnes âgées qui se déplacent avec difficulté et dont la vue a tendance à baisser.

Afin d'aider les lecteurs à se faire eux-mêmes une opinion et à développer leurs goûts et leurs facultés critiques et créatives, les Bibliothèques municipales s'attachent à présenter des collections sur tous les types de supports qui soient le reflet de l'évolution du savoir et de la culture.

Les Bibliothèques municipales dynamisent leurs collections par une promotion culturelle adaptée à leurs publics, qui sont aussi variés que l'est la société tout entière.

Structure, personnel et locaux

Les services au public des Bibliothèques municipales sont représentés par leurs huit bibliothèques fixes réparties dans les différents quartiers de la ville,

deux discothèques, une médiathèque, cinq bibliobus au service des communes du canton et des quartiers de la ville qui ne bénéficient pas des installations d'une bibliothèque fixe. Enfin, deux services sociaux: le service à domicile en ville de Genève et le service à la prison de Champ-Dollon.

La qualité des prestations fait partie des objectifs prioritaires fixés pour les années à venir. Cette qualité dépend en grande partie du bon équilibre du personnel disponible et des heures d'ouverture proposées au public, ainsi que de la formation permanente du personnel à l'accueil et aux renseignements.

Les Bibliothèques municipales comptent 134 collaborateurs fixes et un apprenti (94,9 postes équivalent plein temps).

Le budget concernant le personnel temporaire doit nous permettre de faire face aux congés maternité (4 en 2001) aux accidents ou maladies de longue durée (1 au moment du rapport). Nous prévoyons l'engagement de deux bibliothécaires à mi-temps pour une durée d'un an afin de coordonner les différents index de notre base de données.

Cinq nouveaux postes ont été inscrits au budget du personnel fixe. Ces créations de poste sont indispensables à la bonne marche du service.

Dans le domaine des locaux, en dehors des problèmes d'aménagement et d'entretien courants, les points importants pour les Bibliothèques municipales figurent dans les dossiers d'investissements déjà signalés en tête du rapport du département. Il faut cependant insister ici sur la nécessité absolue de réaliser le déménagement du service des bibliobus.

Activités

Acquisitions et entretien des collections

Pour que les Bibliothèques municipales puissent continuer d'assumer la mission qui leur a été confiée: former, éduquer, distraire, il est primordial que les crédits d'acquisition et de suivi des collections soient préservés. La priorité absolue est donc le maintien de la qualité et de la diversité des collections, tous types de documents et de supports confondus. L'entrée en fonction de la Bibliothèque de Saint-Jean, section adultes, implique, pour un montant de 110 000 francs, l'acquisition et l'entretien des collections multimédias (imprimés et audiovisuels) nécessaires. En raison de la très forte croissance de la demande en documents audiovisuels de la part des usagers, nous demandons une augmentation de budget sur la ligne 31060 «disques, etc.»; cette augmentation permet d'une part de contribuer aux collections audiovisuelles déposées à la Bibliothèque de Saint-Jean, d'autre

part de développer l'acquisition de CD-Roms pour la partie incombant aux Bibliothèques municipales de la Tour CD-Roms, Ville de Genève. Le montant pour l'acquisition des documents audiovisuels a été transféré de la ligne 31005 à la ligne 31060, à la demande de la Comptabilité générale, afin de mieux se conformer au plan comptable.

Le budget concernant l'acquisition de documents imprimés est fondamental. Depuis plusieurs années, nous travaillons à la présentation d'une collection de qualité. Nous veillons à ce que le public puisse toujours trouver les ouvrages de fond. Selon les normes en vigueur, 10 à 15% du montant global des acquisitions doit être réservé à l'entretien du fonds, au rachat et remplacement des ouvrages abîmés, au remplacement des ouvrages au contenu obsolète par des ouvrages récents, au remplacement des classiques abîmés, à l'équilibre général de la collection.

Promotion culturelle

Le budget de 50 000 francs est prévu pour diverses actions: invitations d'auteurs, conférenciers et illustrateurs, expositions thématiques. Ces actions sont menées souvent avec d'autres acteurs de la scène culturelle genevoise: institutions de la Ville, associations, écoles, etc. Elles donnent de la visibilité aux Bibliothèques municipales, favorisent les débats d'idées dans un public très diversifié qui peut poursuivre sa réflexion au moyen de nos riches collections. Ces activités de promotion se déroulent dans les sept bibliothèques pour jeunes et adolescents, les huit bibliothèques pour adultes (y compris la bibliothèque des sports) ainsi que les deux disothèques et la médiathèque. L'animation culturelle a pour but de fidéliser les usagers grâce à des actions autres que la seule activité de renseignement et de prêt des documents.

Afin de mieux faire connaître nos collections aux adolescents, qui ont tendance à s'éloigner de la bibliothèque vers 14/15 ans, nous souhaitons faire éditer une seconde bibliographie thématique d'ouvrages lus et sélectionnés par les bibliothécaires à leur attention.

Les bibliothécaires sont particulièrement attentifs à faire connaître et à faire vivre la littérature genevoise, romande et suisse. Pour marquer les six ans de publication de *Romandie une terre très littérature*, nous souhaitons éditer une plaquette réunissant les auteurs qui ont publié un ouvrage au cours de ces six dernières années. Nous aimerions que cette bibliographie soit mise en forme et imprimée chez un graphiste professionnel. Ce travail vient compléter notre promotion de la littérature romande avec «Lettres frontière».

L'édition de chacune de ces bibliographies tirée à 1000 exemplaires coûte environ 7000 francs.

Déplacements et formation

La somme demandée au budget est indispensable pour faire face à la formation continue de nos bibliothécaires, surtout en ces années de profonde mutation de notre métier. Tout le personnel n'est pas encore formé à l'utilisation professionnelle des nouvelles technologies (mise à disposition d'internet pour le public, CD-Rom en réseau). Lorsque cela est nécessaire, nous effectuons des visites de bibliothèques en Suisse et à l'étranger. Se rendre sur place pour partager des expériences ou pour voir ce qui se fait ailleurs est l'un des éléments importants de la formation continue et un facteur de motivation du personnel.

Informatique

La poursuite de la mise à niveau et la maintenance des équipements jouent un rôle clé pour assurer la pérennité de la base de données documentaire et améliorer son accès tant pour les usagers que pour les professionnels. Il est impératif de suivre au plus près l'évolution constante des logiciels et du matériel. Ces dépenses sont toutefois inscrites au plan informatique quadriennal.

3.10 Bibliothèque publique et universitaire (BPU)

Missions

- Conserver et enrichir le patrimoine intellectuel genevois par le Dépôt légal et par l'acquisition systématique des ouvrages sur Genève, ainsi que des livres et des manuscrits d'auteurs genevois.
- Rendre accessible le fonds de ses livres et de ses manuscrits aux étudiants, aux chercheurs, aux professeurs et au public en salle de lecture ou sous forme de prêt.
- Diffuser les connaissances autour du livre et de l'écrit par des expositions, des manifestations publiques.

Structure, personnel, locaux

Les documents numériques (CD-Rom, DVD, documents en ligne, etc.) se sont désormais ajoutés aux collections imprimées de la bibliothèque. Ces documents demandent un traitement particulier, une documentation spécifique et un encadrement des lecteurs qui découvrent ce nouveau type de média. Un poste de bibliothécaire a été demandé pour ces tâches nouvelles.

En 2002, seront poursuivies les études portant sur de nouveaux dépôts. Le discours sur ce sujet des directions successives de la BPU est certainement répétitif, mais la saturation totale des magasins détériore les services qui sont offerts au public et bloque toute restructuration du bâtiment visant à offrir des conditions de travail modernes aux lecteurs et aux employés.

Objectifs 2002

- Poursuite du plan de préservation et conservation (Programme PAC).
- Modernisation de la bibliothèque par l'intégration du concept de «bibliothèque numérique».
- Célébration de l'ouverture au public de la bibliothèque, voici trois cents ans (en 1702), par une exposition «De mémoire de bibliothèque», des animations, une publication historique, etc.
- Exposition, en février 2002, de la Bibliothèque juive.
- Exposition, en automne, consacrée à l'Escalade.
- Publication d'une bibliographie consacrée aux premières éditions genevoises.
- Prise en compte des caractères cyrilliques, de l'hébreu et de l'arabe dans la numérisation de documents fragiles ou précieux en créant des documents de substitution facilement accessibles à nos lecteurs.
- Poursuite de la rétroconversion grâce à la réaffectation d'une subvention fédérale obtenue par la bibliothèque.

Institut et Musée Voltaire (IMV)

Missions

L'IMV est un important centre de documentation sur l'auteur de *Candide* et sur le siècle des Lumières. Les imprimés, au nombre de plus de 25 000, comprennent quelque 2400 éditions d'écrits de Voltaire, certaines d'entre elles sont rarissimes. Le fonds des manuscrits renferme une quantité de lettres de Voltaire et de ses correspondants, soit un millier d'originaux et 3200 copies. L'institut fait connaître ses richesses au public dans le cadre de plusieurs salles d'exposition. Des visites commentées sont organisées à l'intention des collégiens, de groupes d'étudiants et de membres d'associations culturelles en provenance de Suisse et de

l'étranger. Par ses ressources documentaires, l'institut apporte une large contribution aux travaux qui de par le monde sont consacrés à Voltaire et au XVIII^e siècle.

Personnel

Le conservateur de l'Institut et Musée Voltaire partant à la retraite à la fin 2001, l'année suivante sera une année de transition pour cette institution.

Bibliothèque musicale

Missions

La bibliothèque met à la disposition des particuliers comme des orchestres, des musiciens amateurs comme des professionnels, une collection de plus de 30 000 partitions, allant du trio au grand orchestre symphonique, du lied à l'opéra, en passant par le solfège, la chanson, ou la méthode instrumentale. Elle conserve également de nombreux autres documents imprimés ayant trait à la musique à Genève (programmes, affiches, etc.).

Locaux

La Bibliothèque musicale est saturée de documents. Sa salle de lecture est trop petite pour le public actuel. Par ailleurs, elle souhaite ouvrir un espace de libreaccès.

Objectifs 2002

- Développer les animations (Fête de la musique, expositions, présentations didactiques, etc.), les publications (bibliographies et discographies notamment, en collaboration avec les Discothèques municipales).
- Créer une zone de libreaccès.

4. Département des sports et de la sécurité

Persuadés qu'une meilleure communication permet d'améliorer la qualité de vie au travail, nous poursuivrons dans cette voie, encouragés par les premiers résultats. Cette démarche s'inscrit dans le développement durable. En effet, une

meilleure prise de conscience de chaque collaborateur quant au rôle qu'il joue le motive à rechercher des solutions adaptées au mode de vie préconisé.

Quant au développement du sport en faveur des retraités, indispensable au maintien d'une bonne mobilité, il appartient à la Ville de le développer en organisant des cours, des sorties et des séjours.

La pratique du sport s'inscrit dans le cadre d'une vie saine, c'est pourquoi nous continuerons à promouvoir le sport pour tous en développant la qualité des prestations. Nous devons également aider les clubs et les encourager, grâce notamment aux subventions, à développer les mouvements juniors.

Si le sport populaire est indéniablement celui que nous voulons développer, nous n'oublions pas que la possibilité de voir les meilleurs sportifs dans nos installations joue un rôle considérable dans l'intérêt porté au sport. Cette image positive encourageant notamment les jeunes à une pratique régulière du sport nous incite à intensifier les démarches pour que Genève puisse accueillir de grandes manifestations.

La politique de proximité doit continuer à se développer afin de s'harmoniser au contexte général voulu par la Ville de Genève. C'est ainsi que, grâce au vote de 20 postes supplémentaires d'agents de sécurité municipaux votés pour 2001, nous portons un effort particulier, qui se développera encore l'année prochaine. Nos objectifs seront atteints grâce à un effort de formation soutenu.

D'autre part, la loi sur les zones bleues ayant été votée en 2001, nous demandons, au budget 2002, l'engagement de 10 nouveaux collaborateurs. La bonne gestion des zones bleues s'impose si nous voulons que la population de notre ville comprenne que nous soutenons la politique d'amélioration du parcage dans les quartiers, afin de restreindre tant que faire se peut l'utilisation de la voiture en milieu urbain.

Nos efforts, en 2002, porteront également sur une meilleure intégration des agents de ville dans la gestion du domaine public. Ce service doit impérativement supprimer le clivage existant entre les collaborateurs en uniforme et les autres, étant entendu que tous sont appelés à faciliter la tâche des divers utilisateurs, notamment par la simplification des démarches en vue de l'utilisation accrue du domaine public. Des moyens plus modernes, tels que terminaux portables, seront demandés au budget 2002.

En ce qui concerne le Service d'assistance et de protection de la population (SAPP), nous allons continuer à développer la politique de proximité tant en informant la population des services qui peuvent être rendus en mettant à disposition du matériel et des abris, compléments indispensables aux activités des clubs et maisons de quartiers, qu'en démontrant que les cours répondent à une demande

grandissante de connaître les techniques élémentaires permettant à chacun de se débrouiller lors de situations inhabituelles.

Les relations avec la Croix-Rouge et l'Organisation internationale de protection civile doivent continuer à se développer.

Enfin, un effort tout particulier de formation et d'information doit être fait en faveur des collaborateurs du Service d'incendie et de secours. En 2002, ce service devra absorber de nouveaux collaborateurs, à savoir des ambulanciers, devenus indispensables vu le vote de la nouvelle loi sur les ambulances. De nouveaux postes seront demandés au budget 2002.

2002 doit aussi voir se concrétiser les efforts entrepris depuis plusieurs mois pour nouer des rapports nouveaux entre pompiers professionnels et volontaires.

Enfin, l'étude d'une nouvelle caserne répondant aux besoins du 3^e millénaire sera entreprise.

4.1 Service des sports

Missions actuelles

Les quatre missions principales sont:

- l'entretien des infrastructures sportives;
- leur mise à disposition du grand public, des associations et des clubs;
- l'organisation et le soutien d'activités sportives telles qu'écoles de sport et animation en faveur des retraités;
- l'organisation de manifestations sportives nationales ou internationales, ou la participation à ces activités.

Personnel et locaux

L'effectif des postes au 1^{er} janvier 2001 s'élevait à 172 unités. En cours d'année, un poste a été transféré du SAPP et deux nouveaux postes ont été demandés au budget 2002, de sorte que l'effectif au 1^{er} janvier 2002 sera de 175 unités.

Dans les trois cas, il s'agit de postes de gardiens de bains polyvalents. En effet, l'activité des piscines des Vernets et de Varembe est en constante augmentation (295 000 entrées aux Vernets et 330 000 à Varembe en 2000), de sorte qu'il

est indispensable d'augmenter l'effectif des gardiens de bains polyvalents pour faire face aux impératifs de sécurité et de surveillance.

Objectifs généraux pour 2002

Après quatre années de blocage budgétaire, il est impératif de porter un effort particulier sur l'entretien des infrastructures, équipements, zones ou terrains sportifs, tant pour maintenir leur niveau de qualité que pour rester compétitif dans le cadre de manifestations.

Le développement constant du «Sport pour tous» amène le service à accroître l'offre en matière d'écoles de sports pour les jeunes et de prestations pour les retraités, cours et séjours sportifs adaptés aux besoins.

Développement et promotion de la communication afin que la population puisse bénéficier des prestations offertes.

4.2 Service d'incendie et de secours (SIS)

Missions actuelles

Les missions principales sont:

- assurer les premiers secours en ville de Genève et dans le canton;
- sauvetage des personnes, animaux, biens mobiliers et immobiliers en cas de sinistre;
- mesures propres à empêcher la propagation du feu ou de substances dangereuses et les risques d'explosion;
- extinction du feu et lutte contre la pollution par hydrocarbures et autres produits nocifs ou radioactifs;
- coordonner le commandement des services cantonaux et municipaux engagés sur les lieux de sinistres;
- administrer le bataillon des sapeurs-pompiers (volontaires).

Personnel et locaux

185 personnes basées dans 3 casernes, ainsi que le centre de formation de la zone industrielle des Charmilles (ZIC) et le bureau du réseau hydraulique situé à la rue Rothschild 27.

Le SIS gère également les 4 dépôts principaux des compagnies volontaires et les 3 dépôts secondaires.

Pour l'année 2002, un poste supplémentaire d'informaticien est demandé pour être en mesure d'assumer les travaux résultant de l'informatisation du service et assurer la sécurité de la centrale d'alarme.

En juin 2002, se terminera l'école commencée le 1^{er} octobre 2001 (15 aspirants).

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les ambulances nécessite l'engagement d'ambulanciers.

Objectifs généraux pour 2002

Améliorer la communication interne et externe afin que le personnel s'adapte plus facilement aux changements et que les partenaires bénéficient d'une meilleure information sur l'activité du service.

Adapter la formation polyvalente de pompier-ambulancier en intégrant les pompiers dans la nouvelle structure de formation du Département de l'instruction publique.

Renforcer les contacts avec les sapeurs-pompiers volontaires.

Intégrer les nouvelles expériences (notamment renforcement du service ambulancier) dans le fonctionnement du service.

4.3 Service d'assistance et de protection de la population (SAPP)

Missions actuelles

Protection des personnes, des biens et de l'environnement dans les situations de catastrophe ou de crise. (Mesures pour préserver ou sauver la vie, pour sauvegarder les biens, y compris les biens culturels et les conditions d'existence.)

Formation en matière de prévention, assistance, sécurité des collaborateurs de la Ville ou des entreprises de la place, ainsi que des personnes astreintes à la protection civile.

Coopération internationale en matière de prévention des catastrophes et d'assistance aux populations. (Partenariat pour la paix.)

Entretien et mise à disposition de matériel et de locaux au profit de la collectivité. (30 constructions et 32 dépôts de matériel.)

Contrôle périodique des abris privés dans les immeubles. (Environ 2000 abris.)

Prestations diverses au profit de la commune. (Piquet permanent d'intervention, soutien logistique lors de manifestation.)

Personnel et locaux

L'effectif actuel du service est de 46 employés. Il sera ramené à 45 personnes en 2002.

Les ateliers sont transférés à Châtelaine afin de faciliter la synergie avec ceux du Service d'incendie et de secours et d'économiser un loyer.

Le centre de Richelien accueille de nombreuses sessions de cours de formation continue en faveur tant des fonctionnaires de la Ville que de sociétés privées.

Objectifs généraux pour 2002

Développer la formation en matière de prévention, de sauvetage et d'assistance.

La formation doit être étendue aux collaborateurs de l'administration municipale et des entreprises de la place, la sécurité au travail faisant partie intégrante de la protection de la population.

Développer la coopération avec les pays étrangers en matière de protection de la population. De nombreux pays ont des structures nationales de protection civile embryonnaires et souhaitent développer leur organisation en ayant recours au savoir-faire des professionnels du SAPP. La protection civile, par le biais d'un transfert de connaissances, est un outil de développement durable et de solidarité internationale.

Développer un partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) afin de promouvoir le droit humanitaire.

Une synergie peut être obtenue entre le centre de formation de Richelien (SAPP) et le centre de formation d'Ecogia (CICR). En échange de cours sanitaires et d'une mise à disposition de la piste d'exercice pour contribuer à la formation des délégués du CICR, le SAPP se voit offrir, au profit des délégations étrangères en formation à Richelien, des cours de droit humanitaire et une information sur la lutte contre les mines antipersonnel. Cette synergie pourrait aboutir à la création d'un village de la paix dans la zone Ecogia/Richelien.

Participer à la mise au point d'un concept de sécurité en matière de protection des biens culturels par le biais de la réalisation de concepts de prévention et de plans d'intervention, réalisés en collaboration avec le SIS et les professionnels des affaires culturelles.

Participer au développement de mouvements associatifs ou à l'action caritative en mettant à disposition certains de ses moyens (véhicules, dortoirs, matériel de cuisine etc.).

4.4 Service des agents de ville et du domaine public

Missions actuelles

Gérer le domaine public en examinant les demandes d'utilisation accrue et en délivrant les permissions adéquates mentionnant les obligations qui en découlent.

Surveillance du domaine public, des parcs et des marchés.

Travail d'ilotage par contacts avec les commerçants, artisans, groupements de quartiers.

Activités de prévention et de répression, notamment dans le cadre de l'activité d'agents de sécurité municipaux.

Personnel et locaux

L'entrée en vigueur de la loi autorisant les agents de ville à contrôler les zones bleues a conduit à l'engagement de 18 collaborateurs supplémentaires.

Objectifs généraux pour 2002

L'intégration harmonieuse dans le service de nouveaux collaborateurs qui permettront de maîtriser les tâches découlant des compétences octroyées par la législation genevoise fera l'objet d'un soin particulier.

Grâce à ce nouveau personnel et le programme mis en place en 2001, le nombre des empiètements recensés devrait augmenter de façon considérable.

La gestion des zones bleues doit permettre de donner satisfaction aux attentes légitimes des habitants de la ville.

5. Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement

5.1 Préambule

Ce budget 2002 a été élaboré avec le souci de doter le département municipal des affaires sociales, des écoles et de l'environnement des moyens de réaliser concrètement les partenariats et les réseaux évoqués depuis quelques années. Ces réseaux doivent permettre de mettre en place une politique qui fait de la concertation avec la population un outil au service du développement social. En effet, si certains misent sur la répression ou la coercition pour battre en brèche certains phénomènes de violence dans les villes, de vandalisme dans les écoles, jusqu'à l'exclusion sociale, nous plaidons, au contraire, sur une participation toujours plus active des citoyens, acteurs de leur devenir, et sur une écoute toujours plus attentive de leurs besoins.

Le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement regroupe plusieurs services pour mettre en œuvre ces politiques de proximité dans les quartiers. Les collaborateurs ne sont pas que les relais de ces préoccupations populaires. Ils doivent en devenir le moteur.

Le Service social en est une bonne illustration. Il va mettre en route des projets pilotes de travail communautaire, un sur chaque rive. Il rendra ainsi plus concrètes et plus visibles ses options en matière de prévention sociale. Le service mise en effet sur sa proximité avec la population et sur sa connaissance du réseau associatif des quartiers pour défendre une action sociale collective, dans le cadre du nouveau dispositif socio-sanitaire cantonal. Parallèlement, les animations pour les personnes âgées vont être développées de manière décentralisée, dans chaque quartier, et de manière diversifiée, en élargissant l'offre du programme «aînés et nouvelles technologies», notamment.

Les jeunes sont prêts à mettre en route directement des actions nouvelles. La Délégation à la jeunesse dispose donc d'une équipe de travailleurs sociaux susceptibles de donner corps, rapidement et efficacement – car telles sont les conditions de la réussite avec les jeunes – aux projets qu'elle aimerait voir se réaliser.

Une telle option peut être initiée déjà avec les enfants. Dans ce cadre, il convient de développer le dialogue et la concertation avec les enseignants et les associations (associations de parents, associations de quartiers...). L'expérience des budgets participatifs dans les écoles est la manifestation concrète de cette volonté.

La Ville a su prendre l'initiative d'une démarche qui vise à élaborer avec l'ensemble des partenaires (GIAP, associations de restaurants scolaires, fournisseurs...) des critères afin d'offrir aux familles des repas scolaires améliorés du

point de vue de la qualité, de l'équilibre, de la diversité des menus. Cela en réponse à la préoccupation première de sécurité alimentaire particulièrement exacerbée ces temps-ci.

Il apparaît toujours aussi urgent d'augmenter le nombre des places d'accueil dans les structures de la petite enfance. Mais cet objectif est à atteindre à une large échelle et en tenant compte des synergies possibles avec les autres collectivités publiques (Canton, communes) et les partenaires privés. Un organisme cantonal susceptible de définir une politique coordonnée de la petite enfance au plan cantonal semble donc un outil indispensable. Compte tenu de l'expérience et de la tradition de qualité de la Délégation à la petite enfance, nul doute que la Ville jouera un rôle moteur dans ce nouveau réseau.

Une longue réflexion a abouti à l'ouverture des cimetières municipaux aux rites mortuaires des grandes religions présentes à Genève. Au stade actuel, la Ville a interpellé les autorités cantonales afin que la loi sur les cimetières soit modifiée pour permettre des inhumations dans des carrés confessionnels.

Le Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE) a participé à une expérience pilote de contrôle de gestion. Il en ressort une meilleure visibilité de certaines prestations du service qui témoignent de la place d'options environnementales dans une politique sociale au sens large, telle que le définit l'Agenda 21. Il s'agit, notamment, de la formation d'apprentis qu'assume le SEVE. Ces jeunes vont ensuite partager leur savoir et leur compétence dans les principales entreprises de la place. De même, le service emploie régulièrement des personnes marginalisées en vue de leur réinsertion professionnelle.

L'attachement de la population locale et des touristes à des symboles de la ville reste très fort. L'Horloge fleurie en est un exemple. Mais le département a réussi à renouveler ce monument pour le faire entrer de plain-pied dans une esthétique plus moderne.

Après les promotions civiques, devenues promotions citoyennes, le département fait ainsi la preuve qu'il est attaché à l'histoire, mais qu'il peut créer, innover, pour faire vivre et évoluer les traditions locales.

A Saint-Jean, tout un quartier s'est mobilisé pour lutter contre la fermeture de l'office postal. Le quartier a obtenu gain de cause grâce au soutien actif des autorités. C'est bien la preuve que les citoyens sont aujourd'hui prêts à se mobiliser contre l'exclusion, le chômage ou les inégalités. Le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement entend se donner les moyens de faire de cette mobilisation le ferment d'une meilleure qualité de vie et d'une cohabitation harmonieuse dans la cité.

5.2 Délégation à la petite enfance

Mission

Afin de répondre à la mission essentielle du service, et face à une demande toujours croissante de places en institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville, les autorités proposent d'accélérer la mise à disposition de places d'accueil pour les enfants âgés de 0 à 4 ans. 150 nouvelles places doivent être créées au plus vite. Ces places permettront à plus de 375 enfants de fréquenter un lieu d'accueil petite enfance.

Personnel et locaux

Pour concrétiser cette option, de nouveaux espaces vont être ouverts. D'autre part, la délégation procèdera à l'extension d'espaces déjà existants. Dès lors, le budget des travaux et celui des acquisitions doivent être augmentés.

L'application des mécanismes salariaux entraîne de fait une augmentation constante de la subvention aux institutions. Pour rappel, les salaires du personnel de la petite enfance représentent 75% de la subvention.

Objectifs généraux pour 2002

Le budget 2002 de la petite enfance a été réévalué également pour permettre de revoir le budget alimentation de chaque institution, en regard des nouvelles exigences en matière alimentaire et du renchérissement de certaines denrées.

Citons une nouveauté qui devrait déployer quelques effets en 2002: la constitution d'une commission cantonale de la petite enfance. Cet organisme a pour objectif de définir une politique coordonnée de développement des modes de garde sur le canton afin de développer des synergies entre les communes.

De même, l'Observatoire de la petite enfance de la Ville de Genève recevra des moyens financiers supplémentaires de la part des communes et du Canton, pour récolter des indicateurs à destination de tous les partenaires concernés.

Une proposition d'extension du service public dans le domaine de la petite enfance sera traitée en 2002 par les différentes instances politiques.

5.3 Service des écoles et institutions pour l'enfance

Mission

La nouvelle direction a entamé une réflexion pour redéfinir les priorités du service, afin d'assurer la logistique des équipements scolaires et le développement de prestations de qualité en faveur de l'enfance.

Personnel et locaux

Le renforcement de l'équipe administrative permettra de décharger les responsables des travaux et la diététicienne de certaines activités de bureau. Ils pourront dès lors dégager plus de temps pour être sur le terrain, ce qui constitue une tâche essentielle.

Le fait de disposer d'un poste complet de diététicienne est nécessaire afin de mettre en place, et de suivre, le dispositif de renforcement et de contrôle de la qualité et de la sécurité des repas servis dans les 35 restaurants scolaires de la Ville de Genève.

La nécessité de faire face à l'augmentation des effectifs d'élèves dans ces restaurants scolaires pose d'ailleurs un problème constant de locaux.

De plus, le Service des écoles et institutions pour l'enfance est toujours à la recherche de bureaux en remplacement de ceux qu'il loue de la rue de l'Athénée.

Objectifs généraux pour 2002

Afin de renforcer la qualité des sites scolaires et de la convivialité dans les quartiers, le service entend rattraper le retard accumulé ces dernières années dans l'entretien des bâtiments scolaires. Avec le même souci, il va intensifier les actions de nettoyage des bâtiments et des préaux. Il entame également un vaste programme de réhabilitation des places de jeux les plus dégradées.

Plus généralement, le Service des écoles et institutions pour l'enfance va élargir les prestations offertes aux familles. Dans ce but, il va soutenir les actions de nombre d'associations qui gèrent des activités en faveur des enfants, en particulier les restaurants scolaires, les ludothèques et les colonies.

Cependant, les restrictions budgétaires passées ont entraîné des carences dans l'exécution de tâches sur lesquelles nous voulons maintenant porter l'accent. Compte tenu de l'ampleur des actions à entreprendre, il convient de rendre disponibles des moyens supplémentaires dès 2002 et de prévoir, pour les exercices budgétaires futurs, une planification sur quatre à six ans.

5.4 Service des espaces verts et de l'environnement (SEVE)

Mission

Malgré de récentes innovations, les missions essentielles du SEVE restent l'entretien des parcs, promenades et autres zones de verdure, la production horticole ainsi que la protection du milieu naturel en secteur urbain.

Personnel et locaux

Afin d'assurer la concrétisation des options décidées par le Conseil administratif, en particulier l'augmentation des surfaces vertes en ville, des moyens supplémentaires doivent être dégagés pour le SEVE. En effet, les autorités entendent à la fois maintenir l'image de marque de Genève sur la scène internationale, tout en augmentant les espaces verts dans les quartiers. Ceux-ci exigent eux aussi un entretien régulier.

Pour les nouveaux parcs, comme ceux de Baud-Bovy ou des Falaises de Champel, ou encore pour l'aménagement de surfaces résiduelles en ville, cette politique requiert un engagement accru et régulier des équipes du SEVE, ainsi que des moyens techniques toujours plus performants.

Certains projets actuellement en discussion (l'aménagement d'un petit parc au chemin des Colombettes, la boucle du tram aux Acacias) impliquent pour le SEVE la recherche de nouveaux lieux de travail. Il faudra profiter de cette opportunité pour mettre au point des conditions plus rationnelles et aménager des espaces (vestiaires et W.-C., notamment) qui soient adaptés aux besoins du personnel et qui satisfassent aux exigences légales en matière d'hygiène et de sécurité pour les hommes et les femmes du service.

Objectifs généraux pour 2002

Le projet d'une station de pompage des eaux du lac sur la rive droite devrait aboutir en 2002. Par ailleurs, après une première expérience sur les quais, la nouvelle esthétique des massifs floraux va être étendue, notamment aux parcs Gourgas et aux Acacias. Dans le même sens, il est envisagé de fleurir massivement quelques rues prestigieuses de la cité, la Corraterie, par exemple.

Enfin, afin d'améliorer la propreté en ville, le SEVE propose la mise en place d'une structure transversale, avec la Voirie et les responsables des places de jeux, pour assurer un service de nettoyage après certaines manifestations, les week-ends et jours fériés.

Les investissements relatifs au renouvellement des véhicules, machines et engins ont été sensiblement ralentis. Pour cette raison, il faut envisager une augmentation des frais d'entretien. Il convient donc de poursuivre l'effort entrepris l'an dernier afin d'adapter les moyens aux besoins réels du SEVE.

5.5 Service de l'état civil

Le Service de l'état civil de la Ville de Genève est un service particulier. Toute son activité est déterminée par les législations fédérale et cantonale, qui lui dictent la manière de tenir à jour les registres des naissances, des reconnaissances, des mariages, des décès, de familles, etc.

L'état civil doit constamment s'adapter aux modifications dans ces différents domaines, droit du mariage, droit du divorce, droit de la famille, notamment, mais aussi droit de la nationalité et droit international privé.

Pour le surplus, compte tenu du caractère cosmopolite de la cité, il doit traiter des procédures d'une complexité juridique rare.

C'est d'ailleurs dans ce domaine qu'il va porter ses efforts l'an prochain en proposant la traduction des démarches de l'état civil et l'accès Internet des demandes d'actes en langue anglaise.

5.6 Service des pompes funèbres et des cimetières

Une partie de l'activité du Service des pompes funèbres et des cimetières est déterminée par les lois fédérales et cantonales. C'est dans ce cadre que les collaborateurs s'efforcent de maintenir aux quartiers d'inhumation et aux cimetières en général un aspect qui favorise le recueillement et le respect.

Le règlement municipal des pompes funèbres prévoit d'offrir aux personnes domiciliées sur le territoire communal des funérailles gratuites.

Dans ce contexte, le service vient même de prolonger la durée des inhumations gratuites de 20 à 33 ans et autorise désormais le renouvellement des concessions payantes jusqu'à 99 ans. Cela prouve que les pompes funèbres municipales s'attachent en premier lieu à offrir aux familles un peu de réconfort et de soutien.

A cet égard, le service veille à assurer une formation aux nouveaux collaborateurs afin de les rendre attentifs à l'importance de leur mission sociale.

Sur un autre plan, le personnel du service est également sensibilisé aux problèmes liés à la protection de l'air et de l'environnement, aux dépenses d'énergie et aux mesures d'hygiène à respecter.

5.7 Service social (SSVG)

Mission

Le SSVG contribue, avec tous les acteurs concernés et grâce au développement de prestations diversifiées et décentralisées dans les quartiers, à soutenir les plus défavorisés qui en expriment le besoin.

Personnel et locaux

a) Personnel

Les postes supplémentaires demandés pour 2002 ont pour objectif de renforcer la direction du service pour lui permettre, d'une part, de faire face à l'augmentation du volume de ses activités, notamment au niveau des prestations financières et, d'autre part, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de nouveaux projets, tels que l'Espace Emma-Louise-Zell, le programme aînés et nouvelles technologies et le développement d'actions de proximité dans les quartiers. Ces projets font également l'objet de création de postes qui requièrent des compétences professionnelles spécifiques, plus particulièrement en matière de travail communautaire.

b) Locaux

Il est prévu d'aménager les 6^e et 7^e étages de l'immeuble 100, rue de la Servette, destinés à accueillir la direction et l'administration du SSVG, ainsi que l'équipe du secteur d'animation, deux unités trop à l'étroit dans les locaux actuels. Par ailleurs, l'Unité mobile, unité rattachée aux Hôpitaux universitaires de Genève, occupant actuellement une arcade Ville de Genève au 19, rue des Rois, sera transférée au 1^{er} étage du 4, rue Hugo-de-Senger. Ce transfert nécessite des travaux d'aménagement prévus dans le budget 2002. Enfin, les nouvelles surfaces mises à la disposition des Centres d'action sociale et de santé des Eaux-Vives et de Champel nécessiteront un complément d'aménagement à charge du SSVG.

Objectifs généraux pour 2002

Pour faire face aux changements intervenus tant au niveau de la population sur le plan socio-économique qu'au niveau du dispositif socio-sanitaire cantonal, le SSVG poursuivra en 2002 la discussion en vue de sa réorganisation. Cette dernière entend poursuivre l'objectif suivant: développer, notamment avec la mise en place de projets pilotes, une nouvelle action sociale de type communautaire, axée sur l'information et la prévention collective, plus proche de la population des quartiers et du réseau associatif.

Il s'agira également d'améliorer la visibilité du SSVG et ainsi l'accès à ses prestations, par une véritable politique de communication.

Concernant son action en faveur des personnes vivant dans la marginalité, le SSVG entend renforcer le Square Hugo ainsi que son rôle au niveau de la Plateforme de coordination contre l'exclusion.

Enfin, en 2002, il s'agira de poursuivre la diversification de l'action du SSVG en faveur des personnes âgées, grâce à de nouvelles prestations en animation, par exemple avec la décentralisation du programme aînés et nouvelles technologies dans les différents clubs d'aînés situés en ville de Genève.

5.8 Délégation à la jeunesse

Mission

La Délégation à la jeunesse s'occupe de tout ce qui concerne les jeunes en ville de Genève, dès la fin de la scolarité primaire. Elle entend instaurer une meilleure cohabitation entre toutes les couches de la population. Elle dispose pour cela d'un vaste réseau de centres de loisirs et de maisons de quartier, en partenariat avec la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle.

Personnel et locaux

L'administration de la délégation est basée au 15, rue des Vieux-Grenadiers, dans le quartier de Plainpalais. Au vu des projets pour l'an prochain (voir ci-dessous), il paraît important d'augmenter l'effectif administratif de la délégation.

Une équipe de travailleurs sociaux hors murs a été engagée afin d'aller à la rencontre des jeunes, dans la rue. Elle leur propose un soutien pour divers projets qu'ils aimeraient mettre en route ou voir se réaliser.

Objectifs généraux pour 2002

Afin d'améliorer la convivialité dans les quartiers, le travail de rue va être intensifié avec la mise sur pied d'animations – en particulier dans les parcs – par, pour et avec les jeunes.

L'information autour de la pratique de sports urbains sera développée, notamment à Plainpalais, et avec la création d'un skate-park couvert.

Enfin, à l'intérieur de l'administration, la délégation va initier un travail de concertation entre les différents partenaires afin de susciter un véritable «réflexe jeunes» lors de la mise en route de projets par les pouvoirs publics.

La plupart des projets peuvent être menés à bien grâce au crédit extraordinaire de 1 240 000 francs voté par le Conseil municipal le 5 décembre 2000 (proposition PR-84).

IV. PRÉSENTATION FINANCIÈRE

A. Budget de fonctionnement

1. Evolution entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002

(l'analyse porte sur les chapitres 40 à 46 et 30 à 36)

Les revenus projetés progressent de 40,7 millions de francs, soit + 4,6% par rapport au budget 2001. La progression par rapport aux comptes 2000 est de 75,4 millions de francs, soit + 8,8%. Ces progressions sont principalement dues au chapitre «Impôts», qui progresse de respectivement + 40,0 millions et + 71,2 millions de francs.

Les charges nettes projetées évoluent quant à elles de 42,1 millions, soit + 4,7% par rapport au budget 2001, et de 159,0 millions de francs par rapport aux comptes 2000 (+ 20,6%).

Par rapport au budget 2001, l'évolution des charges est le fait du chapitre des charges du personnel, + 22,3 millions (+ 7,0%), et du chapitre des amortissements, + 23,1 millions (+ 19,6 %).

Par rapport aux comptes 2000, l'évolution importante des charges est aussi le fait des mêmes chapitres. Les charges de personnel évoluent de 47,1 millions, soit + 16,0% pendant cette période. Et les amortissements évoluent de 80,2 millions, soit + 132,6%. Le chapitre des biens et services et celui des subventions évoluent dans les mêmes proportions, soit respectivement + 23,8 millions et + 22,5 millions de francs.

A noter une régression des charges relatives au service de la dette, qui diminuent de près de 10 millions de francs.

1.2 Analyse par département

Comparaison entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002

Le tableau présenté ci-après permet d'observer, par département, l'évolution des charges de fonctionnement directes (c'est-à-dire sans les charges financières en intérêts et amortissements non maîtrisés par les services) entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002.

En outre, les imputations internes ne sont pas non plus intégrées à ce tableau.

Variation des charges de fonctionnement entre le projet de budget 2002 (PB) et le budget 2001 (B) et entre le projet de budget 2002 et les comptes 2000 (C)

(sans les charges financières)

<i>Département</i>	<i>PB-B</i>		<i>Variation</i>	
	<i>(en milliers de francs)</i>	<i>%</i>	<i>PB-C</i>	<i>(en milliers de francs) %</i>
Autorités	- 9 644,1	- 19,4	+ 9 226,6	+ 29,9
Finances et administration générale	+ 1 833,0	+ 1,6	+ 8 695,4	+ 8,3
Aménagement, construction et voirie	+ 6 049,4	+ 5,2	+ 24 068,9	+ 24,2
Affaires culturelles	+ 9 849,4	+ 6,7	+ 19 935,9	+ 14,5
Sports et sécurité	+ 4 238,7	+ 4,9	+ 1 298,6	+ 1,5
Affaires sociales, écoles et environnement	+ 12 625,8	+ 8,3	+ 26 319,3	+ 19,1
	+ 24 952,2	+ 3,8	+ 89 544,7	+ 14,9

Abstraction faite des charges financières, c'est-à-dire des intérêts et des amortissements, nous constatons une progression des charges directes prévisionnelles de la Ville de Genève de près de 25 millions de francs, soit + 3,8 % par rapport au budget 2001. Cette progression s'élève à 89,5 millions de francs, soit + 14,9% par rapport aux comptes 2000.

Les natures de charges ci-après ont été principalement la cause de cette progression:

Par rapport au budget 2001:

1. Une progression des charges de personnel de 22,3 millions suite notamment au déblocage des mécanismes salariaux en 2001. Le département des affaires culturelles et celui des affaires sociales, des écoles et de l'environnement participent à eux deux à plus de la moitié de cette progression (+ 11,6 millions).
2. Une progression des subventions accordées à des tiers pour 10,0 millions. Les domaines concernés par les plus fortes hausses sont la prévoyance sociale et la culture. (Le département des affaires culturelles et celui des affaires sociales, des écoles et de l'environnement participent à eux deux à près de 90% de l'évolution des subventions.)
3. Une régression des autres charges de fonctionnement, hors biens et services (chapitre 31), de 9,4 millions. Cette régression est le fait de la décision du Conseil administratif de supprimer des futurs budgets de la Ville la charge relative au dédommagement du Canton de Genève pour les frais de police (- 12,0 millions)

Par rapport aux comptes 2000:

1. Une progression des charges de personnel de 47,1 millions suite notamment au déblocage des mécanismes salariaux en 2001. Le département des affaires culturelles, celui des affaires sociales, des écoles et de l'environnement et celui des sports et de la sécurité participent à eux trois à près des deux tiers de cette progression (+ 30 millions).
2. Une progression des biens et services pour 23,8 millions, dont 10,6 millions provenant des frais d'entretien des immeubles.
3. Une progression des subventions accordées à des tiers pour 22,5 millions. Les domaines concernés par les plus fortes hausses sont la prévoyance sociale et la culture. Le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement participe à lui seul à 14,3 millions de la progression totale, soit 63% de celle-ci.
4. Une régression des autres charges de fonctionnement, hors biens et services (chapitre 31), de 3,9 millions. Cette régression est le fait de la décision du Conseil administratif de supprimer des futurs budgets de la Ville la charge relative au dédommagement du Canton de Genève pour les frais de police (- 12,0 millions). En effet, sans cette suppression de charge, nous aurions eu une augmentation des autres charges de 8,0 millions, notamment à cause de la progression des frais de perception des impôts et de l'augmentation des coûts relatifs à la levée des résidus.

L'analyse par département de ces charges donne un autre éclairage à ces évolutions.

a) Autorités

(PB – B: - 9,6 millions; - 19,4%) (PB – C: - 9,2 millions; - 29,9%)

Cette diminution importante dans ce département est due à la suppression du budget du dédommagement de la Ville de Genève au Canton pour les frais de police. Cette diminution est de 12,0 millions par rapport au budget 2001 et de 11,2 millions par rapport aux comptes 2000. Cependant, en 2000, ces frais de police figuraient sous le département des sports et de la sécurité.

b) Finances et administration générale

(PB – B: + 1,8 million; + 1,6%) (PB – C: + 8,7 millions; + 8,3%)

Cette augmentation est due aux charges de personnel, qui progressent de 1,9 million par rapport au budget 2001 et de 3,2 millions par rapport aux comptes 2000. De plus, pour la comparaison avec les comptes 2000, les biens et services progressent de 2,2 millions et les autres charges de 3,7 millions.

c) Aménagement, constructions et voirie

(PB – B: + 6,0 millions; + 5,2%) (PB – C: + 24,1 millions; + 24,2%)

Cette progression de charges, par rapport au budget 2001, dans ce département est due principalement aux charges de personnel pour 4,5 millions. Les biens et services augmentent, quant à eux, de 0,9 million et les autres charges de fonctionnement de 0,7 million.

Par rapport aux comptes 2000, la progression est due au chapitre des biens et services (entretien des immeubles) [+13,1 millions] et aux charges de personnel, qui progressent de 8,4 millions. Les autres charges progressent de 2,5 millions.

d) Affaires culturelles

(PB – B: + 9,8 millions; + 6,7%) (PB – C: + 19,9 millions; + 14,4%)

L'évolution des charges directes de ce département par rapport au budget 2001 est causée par les charges de personnel (+ 6,3 millions), par les subventions (+ 3,1 millions) et par les biens et services (+ 0,4 million).

Par rapport aux comptes 2000, la progression provient principalement des charges de personnel (+ 11,7 millions) et des subventions (+ 6,2 millions).

e) Sports et sécurité

(PB – B: + 4,2 millions; + 4,9%) (PB – C: + 1,3 million; + 1,4%)

L'essentiel de la progression des charges de ce département par rapport au budget 2001 est provoqué par les charges de personnel (+ 3,3 millions), suivi des subventions (+ 0,5 million) et des biens et services (+ 0,4 million).

Par rapport aux comptes 2000, la progression est due aux charges de personnel (+ 10,0 millions). A noter qu'en 2000 les frais de police étaient imputés dans ce département. Dès 2001, ils ont été transférés au département «Autorités».

f) Affaires sociales, écoles et environnement

(PB – B: + 12,6 millions; + 8,3%) (PB – C: + 26,3 millions; + 19,1%)

La progression des charges par rapport au budget 2001 est provoqué à parts quasi égales entre les subventions (+ 5,6 millions) et les charges de personnel (5,3 millions). Les biens et services progressent de 0,8 million, et l'ensemble des autres charges directes de 0,9 million.

Par rapport aux comptes 2000, les charges qui progressent le plus fortement sont les subventions (+ 14,3 millions), suivi des charges de personnel (+ 7,9 millions). Les autres charges progressent de 4,1 millions.

Conclusion

Par rapport au budget 2001, les charges directes de fonctionnement progressent de 25,0 millions, soit 3,8%. Celles-ci progressent de 89,5 millions par rapport aux comptes. Alors que les revenus nets progressent de respectivement 40,7 millions, soit 4,6%, et de 75,4 millions par rapport aux comptes. Même si la comparaison doit s'arrêter là en termes de rythme de progression, à cause de la réalité économique des charges financières, notamment les intérêts de la dette, il est néanmoins intéressant de constater que les revenus progressent de manière à couvrir les charges de la Ville de Genève. Cependant, il convient de demeurer prudent étant donné le caractère très volatile de la principale source de revenus, à savoir les impôts.

Par ailleurs, force est de constater que les deux natures de charges qui progressent le plus sont celles relatives au personnel et aux subventions.

Les charges financières progressent de 17,1 millions par rapport au budget 2001 et de 69,5 millions par rapport aux comptes, mais cette progression n'est imputable qu'à la volonté qu'a la Ville de Genève d'augmenter sa capacité d'auto-financement. Cela s'est donc traduit par une augmentation des amortissements complémentaires à hauteur de 23,0 millions, par rapport à 2001, et de 80,2 millions par rapport aux comptes 2000. Les charges d'intérêts au service de la dette régressent de 5,8 millions par rapport au budget et de près de 10 millions par rapport aux comptes.

1.3 Explications complémentaires par poste

Ce chapitre fournit des explications sur les postes les plus importants du projet de budget 2002 ainsi que sur ceux accusant une forte modification par rapport au budget 2001.

EXPLICATIONS DE CERTAINS GROUPES DE RUBRIQUES

Amortissements ordinaires patrimoine administratif (groupe 331)

Amortissements complémentaires patrimoine administratif (groupe 332)

Le détail par cellule des annuités d'amortissement budgétisées sera remis à chaque commission du Conseil municipal.

Subventions et allocations (chapitre 36)

Le détail et les comparaisons budgétaires 2001 et 2002 ainsi que les comptes 2000 figurent dans le tableau «Transferts à des tiers» du projet de budget 2002

(pages jaunes). Les mises à disposition de locaux et prestations gratuites à des tiers sont incluses dans ce chapitre.

Imputations internes (chapitre 39)

Groupe 390

Ce groupe de rubriques budgétaires enregistre les intérêts de la dette à charge des cellules de l'administration. La contrepartie se trouve dans le groupe 490 de la cellule 100153. Le détail de ces intérêts sera remis à chaque commission du Conseil municipal.

Le taux utilisé est de 4,40% pour le projet de budget 2002, de 5% pour le budget 2001 et de 4,83% pour les comptes 2000. Il comprend les frais d'emprunts.

Groupe 391

Il regroupe toutes les mises à disposition de locaux par des services de l'administration à d'autres services. La contrepartie se trouve dans le groupe 491.

Groupe 392

Il regroupe toutes les autres prestations entre services. La contrepartie se trouve dans le groupe 492.

Prestations du personnel pour des investissements (groupe 438)

Comme pour le budget 2001, les prestations de supervision des investissements (gestion technique, administrative et financière assumée par les services du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie) sont portées à charge des crédits d'investissements immobiliers concernés avec comme contrepartie le groupe 438.

Les taux calculés sur les dépenses annuelles relatives au crédit sont de 4% pour les constructions et de 5% pour les rénovations. Contrairement au budget 2001, aucun honoraire n'est calculé sur les acquisitions.

Pertes sur débiteurs (groupe 334)

Comme pour le budget 2001 et les comptes 2000, la provision pour pertes sur recouvrement des centimes additionnels est calculée à raison de 3% de la production des centimes (personnes physiques et morales).

Autorités

- 100 0002 312 Ventilation budget énergie, pris en charge auparavant par le Service de l'énergie.
- 101 0002 319 Augmentation de la valeur des acquisitions des dons d'honneur du Conseil administratif.
- 102 0002 427 Suppression de la mise à disposition gratuite de locaux en faveur de la Société d'histoire et d'archéologie, qui n'occupe plus les locaux de l'administration municipale.
- 103 001050 307 Réintroduction des indemnités complémentaires en faveur des retraités de la Ville.
- 104 001050 309 Au budget 2001, un montant d'un million de francs a été prévu pour les chômeurs.
- 105 001050 312 Ventilation budget énergie, pris en charge auparavant par le Service de l'énergie.
- 106 001050 319 Légère augmentation de la cotisation pour le Fonds de la formation professionnelle.
- 107 001050 334 Diminution des soldes de prêts d'achat d'années d'affiliation à la Caisse d'assurance du personnel en cas de décès ou d'invalidité.
- 108 001050 427 Transfert de la facturation des places de parking du personnel à la Gérance immobilière, cellule 100502, groupe 423.
- 109 7001 311 Acquisition d'ordinateurs portables pour de nouveaux conseillers municipaux.
- 110 8001 318 Ajustement des honoraires d'avocats et de notaires.
- 111 8001 351 Contestée, la participation aux frais de police n'a pas été budgétisée.
- 112 8001 367 Ajustement de la subvention «Coopération décentralisée» (anciennement intitulée «Soutien divers projets»).

Département des finances et de l'administration générale

- 113 100100 312 Ventilation budget énergie, pris en charge auparavant par le Service de l'énergie.

- 114 100100 441 Ajustement des revenus, concernant la vente à la criée, en fonction des comptes 2000.
- 115 100150 3XX Transfert de la cellule «Réception, Accueil 5, rue Hôtel-de-4XX Ville» à la Gérance immobilière, cellule 100508.
- 116 100152 420 Ajustement des intérêts sur comptes courants bancaires.
- 117 100152 421 Estimation à la hausse des intérêts sur placements à court terme, l'excédent de trésorerie étant plus important en 2002.
- 118 100152 426 Les dividendes des actions BCGe n'ont pas été budgétisés en raison des problèmes de restructuration de la BCGe.
- 119 100153 3XX Voir tableau de la dette publiée dans le projet de budget 2002.
- 120 100154 318 Diminution des frais d'emprunt grâce, d'une part, au recours aux placements privés moins coûteux que les emprunts publics et, d'autre part, à une diminution du volume des emprunts en 2002.
- 121 100180 318 Recalibrage de l'enveloppe globale de l'encouragement à 365 l'économie genevoise en fonction des réelles utilisations.
- 122 1002 314 Estimation à la baisse des réparations dues à des sinistres 436 (compensation sur groupe 436).
- 123 1002 492 Introduction au budget des primes d'assurances relatives aux bâtiments locatifs payées par le Service des assurances. La contrepartie se trouve dans différentes cellules de la Gérance immobilière, groupe 392.
- 124 100501 310 Ajustement des charges en fonction des comptes 2000.
- 125 100501 311 Divers aménagements pour améliorer les conditions de travail.
- 126 100501 313 Achat de diverses fournitures pour aménagements et autres.
- 127 100501 318 Augmentation des honoraires pour médiations.
- 128 100502 311 Ajustement des achats de conteneurs pour les déchets organiques.
- 129 100502 319 Ajustement des indemnités accordées à des locataires pour inconvénients et nuisances.
- 130 100502 334 Ajustement des pertes sur débiteurs en fonction des pertes potentielles.

- 131 100502 392 Primes d'assurances pour bâtiments payées par le Service des
100503 392 assurances.
100504 392
- 132 100503 318 Ajustement des honoraires de régie ordinaires selon l'état
locatif.
- 133 100504 311 Budgétisation des équipements spécifiques en fonction des
comptes 2000.
- 134 100504 314 Augmentation sensible du budget de ce groupe en tenant
compte des dépenses prévues pour les restaurants en fermage.
- 135 100504 318 Ajustement des honoraires de régie spéciaux basés sur les
dépenses d'entretien et augmentation des honoraires d'avocats
et de l'impôt immobilier.
- 136 100505 318 Adaptation des honoraires de régie ordinaires.
- 137 100505 427 Réévaluation des rentes de droits de superficie pour les par-
kings de Cornavin et Plainpalais, qui sont mis gratuitement à
la disposition des sociétés de parking.
- 138 100506 316 Introduction au budget de location de matériel et d'équipe-
ments spécifiques lors de manifestations.
- 139 100507 318 Budgétisation pour la première fois d'honoraires de régie spé-
ciaux à charge du propriétaire.
- 140 100507 319 Rente viagère de l'immeuble Châtelet 3.
- 141 100507 364 Réduction de valeur des locaux mis à la disposition des socié-
tés de parking.
- 142 100508 3XX Transfert de la cellule 100150 à la cellule 100508 «Réception
Accueil, 5, rue de l'Hôtel-de-Ville».
- 143 1006 314 Augmentation des contrats de nettoyage due à l'extension de
locaux (1,5 étage supplémentaire).
- 144 1006 319 Participation sous forme de cotisation à l'Association des taxes
professionnelles des communes genevoises.
- 145 1006 421 Estimation revue à la hausse des intérêts de retard sur pour-
suites.
- 146 100701 315 Transfert de la cellule 100701 à la cellule 100702 des groupes
100701 316 315 et 316.
100702 315
100702 316

- 147 100702 318 Augmentation des transports de mobilier effectués par des tiers, sur demande des services.
- 148 1009 311 Augmentation prévue pour le remplacement de matériel défectueux afin de limiter les frais d'entretien.

Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie

- 149 2001 364 Nouvelle subvention. Part Ville de Genève aux frais d'exploitation du bus ligne 35, desservant les Hôpitaux universitaires de Genève.
- 150 2001 469 Prélèvement sur le Fonds Zell, lié à l'extension du service de la ligne de bus 32 le dimanche.
- 151 2002 318 Hausse liée, d'une part, à l'organisation des Journées européennes du patrimoine et, d'autre part, augmentation nécessaire pour faire face aux analyses historiques dans les quartiers, en vue d'une meilleure appréciation du patrimoine.
- 152 2101 312 Ventilation budget énergie, pris en charge auparavant par le Service de l'énergie.
- 153 2101 318 Honoraires de prestations liés à la mise en place d'un système de maîtrise des coûts de construction, nécessitant un rattrapage des données existantes issues de l'expression de la Ville.
- 154 2102 310 Dans le cadre des nouvelles activités déployées par le service en matière d'information et de communication, le budget alloué à l'entretien du matériel photographique et audio-visuel nécessite une réadaptation.
- 155 2102 438 Dans la version finale acceptée par le Conseil administratif, la directive relative aux honoraires de promotion ne prévoit aucune rétribution sur les acquisitions d'immeubles.
- 156 2103 434 Ce groupe annule et remplace les groupes 451 et 452. Il correspond au produit de la facturation de prestations du Service d'urbanisme à des administrations diverses telles que celles prévues dans le cadre de l'OGEI (par exemple expertises en lien avec le Mémocité, planification scolaire).
- 157 210400 318 Diminution reportée à la rubrique «Salaires personnel temporaire» (groupe 301) en accord avec le Service des ressources humaines, pour l'engagement de stagiaires géographes, architectes, paysagistes et ingénieurs.

- 158 210450 314 Diminution relative à l'entretien et à la maintenance des installations d'éclairage public, certaines dépenses passant désormais par des crédits d'investissement.
- 159 2106 314 Augmentation liée à l'entretien des bâtiments publics (mise en place d'une attribution budgétaire par département). D'autre part, hausse des contrats d'entretien.
- 160 2106 318 Augmentation nécessaire pour la surveillance humaine de locaux non protégés par des systèmes automatiques. Elle permet de faire face aux dépenses programmées et aux imprévus.
- 161 210610 XXX Création d'une nouvelle section «Cours Autocad».
- 162 2107 316 En raison de la résiliation de stockage obligatoire du mazout, diminution de la location de réservoirs.
- 163 2107 436 Diminution du versement forfaitaire unique équivalent à la perte progressive du rabais SIG sur les achats d'énergie. L'exercice 2002 sera le dernier à prendre en compte ce remboursement.
- 164 230200 311 Obligation légale de remplacer des postes radio-téléphone des véhicules, effective au 1^{er} janvier 2003 (nouvelle fréquence d'émission).
- 165 230200 316 Augmentation du nombre de location W.-C. à entretien automatique.
- 166 230402 314 Hausse relative à une obligation légale d'entretien sous forme de contrats et de conventions relative à la sécurité des ponts, passerelles et quais.
- 167 230502 310 Augmentation liée à l'accroissement du nombre de pages concernant la conception et la réalisation du calendrier tous ménages.
- 168 230502 318 Augmentation du tonnage relative à la récupération des résidus ménagers, hausse de la taxe d'incinération.
- 169 230502 351 Augmentation des taxes courantes et du tonnage concernant l'élimination des ordures ménagères par l'usine des Cheneviers.
- 170 230502 431 Selon convention, participation de l'Etat relative aux dépôts sauvages des frigos sans vignette sur le domaine public.

- 171 230503 310 Hausse en raison de la conception, réalisation et distribution d'un guide de la propreté et d'affichettes de sensibilisation concernant les déjections canines. Intensification de la campagne d'information de proximité.
- 172 230503 314 Prestations supplémentaires relatives à l'initiative «Pour une ville propre».

Département des affaires culturelles

- 173 3001 312 Transfert des frais d'énergie de la cellule 3001 à la cellule 310100 312 310100.
- 174 3001 365 Transfert de plusieurs subventions sur les nouvelles cellules 310600.
- 310660 365 «Centre d'arts» et 310680 «Soutien au livre».
- 310680 365 (Voir tableau détaillé des subventions pour comparaisons.)
- 175 3002 XXX La cellule 3002 «Fonds municipal d'art contemporain» devient 310661 XXX 310661, même intitulé.
- 176 310661 316 Certaines dépenses concernant le Fonds municipal d'art 318 contemporain étaient jusqu'à présent prélevées sur le compte bilan du fonds.
- 177 310110 315 Augmentation des contrats d'entretien du matériel culturel.
- 178 310110 318 Diminution et transfert partiel des frais de surveillance sur la nouvelle cellule 310613 «Fête de la musique».
- 179 310110 365 Introduction de subventions relatives à des prestations en 427 nature (mise à disposition des locaux de l'Usine), la contrepartie de ces prestations figure sur le groupe 427.
- 180 310140 318 Augmentation des honoraires divers, une partie du Centre multimédia, ancienne appellation «Centre vidéo», sera dorénavant gérée par sous-traitance.
- 181 3102xx xxx Transfert des services 3102 «Art musical» et 3103 «Arts de la 3103xx xxx scène» au nouveau service 3106 «Service aux artistes et 3106xx xxx acteurs culturels» (exception pour le Victoria Hall anciennement 310255 qui devient 311000).
Voir tableau détaillé des subventions pour comparaisons, les budgets étant constitués principalement de subventions.
- 182 310250 XXX Concerts classiques, transfert de la cellule 310250 à la cellule 310610 XXX 310610.
- 183 310251 XXX Concerts populaires, transfert de la cellule 310251 à la cellule 310611 XXX 310611.

- 310351 XXX Fondation d'art dramatique, transfert de la cellule 310351 à la
310640 XXX cellule 310 640.
- 184 310500 310 Augmentation due aux affichages, dorénavant facturés par la
Société générale d'affichage et entièrement compensés par des
recettes supplémentaires budgétisées au Service des agents de
ville et du domaine public sur le groupe 427. (Ces affichages
ont été comptabilisés en 2000 mais non budgétisés en 2001.)
- 185 310500 318 Augmentation due, d'une part, aux honoraires pour graphistes
et, d'autre part, au développement du site Internet.
- 186 310500 365 Montant prévu en 2001 sur la cellule 310500 pour les
310580 365 subventions «Crédit commun jeunesse» et «Centre de loisirs.
310602 365 Ces deux subventions se trouvent respectivement sur les
cellules 310580 et 310602 au projet de budget 2002 (voir
tableau détaillé des subventions pour comparaisons).
- 187 310500 366 Transfert de la subvention «Bourse pour jeunes artistes» de la
310601 366 cellule 310500 à la cellule 310601.
- 188 310500 461 Augmentation de la participation de l'Etat à la subvention
310580 461 «Crédit commun jeunesse». (Recette budgétisée en 2001 sur la
cellule 310500, figurant au projet de budget 2002 sur la cel-
lule 310580.)
- 189 310500 439 Estimation à la baisse des recettes provenant de sponsoring.
- 190 310550 310 Frais d'impression destinés à la carte «Genève culture» ainsi
qu'à sa promotion.
- 191 310550 318 Les cachets concerts budgétisés en 2001 sur le groupe 318 ont
365 été transformés en subvention intitulée «Subvention aux divers
acteurs culturels».
- 192 310550 434 Estimation à la baisse des recettes provenant des billets
d'entrée.
- 193 310552 XXX «Echanges culturels», transfert de la cellule 310552 à la cel-
310603 XXX lule 310603.
- 194 310580 310 Frais d'impression destinés à la carte 20 ans/20 francs ainsi
qu'à sa promotion.
- 195 310613 XXX En 2001, le budget de la Fête de la musique était principale-
ment regroupé sur la cellule 310200. Au projet de budget
2002, toutes les charges et recettes concernant la Fête de la
musique figurent pour elles-mêmes sur la cellule 310613.

- 196 310614 365 La part de la subvention du Grand Théâtre destinée aux services
311000 365 lyriques OSR fait dorénavant partie de la subvention
«Orchestres professionnels» (cellule 310614). (Voir tableau
détaillé des subventions.)
- 197 320200 311 – Acquisition de mobilier et agencement spécifique pour le
nouveau bâtiment des Casemates.
– Renouvellement de 200 chaises utilisées au MAH à l'occa-
sion de vernissages et de concerts.
– Acquisition également d'appareils de climatisation pour le
MAH et le Musée Rath.
- 198 320200 316 Diminution des locations de dépôts.
- 199 320202 310 Augmentation due aux annonces publicitaires pour la réouver-
ture du Cabinet des estampes aux expositions temporaires.
- 200 320204 310 Diminution en raison de dépenses exceptionnelles prévues au
budget 2001.
- 201 320205 434 Ajustement des recettes provenant des billets d'entrée.
- 202 320206 310 Transfert de la cellule 320206 à la cellule 320254 des frais
320254 310 d'impression et d'annonces publicitaires destinés à la Nuit de
la science.
- 203 320206 311 Augmentation due principalement aux agencements de l'expo-
sition temporaire.
- 204 320206 316 Diminution des locations d'équipements, notamment ceux
destinés à des expériences.
- 205 320207 434 Ajustement des recettes provenant des billets d'entrée, l'expo-
sition temporaire n'étant programmée qu'à partir de l'automne
2002.
- 206 320250 311 Augmentation due aux aménagements de plusieurs expositions
320250 315 expositions, notamment «La renaissance en Savoie», «Les
parures triomphales» et «Le bijou suisse» ainsi qu'au finance-
ment de la muséologie de certaines expositions.
(Au budget 2001, les charges relatives aux aménagements des
expositions figurent sur le groupe 315.)
- 207 3203 310 Ecart dû principalement à la réédition de 2 catalogues très
demandés pour la vente et à l'augmentation des frais d'an-
nonces publicitaires ainsi que des frais de reliure.

- 208 3203 311 Remplacement et compléments d'équipements pour le département d'anthropologie audiovisuelle et acquisition d'une plieuse papier A/4.
- 209 3204 361 Transfert du groupe 361 au groupe 365 de «Mise à disposition de locaux à des tiers».
- 210 3204 434 Augmentation des recettes due à l'exposition «Les cavernicoles». (En 2001, aucune exposition payante n'a été prévue.)
- 211 3204 439 Estimation à la baisse des subsides et du sponsoring.
- 212 330100 452 Augmentation de la participation des communes aux frais de fonctionnement du service des bibliobus.
- 213 330200 438 La première phase de l'informatisation des anciens fichiers par du personnel temporaire prise en charge par le crédit d'investissement concerné sera terminée en automne 2001.

Département des sports et de la sécurité

- 214 400100 310 A la suite de nouvelles exigences de la TVA, les affichages effectués par la Société générale d'affichage ne sont plus gratuits. L'augmentation est due à cette nouvelle facturation et est entièrement compensée par une recette supplémentaire au Service des agents de ville, comptabilisée sur le groupe 427. (Ces affichages ont été comptabilisés en 2000 mais non prévus au budget 2001.)
- 215 400100 318 Augmentation des honoraires divers destinés au développement de la communication.
- 216 400201 310 Hausse provenant, d'une part, d'un transfert de frais de fournitures informatiques de la cellule 400204 et, d'autre part, d'une augmentation des frais de photocopies.
- 217 400201 311 Renouvellement de matériel de décoration pour manifestations (drapeaux, banderoles, panneaux).
- 218 400201 313 Transfert du groupe 319 au groupe 313 des achats de cadeaux.
319
- 219 400204 315 Augmentation due à la mise à niveau des nacelles et tracteurs.
- 220 400204 318 Diminution en raison d'une dépense exceptionnelle prévue en 2001 pour l'expertise de la piste du vélodrome.
- 221 400205 311 Acquisition de nouveau matériel et remplacements divers (lecteurs des tourniquets d'entrée aux Vernets et à Varembe, matériel de téléphonie).

- 222 400205 315 Augmentation des frais d'entretien de machines et outils spécifiques, contrats d'entretien des divers timbreuses, ainsi que des prestations de tiers (galvanisation, polissage, tableaux de chronométrage).
- 223 400206 313 Acquisition de divers matériaux pour les bassins de quartier, dont 8 panneaux de douches et des miroirs de surveillance.
- 224 400207 311 Augmentation due à divers remplacements et achats de matériel spécifique pour la patinoire des Vernets (effets lumineux, lames de surfaceuses à glace, sièges, buts de hockey, filets).
- 225 400207 427 Hausse provoquée par l'augmentation des tarifs et des contrôles (locations heures et abonnements) du parking des Vernets.
- 226 400208 311 Diminution en raison de dépenses exceptionnelles prévues lors de l'élaboration du budget 2001 (mise en passe du stade des Libellules).
- 227 400208 316 Transfert de la participation aux frais d'énergie et de nettoyage de la salle Henry-Dunant, selon convention Etat, aux groupes 312 et 314.
- 228 400208 352 Augmentation de la participation au financement de la Fondation des Evaux.
- 229 400208 436 Ajustement à la baisse des remboursements de frais de téléphone et d'électricité dû en partie à l'abandon de Balaxert.
- 230 4003 313 Augmentation due principalement au renouvellement d'émulsifiant (changement de produit suite à la toxicité d'un des composants) ainsi qu'à l'équipement de 15 nouvelles recrues.
- 231 4003 434 Nouvelle tarification des interventions des ambulances.
- 232 4004 311 Remplacement de divers aménagements (lave-vaisselle, karcher, appareils buanderie, etc.).
- 233 4004 316 Diminution liée à la dénonciation du contrat de location des ateliers à la rue du Môle en juin 2001.
- 234 4004 351 Hausse prévue pour la destruction des déchets de Richelien, (destruction des tubes fluorescents et des frigos, d'huile de vidange, de vieux fer et pièces).
- 235 4004 365 Augmentation de la part Ville de Genève à la construction d'abris antiaériens privés, selon facture de l'OCPC.

- 236 4004 367 Hausse due principalement à l'introduction de nouvelles prestations en nature (mise à disposition de chauffeurs), dont la compensation figure sur le groupe 434.
- 237 4004 461 Estimation à la baisse des subventions cantonales destinées aux rapports, cours et exercices de la Protection civile organisés par la Ville de Genève.
- 238 4007 334 Diminution des pertes sur créances prévues, car, selon la nouvelle loi, les pertes relatives aux contraventions sont absorbées par l'Etat.
- 239 4007 427 Hausse des revenus relatifs à la redevance SIG, à l'affichage SGA (compensés par une augmentation de dépenses dans le groupe 310 des services) et à de nouvelles taxes sur toute affiche ou enseigne publicitaire dans les commerces (nouvelle loi).
- 240 4007 436 Ajustement à la baisse des remboursements d'énergie ainsi que des frais de rappel et de poursuites.

Département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement

- 241 5002 310 Augmentation liée à l'étude de l'extension du service public (crèches, garderies et jardins d'enfants).
- 242 5002 314 Estimation à la hausse en ce qui concerne les contrats de nettoyage.
- 243 5002 318 Augmentation liée à l'étude de l'extension du service public (crèches, garderies et jardins d'enfants).
- 244 5002 364 Transfert de la subvention «Observatoire de la petite enfance» du groupe 365 «Institutions privées» au groupe 364 «Sociétés d'économie mixte».
- 245 5002 365 Augmentation relative à la création de 150 nouvelles places, ce qui permettra à plus de 375 enfants de fréquenter un lieu d'accueil petite enfance. L'application des mécanismes salariaux entraîne une hausse constante de la subvention aux institutions. Les salaires du personnel de la petite enfance représentent 75% de la subvention.
- 246 500300 310 Augmentation liée, d'une part, à la réédition de l'ancienne plaquette «Bonnes adresses» distribuée à un large public et,

d'autre part, aux moyens mis à la disposition de la diététicienne (restaurants scolaires) pour informations et publications aux enfants, associations et public. De plus, création d'une nouvelle cellule «Marché aux puces».

- 247 500300 311 Hausse liée au renouvellement d'équipements, appareils et mobilier des cuisines scolaires. D'autre part, prévisions d'aménagements de réfectoires complémentaires liées à l'accroissement du nombre d'enfants.
- 248 500300 313 Augmentation liée au nombre de cadeaux distribués à l'occasion des fêtes des écoles et création d'une nouvelle cellule «Espace création jeux».
- 249 500300 314 Renforcement de l'entretien des bâtiments scolaires, des places de jeux dans les parcs et préaux d'écoles.
- 250 500300 316 Estimation à la baisse des locations (bâtiments scolaires, matériel de fête, etc.). D'autre part, le bâtiment de l'école Dumas n'est plus en location.
- 251 500300 318 Hausse due principalement à l'augmentation des frais de transport liés à l'introduction de la chaîne du froid, et au nombre de livraison dans les réfectoires. D'autre part, estimation à la hausse des cachets des musiciens et orchestres lors des fêtes des écoles.
- 252 500300 351 Ecole climatique de Boveau. Participation proportionnelle au nombre d'enfants de la ville de Genève qui fréquentent cette institution. Montant adapté aux dépenses 2000, selon convention entre la Ville et l'Etat de Genève.
- 253 500300 352 Estimation à la hausse du coût de la participation de la Ville de Genève au Groupement intercommunal pour le parascolaire due à l'augmentation du nombre d'enfants et du taux de participation des communes.
- 254 500300 361 Subventions relatives à des prestations en nature. Mise à disposition de locaux à l'Instruction publique (nouvelle). La contrepartie se trouve dans la cellule 500300 groupe 423.
- 255 500300 365 Augmentation principalement due à la hausse de la subvention destinée aux restaurants scolaires.
- 256 500300 427 Diminution due au transfert de certaines mises à disposition de locaux gratuits à des tiers sur la cellule 5008.

- 257 500300 436 Estimation à la hausse de la refacturation de dégâts à des tiers et des remboursements des frais téléphoniques des enseignants.
- 258 500301 434 Refacturation patrouille scolaire pour l'Ecole internationale à la commune de Chêne-Bougeries. Transfert de la cellule 500300 groupe 434.
- 259 5004 310 Augmentation relative à la publication du patrimoine dendrologique.
- 260 5004 314 Augmentation relative à un projet de nouvelle conception pour massifs et rues fleuries ainsi qu'une revalorisation des parcs Gourgas et des Acacias. D'autre part, mise en place d'une structure de nettoyage des espaces verts publics lors de manifestations, durant les week-ends et les jours fériés.
- 261 5004 318 Augmentation liée aux taxes poids lourds et impôts sur les véhicules du service, et budgétisation de mandats conceptuels relatifs à la revalorisation des espaces verts.
- 262 5004 351 Ajustement à la hausse des frais de destruction des résidus imputrescibles.
- 263 5005 310 Remise d'un livre à chaque nouveau-né en ville de Genève dont les parents sont domiciliés en ville de Genève, non reconduite en 2002.
- 264 5006 366 Adaptation de la participation de la Ville de Genève aux frais d'obsèques gratuites selon l'article 13 du règlement des cimetières et du crématoire de la Ville de Genève.
- 265 500700 311 Ajustement à la hausse due principalement à l'achat de matériel destiné à l'atelier informatique pour personnes âgées et handicapées, et à la création d'une nouvelle cellule «Aînés et nouvelles technologie».
- 266 500700 314 Augmentation des contrats de nettoyage liée à la mise à disposition de nouveaux locaux aux centres d'action social et de santé (CASS).
- 267 500700 351 Les enquêtes effectuées et refacturées auparavant par l'Office cantonal des personnes âgées pour l'octroi et le maintien des allocations sociales sont désormais assurées par le Service social de la Ville de Genève.
- 268 500700 365 Diminution principalement due à la suppression de la subvention à l'Association des aides-ménagères à domicile.

- 269 500700 366 Augmentation des subventions «Actions sociales exclusion» et «Organisation d'excursions et de vacances pour bénéficiaires». D'autre part, introduction au budget d'une nouvelle subvention «Aînés et nouvelles technologies».
- 270 500700 434 Transfert partiel du groupe 436 dans le groupe 434 et estimation à la hausse de la participation financière des bénéficiaires aux séjours de vacances, excursions et autres manifestations organisées par le service.
- 271 500700 436 Transfert partiel du groupe 436 dans le groupe 434, relatif à la participation financière des bénéficiaires aux séjours de vacances, excursions et autres manifestations organisées par le service.
- 272 5008 311 Estimation à la hausse relative aux machines, appareils et équipements spécifiques des centres de loisirs, des auberges de jeunesse, de la Résidence Voltaire et des locaux en gestion accompagnée.
- 273 5008 316 Nouvelles locations prévisibles, relatives aux arcades ou locaux en gestion accompagnée.
- 274 5008 317 Indemnités et frais de déplacements non prévus au budget 2001.
- 275 5008 318 Augmentation relative à de nouvelles animations dans le cadre des Fêtes de Genève et du 400^e anniversaire de l'Escalade. D'autre part ajustement à la hausse des frais de téléphones du service.
- 276 5008 364 Augmentation de la subvention octroyée à «Noctambus» et comptabilisation des affichages par la Société générale d'affichage (Noctambus) compensée par des recettes complémentaires de perception de taxes sur le domaine public.
- 277 5008 365 Ecart principalement dus à l'augmentation des subventions suivantes: «Diverses organisations activités jeunesse», «Association Le Chalet», «Centres aérés divers» et «Centres de loisirs». D'autre part, introduction d'une nouvelle subvention «Copyart».
- 278 5008 423 Transfert des recettes provenant du loyer de la résidence Le Voltaire du groupe 423 au groupe 427.
- 279 5008 427 Transfert des recettes provenant du loyer de la résidence Le Voltaire du groupe 423 au groupe 427; d'autre part, transfert

de certaines mises à disposition de locaux gratuits à des tiers de la cellule 500300.

- 280 5008 436 Refacturation des frais de téléphones des Maisons de quartier de Saint-Jean et de Plainpalais.
- 281 5008 451 Participation de l'Etat aux frais des promotions citoyennes. Lors du transfert en 2001 de certaines activités du Service des écoles (500300) à la Délégation à la jeunesse, ce montant a été oublié.

Comparaison avec le budget 2001 et les comptes 2000
Charges (tableaux N^{os} 4 et 5)

La structure des charges qui apparaissent au budget de fonctionnement évolue globalement comme suit entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002:

	<i>(en millions de francs)</i>				
	<i>PB 2002</i>	<i>B 2001</i>	<i>C 2000</i>	<i>Ecart PB-B</i>	<i>Ecart PB-C</i>
Charges de fonctionnement directes	789,0	770,1	710,2	19,0	78,8
Amortissements	140,7	117,6	60,5	23,1	80,2
Total des charges nettes	929,7	887,7	770,7	42,1	159,0

Globalement, les charges nettes du projet de budget 2002 progressent de 42,1 millions par rapport au budget 2001, et de 159 millions par rapport aux comptes 2000.

L'évolution des charges, classées par nature, entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002, s'explique comme suit:

Chapitre 30: Charges de personnel (+ 22,3 millions; + 7,0%)

Les charges de personnel augmentent de 22,3 millions de francs (+ 7,0%) par rapport au budget voté 2001, et de 47,1 millions de francs (+ 16,0%) par rapport aux comptes 2000.

L'augmentation importante par rapport aux comptes 2000 est imputable en majeure partie au déblocage des mécanismes salariaux, qui jouent en plein dès l'exercice 2001. La part d'évolution des charges relatives au coût de la vie s'élève à + 1,6% pour 2001 et à + 1,7% pour 2002. (A noter que l'indexation des salaires à l'évolution du coût de la vie n'a jamais été supprimée, y compris lors de la période de gel des mécanismes salariaux.) La réintroduction des annuités automatiques (ordinaires et extraordinaires) représentent 2,5% de la masse salariale annuelle en 2001 et en 2002, sans compter l'impact du rattrapage des cotisations de la Caisse d'assurance du personnel (plus de 2% de la masse salariale).

Par ailleurs, 2001 sera marquée comme étant l'année de la régularisation des «faux temporaires». En effet, depuis plusieurs années, des employés de la Ville de Genève travaillaient sous contrat temporaire alors que la durée de leur mandat au sein de la Ville s'apparentait plus à un contrat de durée indéterminée. Ces cas-là voient leur situation contractuelle se régulariser.

Dès 2002, une enveloppe spécifique de 2 millions est consacrée à la politique de mobilité ainsi qu'aux mesures favorisant les retraites anticipées (PLEND). Auparavant, le financement de ces mesures se faisait par prélèvement linéaire sur la masse salariale à la disposition des services.

Au chapitre des économies, il est à relever que le Conseil administratif désire maintenir la pression sur l'évolution des charges de personnel en continuant à geler au projet de budget 2002 l'équivalent de 50% des postes vacants. Ce qui représente une économie de 7 millions de francs sur la masse salariale 2002.

Les groupes de charges de personnel qui ont évolué de manière significative entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002 sont les suivants:

(en millions de francs)

Groupe de charge	Comptes 2000	Budget 2001	PB 2002	Ecart Comptes- PB	Ecart Budget- PB
Traitements réguliers	181,6	200,3	218,5	+ 39,9	+ 18,2
Traitements temporaires	19,2	10,3	7,2	- 12,0	- 3,1
Prime de fidélité	16,2	17,4	18,5	+ 2,3	+ 1,1
Service supplémentaire (indemnité)	1,2	0,8	1,4	+ 0,2	+ 0,6
Indemnités de nuisances	4,2	4,6	4,1	- 0,1	- 0,5

Chapitre 31: Biens, services et marchandises (+ 2,1 millions; + 1,4%)

L'évolution de ce chapitre par rapport au budget 2001 est relativement faible (+ 2,1 millions; + 1,4%) et est inférieure à la progression du coût de la vie 2001 (+ 1,7%).

Par contre, l'évolution par rapport aux comptes 2000 (+ 23,8 millions; + 18,9%) est importante.

Ces écarts s'expliquent principalement par l'évolution des groupes suivants:

(en millions de francs)

Groupe	Comptes 2000	Budget 2001	PB 2002	Ecart Comptes- PB	Ecart Budget- PB
Entretien des immeubles	37,2	51,1	51,4	+ 14,2	+ 0,3
Honoraires et prestations de tiers	28,4	32,7	32,6	+ 4,2	- 0,1

A noter la volonté du Conseil administratif au niveau de l'élaboration du projet de budget 2002 (valable aussi pour le 20^e PFQ 2002-2005) de n'ajuster ce chapitre, par rapport au budget 2001, qu'à concurrence de l'évolution du coût de la vie et à la condition que ce chapitre ne dépasse pas 150 millions en 2002. Avec 149,7 millions au projet de budget 2002, l'objectif est atteint.

Chapitre 32: Intérêts passifs (- 5,8 millions; - 6,9%)

Ce chapitre prévoit une diminution de charges substantielle de 5,8 millions par rapport au budget 2001 et de 9,8 millions (soit - 11,1%) par rapport aux comptes 2000.

Grâce à une gestion rigoureuse, à la recherche des meilleures conditions d'emprunts et à l'utilisation des possibilités offertes par les instruments financiers dérivés, nous arrivons à gérer l'ensemble du portefeuille de la dette de manière proactive dans un cadre et à but de protection exclusivement.

Par ailleurs, la volonté clairement affichée du Conseil administratif et du Conseil municipal en faveur d'un désendettement de la Ville de Genève renforce la maîtrise de l'évolution des intérêts passifs par une augmentation prévisionnelle de l'autofinancement et, par là, une diminution du renouvellement des emprunts.

En représentant plus de 200% de l'ensemble de nos revenus de fonctionnement (valeur à fin 2000), notre stock de dette est malheureusement trop élevé pour être considéré comme sain par les organismes de notation tels que Standard & Poors. Pour arriver à ce niveau d'emprunt recommandable, nous devrions tendre vers un palier qui ne devrait pas excéder 100% de nos revenus de fonctionnement annuels.

A noter que le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette se situe en 2002 en dessous de 4,5%. Grâce à la gestion susmentionnée, nous pouvons garantir aujourd'hui un maintien, voire une diminution du niveau du taux moyen jusqu'en 2005 (utilisation des «futures»).

Chapitre 33: Pertes sur débiteurs (- 0,2 million; - 1,0%)

Après la réduction drastique (- 18,5 millions) des pertes sur débiteurs prévisionnelles portées au budget 2001 par rapport aux comptes 1999, nous stabilisons celles-ci en 2002 autour de 21 millions pour l'ensemble de la Ville de Genève. Sur cette somme, il faut préciser que nous continuons à budgétiser les «pertes sur débiteurs impôts» à hauteur de 3% des rentrées fiscales prévisionnelles «personnes physiques» et «personnes morales».

Chapitre 34: Contribution à d'autres collectivités (+ 0,1 million; + 0,8%)

La rétrocession des impôts aux communes frontalières n'évolue que très légèrement.

Chapitre 35: Dédommagement à des collectivités publiques (- 9,5 millions; -19,4%)

Le Conseil administratif a décidé de supprimer unilatéralement la charge relative aux frais de police dès 2002, soit une économie potentielle pour la Ville de Genève de 12 millions de francs. Pour rappel, ces frais nous sont facturés par le Canton à titre de participation de la Ville de Genève aux prestations de police cantonale sur son territoire. Historiquement, le Canton rétrocède une partie de la taxe sur les carburants à la Ville de Genève afin d'aider cette dernière au financement et à l'entretien des artères municipales ayant un caractère de routes cantonales. Cette participation est grosso modo toujours égale aux frais de police qui nous sont facturés, avec un léger boni en faveur de la Ville de Genève.

Par ailleurs, l'augmentation prévisionnelle des centimes additionnels entraîne un accroissement prévisionnel des frais de perception cantonaux de ceux-ci à hauteur de 0,9 million de francs par rapport aux comptes et de 3,5 millions par rapport au budget.

Les frais de levée des résidus ménagers augmentent de 0,7 million par rapport au budget 2001 et de 2,5 millions par rapport aux comptes.

Les frais de participation communale de la Ville de Genève aux activités parascolaires progressent de 0,7 million de budget à budget, et de 1,1 million par rapport aux comptes.

Chapitre 36: Subventions et allocations (+ 10,0 millions; + 7,3%)

Les subventions accordées par la Ville de Genève progressent de 10 millions par rapport au budget 2001, et de 22,5 millions par rapport aux comptes, soit + 18,2 %.

Les plus fortes progressions concernent les institutions privées. Dans ce groupe, les domaines de la prévoyance sociale et de la culture sont à l'origine des plus fortes progressions. Respectivement + 6,3 millions et + 6,3 millions par rapport aux comptes, et + 4,1 millions et + 3,3 millions par rapport au budget 2001.

Le détail des subventions prévues est indiqué dans les pages jaunes du projet de budget 2002.

Chapitre 33: Amortissements ordinaires et complémentaires (+ 23,1 millions; + 19,6%)

Cette progression par rapport au budget 2001 s'explique par l'augmentation des amortissements complémentaires, qui passent de 57,0 millions en 2001 à 80,0 millions en 2002.

Par rapport aux comptes, la progression est encore plus significative (+ 80,2 millions), car le recours aux amortissements complémentaires a débuté en 2001.

Les amortissements complémentaires permettent, en accord avec le Département de l'intérieur, d'améliorer considérablement l'autofinancement, d'une part, et, d'autre part, d'éviter des surprises lors des boucllements de crédits extraordinaires qui auraient accumulés des dépassements entre les dépenses effectives et les annuités d'amortissements réglementaires, et qui devraient être amorties sur une période courte. (Avant l'échéance légale correspondant au nombre d'annuités votées (par exemple 5 annuités de 2002 à 2006).

Revenus (tableaux N° 1)

La structure des revenus qui apparaissent au budget de fonctionnement évolue globalement comme suit entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002:

(en millions de francs)

	<i>PB 2002</i>	<i>B 2001</i>	<i>C 2000</i>	<i>Ecart PB-B</i>	<i>Ecart PB-C</i>
Revenus nets de fonctionnement	933,7	893,1	858,3	40,7	75,4

Globalement, les revenus nets du projet de budget 2002 progressent de 40,7 millions par rapport au budget 2001 et de 75,4 millions par rapport aux comptes 2000.

L'évolution des revenus, classés par nature, entre les comptes 2000, le budget 2001 et le projet de budget 2002 s'explique comme suit:

Chapitre 40: Impôts (+ 40,0 millions; + 5,8%)

Ce chapitre progresse substantiellement, que ce soit par rapport au budget 2001 (+ 40,0 millions; + 5,8%) ou par rapport aux comptes 2000 (+ 71,2 millions; + 10,7%). Cette évolution favorable est essentiellement le fait des personnes physiques, qui progressent de respectivement 23,9 millions (+ 5,0%) et de 65,4 millions (+ 15,0%). Les personnes morales progressent de 5,1 millions (+ 3,9%) par rapport au budget et de 3,9 millions (+ 3,0%) par rapport aux comptes.

La taxe professionnelle communale progresse légèrement par rapport aux précédents comptes, c'est-à-dire de 0,9 million (+ 1,0%), et de 8,8 millions (+ 11,3%) par rapport au budget 2001.

Pour rappel, l'évolution des centimes additionnels des personnes physiques bénéficie de trois facteurs favorables depuis l'année 2000. Premièrement, le Canton de Genève voit les fruits de sa politique de réorganisation interne au sein de l'administration fiscale, se traduisant par une augmentation de la productivité et par un meilleur suivi des contribuables. Deuxièmement, par l'introduction du nouveau système de taxation, qui passe ainsi du *praenumerando* au *postnumero*. Ce qui précède provoque un relèvement de l'assiette fiscale de référence qui passe de N -1 à N. Et, troisièmement, la conjoncture économique favorable au niveau de la croissance et au niveau du plein emploi.

Au niveau des prévisions, nous suivons les recommandations du Département des finances du Canton (progression de 18,7% des revenus des personnes physiques sur la base des comptes 1999, en prévision du budget 2001 (cf. lettre de M^{me} Calmy-Rey du 4 septembre 2000), ainsi que celles du groupe de perspectives économiques dont la Ville de Genève fait partie. Evolution prévisionnelle calculée à partir des taux d'inflation et de croissance nationale (PIB) retenus par le groupe. Ces taux de progression font référence dans l'attente des prévisions communiquées par M^{me} Calmy-Rey au mois de septembre de chaque année. Ces dernières prévisions sont plus précises, car elles intègrent dans leur modèle, en plus des éléments macro-économiques, des éléments de progression purement fiscaux non portés à la connaissance du groupe de perspectives économiques.

Chapitre 42: Revenus des biens (+ 1,8 million; + 1,4%)

Ce chapitre progresse de 1,8 million par rapport au budget 2001, soit + 1,4%, et de 5,2 millions (+ 4.3%) par rapport aux comptes 2000.

La progression la plus significative provient des revenus des immeubles du patrimoine administratif (+ 3,2 millions par rapport au budget 2001 et + 5,3 mil-

lions par rapport aux comptes 2000). Ces progressions sont essentiellement le fait de l'application des directives (cf. loi sur la gestion administrative de l'Etat applicable aux communes genevoises) en matière de comptabilisation des prestations en nature offertes par la Ville de Genève. Les contreparties de ces progressions sont comptabilisées dans les charges de subventions de la Ville de Genève.

A noter une baisse substantielle prévisionnelle des participations permanentes du patrimoine administratif (groupe 426), de 2,8 millions par rapport au budget 2001 et de 1,9 million par rapport aux comptes 2000. Cette diminution est due au dividende sur les actions de la Banque cantonale de Genève (BCGe) que la Ville de Genève ne prévoit pas de percevoir en 2002, étant donné la réorganisation en cours de ladite banque.

Chapitre 43: Revenus divers (- 1,3 million; - 2,9%)

Les revenus des biens régressent de 1,3 million par rapport au budget 2001 (- 2,9%), mais augmentent par contre de 1,3 million par rapport aux comptes 2000.

Les groupes à l'origine de ces diminutions prévisionnelles sont ceux relatifs aux dédommagements de tiers (groupe 436) et aux prestations du personnel pour des investissements (groupe 438). En effet, ces groupes budgétaires ont une nature difficilement prévisible étant donné leur volatilité.

Les interventions du Service d'incendie et de secours contribuent quant à elles à améliorer ce chapitre de 0,6 million tant par rapport au budget qu'aux comptes.

Chapitre 44: Parts et contributions (- 0,1 million; - 7,0%)

Cette diminution par rapport au budget 2001 est négligeable. Elle l'est encore plus par rapport aux comptes 2000, car l'écart est de + 0,02 million.

La diminution est essentiellement le fait de deux recettes cantonales. La première concerne la part de la Ville de Genève aux ventes à la criée et la deuxième part aux impôts spéciaux (impôt sur les bénéfices d'aliénation et de remises de commerces, impôt sur les bénéfices immobiliers).

Chapitre 45: Dédommagement de collectivités publiques (+ 0,2 million; + 0,7%)

Ce chapitre enregistre une légère progression par rapport au budget (+ 0,2 million), essentiellement dû aux dédommagements que les communes

genevoises versent au service des bibliothèques municipales pour les prestations des Bibliobus».

Une légère régression par rapport aux comptes (- 0,1 million) est néanmoins prévue.

Chapitre 46: Subventions acquises (+ 0,1 million; + 4,7%)

Les subventions acquises ne progressent guère par rapport au budget 2001, et n'appellent de ce fait pas de commentaires particuliers. Cependant, celles-ci régressent de près de 2,0 millions par rapport aux comptes 2000. Pour environ la moitié, cette diminution est due à des subventions versées par des tiers, notamment au domaine de la petite enfance, et, pour l'autre moitié, à des versements du Fonds d'équipements communal. L'un et l'autre de ces versements sont de nature aléatoire et ponctuelle, ce qui explique, selon le principe de prudence, qu'ils ne sont pas budgétisés.

B. Budget d'investissements et financement

1. Investissements

En 2002, l'effort devrait porter principalement sur les types d'investissements suivants (investissements bruts):

1. Aménagement du domaine public	28%
2. Les écoles	7%
3. Le logement	16%
4. La culture et les loisirs	9%
5. L'hygiène et la salubrité publique	11%

Ces cinq chapitres représentent à eux seuls 71% des charges d'investissements brutes prévues l'an prochain.

2. Financement

Le financement du programme d'investissements 2002 est largement expliqué au chapitre III «Politique du Conseil administratif en 2002».

Le tableau présenté ci-après permet de comparer, par rapport au budget 2001, le mode de financement des investissements.

	<i>(en millions de francs)</i>	
	<i>PB 2002</i>	<i>Budget 2001</i>
Investissements nets	104	122
Autofinancement	145	123
Excédent d'autofinancement	41	1
Autofinancement en %	139,4	100,8

Le taux d'autofinancement prévisionnel des investissements pour 2002 est de 139,4%.

Les investissements programmés pour 2001 et 2002 se répartissent comme suit:

	<i>(en millions de francs)</i>			
	<i>2002</i>		<i>2001</i>	
	<i>Fr.</i>	<i>%</i>	<i>Fr.</i>	<i>%</i>
Patrimoine financier	19	18,3	18	14,8
Patrimoine administratif	85	81,7	104	85,2
Total	104	100,0	122	100,0

V. PROJETS D'ARRÊTÉS

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 30, lettres a), b), c) et g), 74, alinéa 5, et 77 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Arrêté 1. – Budget administratif et mode de financement

Article premier. – Budget de fonctionnement

Fr.

Les charges du budget de fonctionnement de la Ville de Genève sont arrêtées à	1 010 773 156
sous déduction des imputations internes de	81 071 040
soit un total des charges nettes de	<u>929 702 116</u>

et les revenus à	1 014 816 476
sous déduction des imputations internes de	81 071 040
soit un total des revenus nets de	<u>933 745 436</u>

L'excédent de revenus présumé s'élève à 4 043 320 francs.

Art. 2. – Budget des investissements

Le budget des investissements se présente de la manière suivante:

Fr.

a) patrimoine administratif	
dépenses	90 310 224
recettes	5 573 000
investissements nets	<u>84 737 224</u>
b) patrimoine financier	
dépenses	19 397 776
recettes	0
investissements nets	<u>19 397 776</u>
c) total	
dépenses	109 708 000
recettes	5 573 000
investissements nets	<u>104 135 000</u>

Le budget des investissements est approuvé à titre de plan de trésorerie pour la part des crédits résultant d'arrêtés particuliers votés et sous réserve de ceux qui doivent l'être.

Art. 3. – Mode de financement

Les investissements nets sont autofinancés comme suit:

Fr.

Fr.

a) patrimoine administratif		
investissements nets		84 737 224
amortissements ordinaires	60 457 565	
amortissements complémentaires	80 000 000	
excédent de revenus de fonctionnement	<u>+ 4 043 320</u>	
autofinancement		<u>144 500 885</u>
excédent de financement		59 763 661

b) patrimoine financier		
investissements nets		19 397 776
amortissements (autofinancement)		<u>200 155</u>
insuffisance de financement		19 197 621
c) total		
investissements nets		104 135 000
amortissements ordinaires	60 657 720	
amortissements complémentaires	80 000 000	
excédent de revenus de fonctionnement	<u>+ 4 043 320</u>	
autofinancement		<u>144 701 040</u>
excédent de financement		40 566 040

Art. 4. – Compte de variation de la fortune

Fr.

L'augmentation présumée de la fortune de la Ville de Genève s'élève à 4 043 320 correspondant à l'excédent de revenus du budget de fonctionnement.

Art. 5. – Dérogation

Ce budget comporte une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les crédits budgétaires relatifs aux dépenses d'acquisitions de collections.

Arrêté 2. – Centimes additionnels*Article premier*

Le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément des impôts cantonaux de l'exercice 2002, en conformité de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887, article 291 et suivants, est fixé à 45,5.

Art. 2

Le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2002 par les personnes domiciliées ou séjournant plus de trois mois dans la commune, en conformité des articles 291 et 293, lettre C, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887, est fixé à 100.

Art. 3

Le Conseil administratif est chargé de s'adresser au Conseil d'Etat pour le prier de prendre un arrêté approuvant, en ce qui concerne la Ville de Genève, le nombre de 45,5 centimes additionnels à appliquer en supplément des impôts cantonaux et de 100 centimes additionnels à appliquer en supplément de l'impôt sur les chiens pour l'exercice 2002.

Arrêté 3. – Emprunts

Article premier

Le Conseil administratif est autorisé à faire usage des nouveaux instruments financiers dans un but de protection et de réduction des coûts des emprunts.

Art. 2

Le Conseil administratif peut également renouveler sans autre, en 2002, les divers emprunts qui viendront à échéance et procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables.

M. Manuel Tornare, maire. Avant de passer la parole au magistrat chargé des finances, Pierre Muller, permettez-moi de vous faire part brièvement de quelques principes qui ont présidé à l'élaboration de ce projet de budget, qui me semble être, comme je l'ai dit un peu partout dans la presse, un bon budget, cela pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, je mentionnerai le principe du développement durable – qui est également un des axes principaux de la politique de ce Conseil administratif et du développement économique et social pour tous: nous aidons des petites et moyennes entreprises à s'installer à Genève, mais nous n'oublions pas tous ceux qui sont un peu marginalisés par la croissance et nous faisons un effort considérable dans le domaine social. Nous pensons aussi à permettre l'accès aux nouvelles technologies pour le plus grand nombre des citoyens. Vous avez vu les expériences qui ont été faites par la Ville de Genève dans ce domaine et nous les continuerons.

On trouve aussi parmi ces principes le développement d'un service public de proximité ainsi que l'aménagement d'infrastructures sportives ou culturelles à l'échelle régionale, mais peut-être que mes collègues Vaissade et Hediger en parleront dans un instant. Je pense qu'il s'agit d'un axe important du travail du Conseil administratif

Un autre axe important est la promotion d'une politique de coopération digne de la réputation de Genève. Je sais que la majorité d'entre vous le souhaite et ce point est donc inscrit dans le projet de budget 2002. Il faut vraiment dans ce domaine-là une meilleure lisibilité, une clarification de la politique de la Ville.

Nous avons aussi l'intention, comme vous le savez, de mettre en place des outils de pilotage permettant de mieux contrôler les subventions.

Nous avons enfin un projet de budget qui est lié essentiellement au programme de législature – je vous renvoie donc au discours de législature. Je pense qu'on ne peut pas nous soupçonner, au Conseil administratif, de ne pas mettre en pratique les idées et le programme politique que nous avons élaborés au début de cette législature et qui ont été, bien évidemment, approuvés par la majorité du Conseil municipal.

J'ajouterai encore deux ou trois mots concernant ce projet de budget. Une analyse très fine des subventions a été faite par le Conseil administratif, car vous savez que, durant la période de crise, certains subventionnés ont souffert d'une diminution des subventions. Il y a aussi certaines sociétés, certains groupes, certaines fondations, certaines associations dans le domaine socioculturel ou sportif dont les demandes de subventions ont malheureusement parfois été écartées par la Ville. Nous avons mené une réflexion qui va souvent dans le sens

du Conseil municipal, puisque des motions, des résolutions, interpellations, questions orales ou écrites ont été déposées par les conseillers municipaux. Nous jouons, encore une fois, la partition que le Conseil municipal souhaite nous voir jouer.

Nous avons également fait un effort concernant le chapitre 31, «Biens, services et marchandises», en l'indexant au coût de la vie. Il s'agit là, encore une fois, de la volonté de certains groupes politiques.

En ce qui concerne l'autofinancement, si vous prenez les documents que nous vous avons remis, vous constaterez que, depuis 1999, nous sommes en autofinancement. C'est un fait qu'il convient quand même de souligner, car certains l'oublient.

On parlera dans un instant des 36 millions de francs de recettes en moins évoqués dans la lettre de Micheline Calmy-Rey, mais j'aimerais quand même dire que pendant les années 80 – sans vouloir politiser bêtement – lorsque l'Entente avait la majorité au Conseil municipal et au Conseil administratif, alors qu'on était en période de prospérité, celle-ci s'est peu préoccupée du remboursement de la dette, qui est maintenant de 100 millions sur quatre ans.

Vous n'avez qu'à prendre les tableaux réalisés par le département de M. Pierre Muller et vous constaterez que le remboursement de la dette s'est accru ces dernières années, ce dont nous sommes fiers. Nous voulons continuer dans ce sens, c'est une question de bonne gestion.

En ce qui concerne le personnel, il est vrai qu'un effort de création de 99,5 postes vous est proposé. Nous pensons que, pendant de nombreuses années, lors des périodes de crise des années 90, certains services ont été bloqués dans leurs activités et qu'il convient maintenant de desserrer un peu l'étau. Il n'est pas normal que certains fonctionnaires soient vraiment peu secondés. Par ailleurs, nous voulons partager le travail, c'est également un axe très fort de notre politique.

Je rappelle qu'il y a quand même eu un déblocage des mécanismes salariaux cette année pour les fonctionnaires de notre Ville et c'est là une avancée sociale considérable. Il faut aussi rappeler que, dans le projet de budget 2002, un effort considérable a été fait pour le personnel temporaire.

Concernant ce type de personnel, il y a eu une première tranche d'engagements, comme vous le savez, ce printemps. Il y aura une seconde tranche en automne. Bien évidemment, tout cela se chiffre et doit être répercuté dans le budget.

Je dirais que, dans le domaine social, pour donner quelques exemples ou faire un inventaire à la Prévert, le turbo va continuer à être mis en ce qui concerne les

institutions de la petite enfance, puisque 150 places supplémentaires vont être créées en 2002. Il faut multiplier ce chiffre par trois, puisqu'en réalité il faut multiplier une place par 2,5 ou 3 enfants. C'est donc un effort substantiel qui sera fourni.

Dans le domaine culturel, des avancées importantes sont aussi inscrites dans le budget 2002 et Alain Vaissade en parlera tout à l'heure.

En ce qui concerne l'entretien des immeubles, Christian Ferrazino le rappelle souvent, pendant de nombreuses années, les immeubles de la Ville n'ont pas été suffisamment entretenus. Les locataires nous le disent, les articles de journaux aussi et cette situation n'est pas normale. Je crois que notre politique de conservation des biens immobiliers de la Ville, vous la souhaitez aussi.

Enfin, pour en revenir aux propos de M. Bernard Lescaze, nous, conseillers administratifs, ne renonçons pas à nos prérogatives en ce qui concerne le budget. Je vous rassure, Monsieur Lescaze, mais vous connaissiez notre réponse. Un correctif budgétaire vous sera bien évidemment proposé et présenté à la commission des finances et aux différentes commissions dans lesquelles le budget sera renvoyé. Il ne faut pas oublier que la situation n'est vraiment pas catastrophique, que nous avons un boni que nous connaissons et que nous continuerons à avoir un boni pour 2002, malgré les 36 millions de recettes en moins annoncés par Micheline Calmy-Rey lundi.

Peut-être que les prévisions de M^{me} Calmy-Rey sont un peu pessimistes, nous sommes en période électorale, il faut donc être assez prudent! Nous avons vu dans le passé que nous étions souvent «décus en bien», comme on dit en Suisse, quand nous recevions les comptes définitifs. Evidemment, ceux qui veulent baisser les impôts ont un discours qui vise à effrayer la population. Nous connaissons votre «tentative» politique, Monsieur Lescaze; en plus, celle-ci était vraiment téléguidée par l'approche des élections au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. Nous n'allons pas tomber dans ce débat-là, le Conseil administratif reste serein et vous présentera donc ce correctif budgétaire dans des délais rapprochés.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Comme je l'ai dit lors de la séance précédente, en préambule, dans les communications du Conseil administratif, notre Conseil a reçu une lettre de M^{me} Calmy-Rey à l'adresse du maire, Manuel Tornare, concernant l'estimation du produit de l'impôt 2002. Je vais me limiter à vous donner quelques chiffres.

Il vous faut comprendre pour quelle raison nous serons obligés de venir présenter au Conseil municipal d'ici quelques jours ou quelques semaines un correctif budgétaire. Au chapitre 3.3, «Evaluation de la production du centime

communal, personnes physiques et personnes morales», M^{me} Calmy-Rey nous communique certaines informations que je vais commenter et qui sont à mettre en rapport avec la plaquette que vous avez reçue, du moins pour ceux qui étaient à la commission des finances, avec une évaluation du centime additionnel communal.

La différence entre l'estimation des recettes fiscales que nous communiquons M^{me} Calmy-Rey et la nôtre se situe principalement au niveau des personnes physiques, puisque, dans le projet de budget tel qu'il vous a été présenté, nous avons pour les personnes physiques un produit de l'ordre de 10 993 000 francs et qu'au final, d'après les calculs des services de M^{me} Calmy-Rey – ce n'est bien sûr pas elle-même qui le fait, ce sont les services de l'administration – nous arrivons à 10 503 000 francs, ce qui représente une différence grosso modo de 450 000 francs par centime. Ce chiffre est toujours à multiplier – excusez-moi d'être un peu technique – par 45,5, soit le nombre de centimes additionnels en Ville de Genève. En ce qui concerne les personnes morales, il y a aussi une légère diminution, puisque, dans le projet de budget tel que nous vous l'avions présenté, nous étions à 2 976 000 francs et qu'au final, d'après les propos des services de M^{me} Calmy-Rey, nous sommes à 2 820 000 francs, soit une différence d'environ 150 000 francs, également à multiplier par 45,5. Cela fait l'un dans l'autre, cette différence plus celle concernant les personnes physiques, 30 millions de francs de différence en tout.

Le Conseil administratif s'est réuni à ma demande, lundi matin en urgence, après réception de cette lettre. Nous pensons qu'il est quand même utile pour vous de renvoyer ce projet de budget à la commission des finances tout en sachant que nous allons évidemment discuter d'un certain nombre de corrections au Conseil administratif. Je ne peux pas, en l'occurrence, vous donner de pistes aujourd'hui parce que nous ne les avons pas encore analysées, ni élaborées au Conseil administratif, mais il est vrai que nous allons revenir avec des propositions.

Si on se réfère uniquement aux chiffres, nous sommes hors la loi pour la bonne et simple raison que nous basculons à nouveau dans un déficit de fonctionnement. Je vous rappelle qu'il n'est pas possible, selon la loi sur l'administration des communes, d'avoir un déficit de fonctionnement. Nous allons être obligés de rectifier ce déficit et de le transformer en boni, la question étant de savoir comment nous allons nous y prendre. Cela reste une question ouverte. Il est clair qu'il y aura de vives discussions au Conseil administratif, mais je peux d'ores et déjà vous dire que nous avons l'intention de faire des efforts pour renverser la vapeur. Il s'agira de déterminer où nous ferons ces efforts.

Pour le reste, je crois qu'il n'est pas très intéressant de commenter plus avant ces chiffres. En tout cas, je peux vous dire qu'un niveau historique a été atteint,

car nous avons dépassé le milliard de francs pour notre projet de budget 2002, y compris les imputations internes qui représentent des allers et retours entre les différents comptes. Je peux aussi vous dire que nous restons dans la lignée des investissements proposés depuis un certain nombre d'années par le Conseil administratif, à raison de 100 millions de francs par année. Nous vous l'avons dit dans les discussions préliminaires et je crois qu'il s'agit d'une bonne chose. Je pense que nous adoptons une attitude tout à fait procyclique par rapport à ce domaine d'activités.

Concernant ce projet de budget pour lequel nous avons prévu 49 millions de francs d'augmentation des recettes fiscales et qui va bien sûr être modifié, je le répète encore une fois, nous pensons quand même dégager un boni, dont le montant restera encore à déterminer – 1 million ou plusieurs millions – mais un boni qui sera en tout cas alloué à l'augmentation de la fortune. Nous aurons donc une augmentation de la fortune. Je souhaite, en ma qualité de chef des finances et aussi de libéral, que le Conseil administratif fasse un effort dans le remboursement de la dette.

Comme l'a dit tout à l'heure Manuel Tornare, le maire, c'est là qu'entre en ligne de compte la qualité de ce que nous obtiendrons en termes d'autofinancement, puisque, comme vous le savez, la différence de l'autofinancement nous permet de rembourser la dette. Je peux m'arrêter à ce stade de la discussion. Il est clair que le genre d'événements que nous avons connus vendredi n'est pas facile à gérer, voire à digérer et je ne vous cache pas que j'en ai été perturbé pendant quelques jours.

Encore une fois, il faudra trouver une nouvelle méthode de travail entre vous et nous, une nouvelle pédagogie, pour faire plaisir à certains des conseillers municipaux qui sont enseignants. Il n'est plus possible de gérer des projets de budget avec des modifications tant à la hausse qu'à la baisse, comme nous en avons connus ces deux dernières années.

Je souhaite qu'à l'avenir le temps de travail du Conseil municipal soit un peu diminué, ce qui veut dire que le Conseil municipal va devoir travailler un peu plus intensément. Je souhaite également que nous attendions le dernier moment pour communiquer au Conseil municipal le montant des revenus, car, pour le reste, nous sommes très au clair. Tous les départements sont au clair depuis le mois de juin, il n'y a pas de problèmes; nous n'attendons que le dernier chiffre relatif aux revenus fiscaux.

Pour le reste, le travail se fait normalement dans les services et les départements ainsi qu'au Conseil administratif. Nous viendrons probablement avec des nouvelles propositions de travail et, bien sûr, des rectifications de ce projet de budget. Je vous remercie.

Le président. Il y a encore une déclaration au nom du Conseil administratif, Monsieur Vaissade, vous avez la parole.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Ce n'est pas une déclaration, Monsieur le président. Je veux simplement rappeler que, lorsque j'étais maire l'année dernière et qu'il y a eu 27 millions de plus que prévu...

Une voix. 40!

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Oui, il y a eu 27 millions en tout, qui correspondaient à un montant brut de 40 millions... Eh bien, qu'a fait la droite, en tout cas le Parti libéral? Elle a décidé de renvoyer le projet de budget au Conseil administratif. Vous avez bien vu que ce budget 2001 a été étudié en commissions avec les corrections et que cela a fait un excellent budget. Or, s'il y a un excédent, le Conseil municipal n'en veut pas, s'il y a un déficit, il n'en veut pas non plus. Je ne comprends pas la raison de votre entêtement si ce n'est que nous sommes en période électorale, le but étant de dire que le Conseil municipal a renvoyé le projet de budget 2002 au Conseil administratif lequel ne sait pas faire un budget. Ce budget, le maire l'a dit, est très bon. Il allie aussi bien le domaine de l'économie, du social que celui de l'environnement, sans parler du culturel, du socioculturel et du sport. Il n'y a donc aucune raison de renvoyer ce projet de budget au Conseil administratif.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, vous aurez compris que j'essayais d'être consensuel dans ma déclaration précédente. Je considère qu'il faut toujours être collégial dans ce travail d'approche budgétaire.

M. Vaissade doit admettre qu'il existe des différences de philosophie politique et que les libéraux, les radicaux, les démocrates-chrétiens n'ont pas envie de faire la même chose que les autres. Cependant, je ne crois pas que le moment soit venu d'en débattre maintenant.

Une fois encore, vous ferez votre travail, nous ferons le nôtre. J'espère que nous trouverons un consensus final et qu'en décembre, lors du vote du projet de budget, nous aurons un projet compatible avec la volonté du Conseil administratif, à savoir un budget de fonctionnement avec un boni ainsi qu'un effort en matière de remboursement de la dette, donc d'autofinancement.

Préconsultation

M. Daniel Sormanni (S). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il est vrai que la nouvelle donne annoncée par le Conseil administratif change un peu les choses quant à la présentation et aux déclarations relatives au projet de budget 2002.

Nous ne pouvons que prendre acte de ce fait et des documents transmis par le Département cantonal des finances. Il en sera sûrement remis une copie aux commissaires de la commission des finances. Comme l'an dernier ou les années précédentes, je pense qu'il est utile d'en avoir en tout cas une copie par groupe pour l'étude du budget.

N'en déplaise à l'Entente, on ne peut reprocher à la majorité alternative du Conseil administratif d'avoir mal géré les budgets, tant durant les années de difficultés économiques que d'embellie, pour ce qui est des recettes fiscales dues à la reprise économique. Les budgets ont été assez bien gérés et les résultats sont là pour le prouver. Aussi bien dans les périodes difficiles où il a fallu serrer la vis que lorsque des recettes fiscales plus importantes ont été engrangées, l'Alternative a su faire en sorte – avec, bien sûr, l'ensemble du Conseil administratif – que nous ayons des boni et que nous réduisions la dette. Je crois qu'il fallait quand même le souligner en préambule.

Maintenant, je dirai quelques mots sur les principes énoncés dans le rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget 2002. Le maire et le conseiller administratif responsable des finances nous ont présenté ces principes ayant prévalu lors de l'élaboration de ce budget: le développement durable, les nouvelles technologies, l'évolution du service public, la promotion d'une politique de coopération digne de la réputation de Genève, la mise en place d'outils de pilotage des subventions et le développement économique et social pour tous. A ce propos, nous souhaiterions que le Conseil administratif nous explique à la commission des finances ce qu'il entend exactement par là et ce qu'il a déjà mis en œuvre dans ce domaine.

En ce qui nous concerne, le groupe socialiste, nous approuvons ces principes. Nous estimons donc que le projet de budget tel qu'il a été présenté va dans la bonne direction.

Concernant le personnel, le nombre de postes proposé pour répondre finalement aux besoins dans ce domaine peut paraître un peu élevé – je pense que cette problématique sera étudiée en commissions – mais il est également vrai que les demandes sont nombreuses, notamment de la part des conseillers municipaux, concernant, par exemple, la propreté des rues. Or il faut du personnel pour pouvoir exaucer ces demandes et améliorer la situation. On sait, par exemple, que

sept postes sont proposés à la Voirie. Il s'agit d'un exemple parmi d'autres, mais il faut être conséquent avec soi-même. Lorsqu'on demande d'améliorer les services dans un domaine, il faut aussi en assumer les conséquences budgétaires par la suite. Nous étudierons évidemment cet aspect en commissions.

Malgré les chiffres annoncés, nous devrions pouvoir obtenir un boni d'exercice tout en réduisant la dette. La réduction sera peut-être moins significative que prévu, mais nous devrions pouvoir y arriver. Il n'y a aucune raison que cela ne soit pas possible. Dans le projet de budget présenté dont nous discutons ce soir, 40 millions devaient être affectés à la réduction de la dette. En théorie, on devrait donc quand même pouvoir réduire la dette, mais d'une manière moins drastique. Ce point est aussi important à mes yeux.

Concernant les points forts proposés par le Conseil administratif, je relèverai la poursuite du développement du secteur de la petite enfance, notamment avec la proposition d'extension du service public. Le groupe socialiste approuve également le budget dans ce domaine-là.

Il me reste encore à aborder deux points. Tout d'abord, le groupe socialiste souhaite maintenir l'action pour lutter contre le chômage au niveau de l'an dernier, à savoir 2 millions de francs, bien qu'il faille peut-être changer le type du fonds. En effet, il s'adresse plutôt aux oubliés de la croissance et peut-être aussi à des gens qui ne le sont pas, qui n'ont pas droit à des prestations chômage, qui sont en dehors de ce cadre. Il est vrai que le chômage a diminué, mais nous ne savons pas ce que la conjoncture va nous réserver à l'avenir.

Pour terminer, nous remarquons que le Conseil administratif a enfin contesté la fameuse participation aux frais de police, qui n'a pas été budgétée.

Voilà tout ce que nous avons à dire du projet de budget 2002. Comme déclaration de principe, le groupe socialiste trouve qu'il s'agit d'un bon projet de budget. Il est évident qu'il sera étudié et c'est d'ailleurs la bonne méthode. Il faut renvoyer ce projet de budget en commissions de façon à gagner du temps. Nous l'étudierons en commissions, bien entendu avec les modifications du Conseil administratif concernant la nouvelle donne des recettes fiscales. Cette manière de procéder nous permettra d'étudier le budget de manière raisonnable et avec le temps nécessaire afin d'élaborer pour le mois de décembre un projet de budget qui satisfasse le plus grand nombre de personnes, en réalisant les objectifs tout en réduisant la dette, ce qui est important. Au nom du groupe socialiste, je vous remercie.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Pour l'Alliance de gauche, le projet de budget tel qu'il est va dans le bon sens, même si l'on tient compte des modifica-

tions proposées par le Conseil administratif, modifications que nous examinerons avec beaucoup d'attention. Nous estimons que ce projet de budget répond à un certain nombre de préoccupations sur le plan social, culturel et économique ainsi qu'au niveau de l'aménagement de la ville de Genève.

La position de la droite telle qu'elle a été développée tout à l'heure ne me surprend absolument pas. Elle est de bonne guerre, mais j'espère qu'il y aura un débat public à ce sujet. En effet, la droite essaye de profiter des discussions sur le projet de budget pour faire sa campagne électorale, mais ses incohérences sont devenues telles aujourd'hui que, finalement, elle se contredit quasiment dans toutes ses déclarations.

Je vais vous donner quelques exemples. L'Entente parle de la dette en nous reprochant de ne pas la diminuer. Je répondrai à ces reproches en reprenant des chiffres et des tableaux que j'ai examinés avec une certaine rigueur mathématique. La droite a eu la majorité jusqu'en 1991. (*Remarque de M. Pierre Muller.*) M. Muller n'aime pas que l'on se serve de ses propres chiffres. Je ne sais pas pourquoi M. Muller se permet... Monsieur le président, je m'adresse à lui à travers vous. (*Nouvelle remarque de M. Muller.*) Je n'ai pas interrompu M. Muller et je n'ai pas fait de remarques désobligeantes à son égard et je n'accepterai pas qu'il en fasse. Je vous demande donc de bien vouloir le rappeler à l'ordre, s'il m'interrompt comme il le fait. Je continue.

Jusqu'en 1991, la droite... j'espère que... (*Protestation de M. Muller.*) Je n'essaye pas de vous agresser, je suis en train de lire des tableaux et je vais utiliser les dix minutes qui me sont accordées.

Jusqu'en 1991, la droite avait la majorité et à l'époque où elle l'a perdue – pas de bon gré, bien sûr – la dette était de 1 350 000 000 de francs à peu près. Ce chiffre figure dans les tableaux pour 1991. Si je tiens compte de l'inflation qui a été de l'ordre de 20% depuis cette date jusqu'à maintenant – vous pouvez consulter l'indice genevois à ce sujet – on arrive aujourd'hui à une dette en francs constants qui est exactement du même ordre de grandeur. Or, pendant les dix années qui nous séparent de 1991, nous avons connu la crise la plus grave depuis des dizaines d'années à Genève.

Par conséquent, la droite génère des dettes, on sait à quoi ces fonds ont servi: on connaît la spéculation immobilière, le coût qui en résulte pour la collectivité genevoise; on sait ce qui s'est passé à la Banque cantonale de Genève (BCGe) et ses conséquences aussi bien au plan du Canton qu'à celui de la Ville de Genève. Quand la droite a la majorité et qu'elle dispose d'excédents budgétaires, elle les utilise à d'autres fins que ce que nous essayons de faire, c'est-à-dire servir la population, fournir des prestations et des investissements utiles... (*Remarque de M. Ducret.*)

Le président. Monsieur Ducret, vous n'avez pas la parole; je vous prie de laisser poursuivre l'orateur.

M. Souhail Mouhanna. ...utiles à la collectivité. Je vois bien que certains n'aiment pas du tout la vérité, surtout la vérité froide des chiffres.

Cette dette est en train de diminuer, je dirai même qu'elle a fortement diminué par rapport à 1991 si on tient compte de la dette par habitant. En effet, le nombre d'habitants de la ville de Genève a considérablement augmenté depuis cette date, tandis que notre dette est restée parmi les plus faibles. Elle correspond environ à la moitié de celle des villes de Zurich, Bâle et Lausanne. Vous avez en main tous les chiffres; c'est le département du magistrat libéral qui les a distribués.

Concernant la diminution probable des rentrées prévues, il s'agit non pas d'un déficit à prévoir, mais tout simplement d'un boni inférieur à ce qui avait été prévu. Cela signifie que, par exemple, selon les chiffres figurant dans la présentation générale du tableau 1 du projet de budget 2002, les revenus des comptes 2000 s'élevaient à 858 millions. Or le boni prévu dans le budget était en réalité bien moindre: les comptes de la Ville présentaient 87 millions d'excédent de recettes.

De même, il y a cinq ans, on avait prévu 80 millions de déficit pendant les deux ou trois années qui suivraient. Or nous avons pu constater que les prévisions et la réalité étaient vraiment diamétralement opposées.

Dans le budget 2001, nous obtenons des revenus de 893 millions, mais nous verrons les comptes. Personnellement, j'espère que les comptes 2001 seront supérieurs à 893 millions pour ce qui est des revenus. Nous verrons bien. Le budget 2002, lui, prévoit des revenus de 933 millions, c'est-à-dire une augmentation de l'ordre de 40 millions par rapport au budget de 2001.

Maintenant, on nous dit: «Non, l'augmentation n'est pas aussi importante, il faut revoir vos prévisions. Il n'y aura pas 40 millions de revenus supplémentaires, mais seulement 10 millions.» On voit donc que, même au niveau de l'Etat, il y a des variations de plusieurs centaines de millions, tandis qu'à la Ville, ce sont des variations de plusieurs dizaines de millions ces dernières années. Nous verrons bien. Un autofinancement de 144 millions était prévu, dont des investissements s'élevant à 104 millions. L'amortissement supplémentaire de 40 millions ne s'élèvera peut-être qu'à 10 millions, mais, comme les investissements ne seront de toute façon pas réalisés à 100% en raison d'un certain nombre de problèmes, il y aura certainement un reliquat qui permettra effectivement de diminuer la dette.

Nous voulons à la fois diminuer les dettes et appliquer une politique qui réponde vraiment aux aspirations et aux besoins de la population genevoise – comme cela est en train de se faire actuellement.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les revenus du travail, les emplois, etc., sont des éléments essentiels dans l'activité économique qui génèrent des ressources tant au niveau des finances de la Ville que de toutes les collectivités publiques. Il faut donc satisfaire les besoins et répondre aux demandes de certaines catégories de la population, notamment au niveau social et en matière de sécurité.

Enfin, lorsqu'on parle de 104 millions d'investissements, cette somme ne va pas dans nos poches à nous, conseillers municipaux de la gauche, ni dans celles des gens que nous représentons. Ce ne sont certainement pas les gens qui vont profiter directement de ces investissements. Lorsque la gauche investit, elle le fait aussi pour qu'il y ait de l'emploi et donc des recettes fiscales en retour, mais ce n'est pas le cas pour les gens que certaines franges de la droite prétendent représenter. Ces investissements servent donc à ces messieurs, chers collègues. C'est là un argument supplémentaire qui prouve que la droite est incohérente dans ses prises de position.

En conclusion, nous n'accepterons en aucune manière la remise en cause des prestations qui sont nécessaires à la population genevoise. Elles doivent répondre à leurs besoins. De même, nous défendrons les conditions de travail des employés de la Ville de Genève, la régularisation des faux temporaires et l'engagement du personnel supplémentaire nécessaire pour répondre aux besoins de la population. Nous verrons si les engagements prévus par le Conseil administratif répondent suffisamment à ces besoins. S'ils n'y répondent pas, nous interviendrons pour qu'il y ait des engagements complémentaires. Nous en discuterons à la commission des finances et dans les autres commissions et nous verrons à ce moment-là comment nous pourrions muscler, sur le plan social, le projet de budget qui nous est présenté.

M. Bernard Lescaze (R). Il est évident que le projet de budget soumis au Conseil municipal – qui n'est pas, selon le Conseil administratif lui-même, le véritable budget qu'il entend soumettre à la Ville – n'est pas satisfaisant pour le groupe radical. Certes, M. Pierre Muller a dit que le Conseil administratif est dépendant de sa source d'informations, qui est l'Etat. Lors de la séance précédente, il a insisté sur le fait que, l'année dernière, il y avait des prévisions de 49 millions de recettes fiscales que le Conseil administratif n'était d'ailleurs pas certain de réaliser.

Nous regrettons que le Conseil administratif soit dépendant de cette source d'informations. Nous constatons toutefois que l'Etat, bien que disposant des mêmes chiffres, réussit, lui, à présenter 16 millions de boni et plusieurs centaines de millions de provisions. Or l'Etat a un Grand Conseil dont la majorité est éga-

lement alternative, mais il est vrai un Conseil d'Etat à majorité d'Entente. Alors, force est de constater que, lorsqu'un Conseil d'état est à majorité d'Entente, il arrive, avec les mêmes chiffres, les mêmes prévisions de recettes, à faire un budget qui est supérieur à celui de la Ville, qui diminue plus rapidement la dette que celui de la Ville, mais qui, sur d'autres points, est aussi plus prudent.

L'Etat engagera ou compte engager 220 personnes: à notre avis, ne le cachons pas, c'est encore trop. Mais la Ville de Genève veut engager 99 personnes, c'est-à-dire que, si l'Etat veut engager environ 1% de personnel supplémentaire, la Ville veut, elle, en engager 3,5%. Si nous voulons véritablement réduire la dette, maintenir les investissements ainsi que certaines prestations sociales, pour ne pas parler de toutes les promesses électorales de l'Alliance de gauche, il conviendra sans doute de revoir à la baisse les engagements à venir.

Par ailleurs, une méthode beaucoup plus simple pour le Conseil administratif consisterait à prendre les comptes tels qu'il les connaît, augmentés de l'inflation pendant les deux années précédentes, pour arriver à des chiffres certainement plus sûrs, du moins aussi sûrs que ceux fournis par l'Etat. Ce n'est qu'en cas de divergence entre ces deux chiffres que le Conseil administratif pourrait envisager prudemment une hausse de ses recettes. En effet, je ne le répéterai jamais assez, les dépenses – surtout les dépenses qui sont présentées ici – sont des dépenses certaines. Or les recettes, telles qu'elles nous sont présentées, sont toujours incertaines, d'autant plus que la conjoncture économique est devenue, elle aussi, incertaine.

Le préopinant insistait sur la nécessité de maintenir les emplois en Ville de Genève, mais je rappellerai qu'au cours de la dernière décennie, en raison notamment de la conjoncture économique, mais aussi d'une politique suivie par le Conseil administratif depuis 1991 comme l'a rappelé un préopinant – politique visant à chasser l'activité économique du centre-ville – ce sont 15 000 emplois que la Ville a perdus, 15 000 emplois qui génèrent également des ressources économiques, 15 000 emplois que nous espérons retrouver.

Le Conseil administratif se félicite d'avoir dans les principes maintenu les petites et moyennes entreprises. J'aimerais quand même rappeler ici que la plupart des banques – qui constituent l'un des secteurs économiques importants de Genève – ont quitté le territoire de la Ville et sont à Carouge ou à Lancy. Il n'en reste guère que deux, à l'exception des banquiers privés, à savoir la Banque cantonale de Genève, si souvent attaquée dans les rangs de l'Alliance de gauche, et l'Union Bancaire Privée, qui conservent leur siège en ville. Cela mérite aussi d'être rappelé. Changeons rapidement de sujet, puisque nous sommes dans une discussion générale et que nous n'avons aucun doute sur le fait que ce budget chimérique sera renvoyé en commissions, et passons aux principes du Conseil administratif.

Concernant le pilotage des subventions, il y a longtemps que nous demandons effectivement des analyses de subventions sérieuses. Elles ne sont toujours pas faites, que ce soit en matière culturelle ou sociale et c'est souvent la gauche qui les a réclamées.

Tout le monde juge que les crèches sont importantes et nécessaires. Or je constate à ce propos que, lorsque Guy-Olivier Segond a quitté la Ville, le budget s'élevait à 9 millions pour les crèches. Douze ans plus tard, il s'élève à 43 millions, bien que l'indice de satisfaction des usagères et des usagers n'ait, lui, pas augmenté dans les mêmes proportions. Bien au contraire, les usagers continuent de se plaindre, malgré les efforts de M. Segond, de M. Rossetti et de M. Tornare. Alors, cherchons l'erreur, mais nous ne pouvons plus aller de l'avant en conservant une telle augmentation du budget dans ce domaine alors que les gens ne sont pas davantage satisfaits.

Quant à la politique de coopération, c'est une excellente chose, mais elle reste confinée à quelques associations et au Conseil administratif. En effet, on ne peut pas véritablement dire, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que l'on soit associé à cette politique de coopération si nécessaire avec le Sud, aux objectifs recherchés et aux méthodes appliquées. Au fond, il s'agit simplement d'une manière plus moderne de donner l'aumône. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet, mais nous y reviendrons ultérieurement.

J'en viens maintenant aux infrastructures sportives et culturelles à l'échelle régionale. La coopération avec l'Etat est pratiquement inexistante. L'Etat se plaint de ne pas pouvoir coopérer réellement avec la Ville, notamment en matière culturelle. A titre d'exemple, c'est uniquement grâce à la volonté des députés du Grand Conseil que l'Etat a décidé de verser des fonds en faveur du futur Musée d'ethnographie. De même, l'Etat a dû reprendre entièrement à sa charge certaines subventions, parce que, semble-t-il – nous ne sommes pas à l'exécutif, donc nous ne pouvons pas vraiment le savoir – en matière culturelle, le dialogue ne passe pas entre la Ville et l'Etat.

Parlons des relations avec les communes, notamment avec l'Association des communes genevoises avec laquelle il semble qu'il y ait de nombreux problèmes. Cessons donc de prendre appui sur ces principes. On pourrait également dire bien des choses sur les nouvelles technologies, sur le développement durable.

Par ailleurs, je me félicite que le Conseil administratif ait décidé de mettre l'Etat au pied du mur concernant les 12 millions de frais de police, comme le proposait depuis des années le conseiller municipal Gilbert Mouron. Cependant, cela ajoute une incertitude supplémentaire de 12 millions au budget. Pour l'instant, nous ne savons pas si la position de la Ville est la bonne et si l'Etat sera effective-

ment obligé de céder sur ce point. Je m'en féliciterais si c'était le cas, tout en regrettant que les démarches aient été entreprises si tardivement.

On nous rappelle enfin, au sujet de certains investissements, que la dette a augmenté. Elle a augmenté effectivement pendant les années de crise. Elle a aussi augmenté du fait que, tous partis confondus, l'Entente et l'Alternative ont voté des sommes faramineuses pour des investissements dans les années 80, aussi bien au Canton qu'à la Ville de Genève. Je n'étais pas encore conseiller municipal à cette époque, mais M. Manuel Tornare, maire de la Ville, l'était. Ce sont les charges découlant de ces investissements qui ont considérablement alourdi la dette.

Permettez-moi en guise de conclusion, Monsieur le maire, d'ironiser quand vous dites «la majorité», «l'Entente», etc., et que vous déplorez à la suite de M. Ferrazino, à l'instant absent, le triste état d'entretien des immeubles et du patrimoine immobilier de la Ville. Dois-je rappeler que ce sont trois magistrats socialistes qui se sont succédé dans le département actuellement dirigé par M. Ferrazino de 1963 à 1999, soit durant trente-six ans, et que ces trois magistrats, notamment MM. Donzé et Ketterer, étaient extrêmement jaloux de leurs prérogatives? Alors, qui n'a pas entretenu les immeubles pendant trente-six ans? Qui n'a pas fait de propositions pendant trente-six ans? Ce sont précisément les magistrats qui ont précédé M. Ferrazino. Je comprends donc que ce dernier soit parfois un peu excédé de devoir pallier ce que n'ont pas fait ses prédécesseurs, mais ses prédécesseurs n'étaient pas de l'Entente.

Voilà ce qu'il faut dire aujourd'hui sur le budget. Nous tenons absolument à ce que la dette diminue. Il est également essentiel pour nous que le Conseil administratif tienne compte du retournement conjoncturel dans les modifications qu'il apportera à ce budget. Nous comprenons bien qu'il y ait une part électoraliste dans les propos tant du Conseil administratif que des partis de l'Alternative. (*Rumeur de désapprobation.*) Cependant, soyez conscients que nous pouvons tenir le même langage que celle-ci et cela vous choquera autant que certains propos tenus par M. Mouhanna il y a quelques minutes. Contrairement à vous, Messieurs de l'Alternative, nous ne prétendons pas détenir la vérité. En revanche, nous prétendons effectivement parfois démasquer vos intentions et surtout empêcher une politique extrêmement onéreuse pour la Ville.

Nous souhaitons aujourd'hui que le budget 2002 marque réellement la continuité des derniers budgets, c'est-à-dire une baisse de l'endettement, parce que ce sont nos enfants qui en profiteront et c'est cela qui est important. Nous souhaitons également que cette ville continue à être prospère du point de vue économique. Malheureusement, certaines des mesures que vous prenez – nous y reviendrons sans doute en commissions – vont très exactement à l'encontre des objectifs que vous prétendez vous être fixés. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Pascal Perler (Ve). En préambule à la déclaration des Verts, j'aime-rais tout de suite amortir l'effet d'annonce du début de séance concernant les 30 millions de francs en moins pronostiqués sur les revenus. Très bien et alors? Les revenus augmentent de 10 millions malgré ces 30 millions en moins. Tant pis pour le symbole, mais le milliard ne sera pas dépassé. Lorsqu'il y a eu cet effet d'annonce, je me suis demandé si j'allais changer ma déclaration. Finalement, je ne la modifierai pas, car il y a une solution toute simple. Dans le projet de budget 2001, le Conseil administratif avait proposé pour la première fois 57 millions d'amortissements complémentaires. Dans le projet de budget 2002, il propose 80 millions d'amortissements complémentaires. La solution est banale: ramenons cette somme à 50 millions d'amortissements complémentaires. En amortissant un peu moins, le budget de la Ville reste dans les chiffres bleus. Il en résulte alors deux éléments importants pour nous: un autofinancement plus élevé que 100% et, conséquence de ce qui précède, une diminution de la dette. Cela dit, nous ne manquerons pas d'étudier les chiffres plus en détail en commissions.

En nous fondant sur le rapport du Conseil administratif, les Verts sont pleinement satisfaits de constater que le Conseil administratif ait défini le développement durable comme première priorité. Il est important de le faire figurer par écrit et c'est d'ailleurs la première fois, mais il ne faut pas que cela reste des mots. Il est nécessaire que les mots reflètent des actes et des réalités. Je profite donc de la présente déclaration pour inviter tous les collaborateurs de la Ville de Genève à prendre le développement durable très au sérieux. Il faudra entreprendre des actions et modifier des comportements au sein de l'administration et cela vaut aussi pour le Conseil administratif afin que le développement durable puisse avancer en Ville de Genève.

Par ailleurs, les Verts sont relativement satisfaits de certains points – parce qu'évidemment il ne faut pas montrer que nous le sommes totalement – nous sommes donc «relativement» satisfaits du projet de budget. Certains préopinants les ont cités précédemment, mais je tiens aussi à les nommer de manière exhaustive.

Premièrement, le maintien du centime additionnel à 45,5. Tout au long de cette étude du budget, certains partis ne manqueront pas de nous proposer de diminuer ces centimes additionnels. Nous ne rentrerons pas dans ce jeu tant que la dette ne sera pas résorbée.

Concernant la stabilisation en masse des faux temporaires, il s'agit d'une action qui s'insère tout à fait dans la voie que l'Alternative avait demandée en matière de politique du personnel.

Pour ce qui est des investissements, leur autofinancement est maîtrisé à plus de 100%, mais je n'ose plus formuler de chiffres. Les 30 millions de revenus en moins vont faire diminuer légèrement ce pourcentage, mais nous resterons au-

dessus des 100%. L'ampleur des investissements ciblés que j'ai pu examiner dans le 20^e programme financier quadriennal va aussi dans le sens de la déclaration du début de législature du Conseil administratif, ce que l'Alternative soutiendra.

Nous relevons encore que le désendettement a enfin commencé de manière réelle. Vous avez tous pu constater que la charge des intérêts passifs est en diminution dans le budget, et ce pour la première fois.

Par ailleurs, les Verts se sont toujours exprimés en mettant leur énergie sur la maîtrise du chapitre 31. Je tiens quand même à le rappeler, car le Conseil administratif a fait son travail en maîtrisant ce chapitre en deçà de l'inflation.

Enfin, si l'on examine en détail les investissements, notamment le chapitre 36, «Subventions et allocations», on constate certaines augmentations dans les domaines de la culture et du social, mais cette progression est nécessaire. Nous étudierons ces chiffres en détail en commissions, mais cet état de fait ne nous dérange absolument pas.

Quelle que soit la situation, nous sommes dans les chiffres bleus, c'est-à-dire avec un boni budgété – bien que je n'ose plus mentionner de somme – et cela, grâce à l'augmentation des revenus. Il est possible que cette augmentation soit moins rapide pour les prochaines années, mais, grâce à cette augmentation de revenus, le Conseil administratif, suivi du Conseil municipal, a pu mettre en œuvre le déblocage des mécanismes salariaux en 2001 et, en 2002, proposer la création de 98,5 postes. Pour les uns, ce sera certainement trop, mais, pour d'autres, ce ne sera pas assez. Cette volonté d'engager du personnel, qui va dans le sens de diminuer le nombre de chômeurs et dans le sens de la consommation, parce que, des personnes qui travaillent et qui ont le moral, elles dépensent et elles consomment. Je ne suis pas un économiste de formation, mais vous lisez tous les journaux. On voit bien que, si la conjoncture se maintient, malgré tous les licenciements dans les grosses entreprises, c'est grâce à l'économie de marché et aux contribuables qui continuent de dépenser. J'espère que cette situation va durer.

Sur cette lancée, le Conseil administratif n'a pas hésité cette année à supprimer encore 12 millions de frais de police, ce dont les Verts se félicitent. Nous verrons au mois de décembre ce qu'il en sera, quelle sera la réaction du Conseil d'Etat à ce sujet. Comme l'a dit M. Lescaze, ces 12 millions sont peut-être une charge qui se retrouvera en fin d'année, mais nous avons encore de la marge: nous avons 80 millions d'amortissements complémentaires.

Pour terminer, en reprenant un slogan de ces dernières années, notre projet de budget est-il «Un milliard pour un cauchemar»? Pour les uns, le projet de budget est trop élevé. Il est vrai que, pour les partis adverses, le seul moyen de diminuer ce projet de budget est de diminuer les impôts, ce qui entraînerait une diminution

des revenus. Nous serions par conséquent obligés de diminuer les charges. Mais nous, les Verts, nous pensons que ce projet de budget 2002 n'est pas un projet utopique. Il s'agit d'un projet réaliste de la majorité alternative que nous étudierons en détail en commissions.

En conclusion, j'évoquerai le projet de budget 2003 afin que soit pris en considération le caractère aléatoire des revenus et de la conjoncture. Vous savez que 80% de nos revenus sont d'origine fiscale. Ce chapitre est donc très dépendant des rentrées, des salaires, etc. Je souhaiterais en outre mentionner à l'attention du Conseil administratif pour le projet de budget 2003 trois chapitres essentiels à mes yeux. Tout d'abord, le chapitre 31 qui est à un niveau satisfaisant cette année et j'espère qu'il ne fera plus l'objet d'une augmentation massive. Ensuite, concernant le chapitre 30, il faudra calmer le jeu dorénavant. En effet, si, en 2001, nous avons eu le déblocage des salaires, si, en 2002, une augmentation massive de postes se révèle nécessaire, il faudra cependant ralentir nettement les engagements à l'avenir, à moins qu'il ne faille engager du personnel supplémentaire en raison de promouvoir la diminution du temps de travail. Enfin, concernant le chapitre 36, nous comptons beaucoup sur les contrats de prestations qui se mettent en place actuellement.

Le Parti des Verts propose donc le renvoi du projet de budget 2002 en commissions, selon la procédure adoptée par le bureau, dont on ne sait plus très bien d'ailleurs en quoi elle consiste.

M. Alain Comte (AdG/TP). Au nom du Parti du travail, je constate avec satisfaction que le Conseil administratif a concocté le projet de budget 2002 avec pour option fondamentale la promotion d'une démocratie locale solidaire. Cet objectif ne pourra être atteint qu'en renforçant le service public, notamment par l'engagement de personnel supplémentaire.

Il me paraît intéressant de relever quelques options importantes prises par notre exécutif. Je citerai notamment le renforcement des prestations, l'option de choix budgétaires pour ne pas reporter des charges de fonctionnement excessives sur les prochains exercices, les efforts consentis en matière de remboursement de la dette. Quant à l'Agenda 21 en cours de réalisation au sein de l'administration municipale, ce projet va dans le sens de notre politique environnementale en faveur d'un développement durable. Le public bénéficiaire et consommateur de prestations publiques fera l'objet d'une attention toute particulière dans ce domaine.

Je citerai encore brièvement certaines options qui méritent d'être relevées à mes yeux: un développement économique et social pour tous, les nouvelles technologies au service du plus grand nombre, le développement d'un service

public de proximité de même que l'aménagement d'infrastructures sportives et culturelles, la promotion d'une politique de coopération, la mise en place d'outils de pilotage des subventions.

Par ailleurs, les relations entre le Conseil administratif et le personnel de l'administration seront améliorées. Cela concerne les cadres, la commission du personnel ainsi que les syndicats. Une véritable politique de concertation verra enfin le jour. Le personnel ayant un statut de temporaire devrait voir sa situation se régulariser. Un nouveau statut du personnel du XXI^e siècle verra le jour l'année prochaine. J'émetts ici quelques réserves à ce sujet. Si je me réfère à certaines déclarations, d'aucuns voudraient que le nouveau statut du personnel se rapproche du Code des obligations. Le cas échéant, le Parti du travail s'y opposerait.

Enfin, nous espérons que le projet de réduction du temps de travail sera étudié et traduit dans les faits. Nous ne manquerons pas, lors de l'étude détaillée du budget, de faire des remarques, voire des amendements, si nous le jugeons nécessaire.

En conclusion, le Parti du travail est pour le maintien du centime additionnel à 45,5 afin de réaliser dans les faits l'engagement politique pris auprès de nos concitoyennes et concitoyens.

Suite à l'information que nous a transmise le Conseil administratif lors de la séance d'hier après-midi, il faudrait revoir les rentrées fiscales à la baisse, selon les dernières estimations du Département cantonal des finances. Il s'agit donc de 30 millions de francs qui ne rentreraient pas dans les caisses de la Ville. Cela paraît tout à fait incroyable lorsque l'on connaît la dernière estimation du Département cantonal des finances, datant du 27 juin de cette année, laquelle était encore en vigueur jusqu'à dimanche. Sachant que les estimations sont loin d'être des réalités, nous sommes d'avis que cette nouvelle estimation vaut ce qu'elle vaut, ni plus, ni moins. Nous, membres du Parti du travail, ne tomberons pas dans le piège de revoir le budget 2002 à la baisse. Cependant, afin d'éviter toute mauvaise surprise, nous envisagerons la solution suivante: il avait été prévu pour l'année prochaine 80 millions d'amortissements complémentaires. Si 30 millions de francs viennent à manquer dans les revenus engrangés, nous proposerons de diminuer les amortissements complémentaires de 80 à 50 millions.

Pour terminer, le budget présenté nous convient dans ses principales options politiques. Nous proposons donc, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, son renvoi à la commission des finances ainsi qu'aux commissions spécialisées.

M. André Kaplun (L). Je serai bref et très terre à terre. La déclaration politique a été faite et je n'entends apporter aucun complément à celle qu'a faite mon

chef de groupe. Je voudrais simplement faire une remarque et poser deux questions au Conseil administratif.

Tout d'abord, je suis un peu perplexe, car j'assiste à une séance qui me surprend un peu. Les conseillers administratifs apprennent une nouvelle qui me paraît être quand même assez préoccupante, à savoir que les recettes fiscales seront de 30 millions inférieures à celles qui nous avaient été annoncées précédemment, mais cela n'a pas l'air de les affoler. Je me demande donc pour quelle raison ils ne sont pas affolés. Personnellement, si on m'annonçait que mes revenus diminuent de 30 millions, je serais affolé, mais, pour eux, ce n'est manifestement pas le cas.

Je me demande à quoi ils ont pensé pour arriver à une situation qui les laisse parfaitement calmes. Il y aurait donc deux options, dont la réduction des amortissements complémentaires de 80 à 50 millions, qui a été relevée précédemment. Si c'est cela à quoi ont pensé les conseillers administratifs, ce n'est pas une révision du budget qui nous a été présentée à la fin du mois d'août, mais un tour de passe-passe, de la manipulation comptable. Si telle est la méthode que le Conseil administratif compte utiliser, nous la dénoncerons publiquement. Le Conseil administratif ne ferait alors aucun effort pour présenter un budget équilibré et cela ne serait rien d'autre que de la sorcellerie comptable.

La deuxième méthode serait la réduction de la part allouée à la diminution de la dette, mais je suis tout aussi circonspect à ce sujet. Si le Conseil administratif appliquait cette méthode, cela contredirait de façon flagrante les magnifiques déclarations selon lesquelles il est préoccupé par le poids de la dette, qui doit être réduite dans un effort constant. Cette méthode irait également à l'encontre des principaux objectifs annoncés dans la présentation du budget.

Ensuite, ma première question résulte d'une réflexion que nous avons déjà faite, mais que je répète ce soir dans le cadre de cette enceinte. Le Conseil administratif prend les prévisions fiscales fournies par l'administration cantonale telles quelles, comme du pain bénit, chaque année, et ce depuis fort longtemps. Or, nous l'avons dit et répété, ces prévisions ne sont rien d'autre que des chiffres tirés à un certain moment de l'année et se fondant sur des considérations temporelles. Nous devons donc faire preuve d'une extrême prudence. Or, année après année, le Conseil administratif prend les chiffres qu'il reçoit et les reproduit tels quels dans le projet de budget présenté au Conseil municipal. Nous demandons donc au Conseil administratif s'il ne serait tout simplement pas plus prudent d'adopter une certaine réserve par rapport aux chiffres qu'il reçoit. Cela permettrait ainsi d'avoir dans le projet de budget des chiffres qui ne sont pas forcément ceux de l'administration fiscale et de se réserver une marge de manœuvre au cas où ces chiffres ne se révéleraient pas exacts. Cette méthode me semble saine. D'ailleurs, je suis sûr que tous les conseillers municipaux l'appliquent dans la

gestion de leurs finances privées, alors pourquoi ne pas l'appliquer dans la gestion des finances publiques?

Ma deuxième question s'adresse au Conseil administratif et concerne le timing de la présentation du budget. Je siége depuis un certain nombre d'années à la commission des finances, où nous nous préoccupons depuis fort longtemps de ce timing, c'est-à-dire du temps relativement restreint qui nous est alloué pour étudier le budget. Nous savons, aussi bien à la commission des finances qu'au Conseil municipal, qu'au mois de septembre, année après année, le Conseil administratif reçoit de l'administration fiscale cantonale une réactualisation des estimations fiscales. Messieurs les conseillers administratifs, il ne fait aucun sens de nous présenter en août un budget dont vous savez par avance qu'une semaine ou quinze jours plus tard vous serez amenés à le réviser. Compte tenu de ces constatations, le Conseil administratif ne devrait-il pas tout simplement en tirer une conclusion très simple, à savoir présenter le budget quinze jours plus tard? Je suis conscient que cela nous occasionnerait des problèmes à la commission des finances et aux commissions spécialisées, mais nous y ferions face et nous saurions comment travailler. Je vous remercie.

M. Robert Pattaroni (DC). J'aimerais continuer l'exploration de la face cachée de la Lune pour faire suite aux propos du dernier intervenant ainsi qu'à ceux de M. Lescaze. Il est intéressant de constater que les rôles sont quelque peu inversés dans notre enceinte. Nous avons entendu par exemple M. Mouhanna se lancer dans une brillante démonstration de tous les aspects positifs du projet de budget 2002 et des finances publiques en général. Il pourrait recevoir un certificat d'excellence en promotion, voire en promotion économique. Il a réalisé une œuvre de marketing tout à fait réussie. Malheureusement, il existe dans tout parlement des personnes dont le rôle est différent et qui est d'explorer la face cachée de la Lune. Alors, j'ajouterai quelques tuiles sur l'édifice, dans la mesure où l'on peut établir une relation entre un édifice, des tuiles et la face cachée de la Lune. Cela fait partie des chemins audacieux où parfois le verbe nous entraîne sans que nous devions pour autant nous y lancer.

Lorsque le Conseil administratif affirme être favorable au développement durable et à la paix, vouloir renforcer le rôle de Genève dans la coopération entre les pays ou la lutte contre l'exclusion, on ne peut évidemment qu'applaudir. Or il ne s'agit pas d'être en faveur de tous ces différents objectifs, mais plutôt d'être capable de remettre en question leur existence pour que de nouvelles priorités soient déterminées par rapport au passé: là réside toute la difficulté de l'exercice. Lorsque les finances publiques vont bien, on fait tout ce qu'on a fait jusqu'alors, on en rajoute et on gagne ainsi des voix. Cela se passe dans tous les partis confondus.

Ne pensez donc pas que je critique plutôt un parti qu'un autre, je sais très bien qu'ils sont tous pareils. Auparavant, on pouvait faire cette critique envers l'Entente, puisqu'elle était au gouvernement et que la minorité de l'époque disait: «Quand nous serons au gouvernement, cela va changer.» Maintenant que l'Entente n'est plus au gouvernement, l'Alternative y est, elle, de plus en plus représentée, mais, finalement, les mêmes procédés sont utilisés, car ce sont de vieilles recettes qui ont toujours fonctionné. C'est dommage pour l'innovation et l'imagination.

Monsieur le président, vous qui avez connu 1968, vous savez que nous avions prévu que l'imagination arriverait au pouvoir, mais, en fait, elle n'est pas encore au rendez-vous.

La situation actuelle est délicate. Nous qui aimons avoir des perspectives économiques toujours positives, voilà que, pour des raisons qui nous échappent, à nous, petite Suisse et petits Genevois, ces perspectives sont moins bonnes que les prévisions d'il y a une année, six mois, voire un mois. En outre, il est possible que certains événements, y compris celui d'aujourd'hui, rendent ces perspectives économiques encore moins favorables.

Vous avez entendu à la radio, Monsieur le président, comment cela se passe aux Etats-Unis ces jours-ci concernant cet indicateur tant attendu qu'est le chômage? Les choses ne vont pas bien et, malheureusement, nous ne dominons pas la situation, nous la subissons.

J'attire donc votre attention sur quelques chiffres pour que mes propos au sujet de la face cachée de la Lune soient tout à fait concrets. Si vous examinez avec moi le tableau de la page 147 du projet de budget 2002, on y voit de façon précise que l'augmentation prévue des recettes fiscales entre le budget 2001 et 2002 est de 40 millions. Si le Département des finances affirme maintenant qu'il y aurait en fait 30 millions de francs de revenus en moins, cela signifie bien que la poule aux œufs d'or a malheureusement perdu quelques plumes. Si au lieu d'avoir 40 millions, il n'y en avait plus que 10, l'augmentation pourrait encore être inférieure à ces 10 millions.

Concernant la question de la dette, rappelons que les intérêts relatifs à l'ensemble des dettes s'élèvent à plus de 78 millions, comme on le voit dans le tableau de la page 173 du projet de budget 2002. En 2001, si tout va bien, nous devrions avoir quelque 694 millions de recettes fiscales. Les 78 millions que nous versons pour le remboursement de la dette représentent donc plus de 11% de cette somme. Cela signifie que la majeure partie des revenus que nous prélevons s'en vont directement dans les caisses des banques, quelles qu'elles soient, BCGe ou autre. Voilà qui n'est guère positif. On évite souvent d'en parler, car comment défendre devant la population que, d'un côté, on veut lutter contre l'exclusion et

que, de l'autre, on est obligés par les finances publiques de rapporter chaque année dans les caisses des banques environ 80 millions de francs? C'est un point qu'il convient de souligner.

Toujours à propos de la dette, nous avons pu examiner le tableau que M. Mouhanna nous a mis sous les yeux. Ce tableau démontre que la dette a augmenté certes, mais qu'à partir de 1998 la dette a tout au plus légèrement diminué. Au contraire, pour 2001, nous ne sommes pas certains que la dette diminuera; selon le graphique du tableau figurant à la page 175 du projet de budget 2002, nous nous trouvons à peu près au niveau de 2000 et nous sommes encore moins certains de son évolution pour 2002. Par conséquent, si on peut dire qu'avant l'Alternative les gens au pouvoir ont contribué à faire augmenter la dette, on peut aussi dire que, si l'Alternative avait innové dans ce domaine, on aurait dû redescendre la pente de manière au moins aussi rapide qu'on l'avait gravie. Or il n'y a pas de pointe, mais juste une stabilisation de la dette qui est inacceptable. On peut invoquer l'inflation, etc., mais le problème n'est pas là. En termes absolus, en francs réels, il y a donc eu malheureusement une stabilisation qui ne correspond pas, indépendamment des artifices verbaux, à une réelle diminution significative de la dette. Il est inadmissible de payer 78 millions par année, notamment aux banques.

Venons-en maintenant au tableau fort intéressant de la page 167 du projet de budget 2002, qui a été demandé par certains d'entre nous, celui des charges sans les imputations internes. Nous pouvons constater que les départements qui restent les plus dépensiers par rapport aux comptes 2000 sont évidemment le département de M. Ferrazino, puis le département de M. Tornare, puis le département de M. Vaissade. Je vous laisse faire le classement, il est facile à deviner.

Lorsqu'on examine le budget 2001 et maintenant le projet de budget 2002, les trois mêmes départements sont toujours les plus gourmands en matière de dépenses. Par rapport à 2001, le plus gourmand est le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement, le second est celui de M. Vaissade et le troisième celui de M. Ferrazino.

Alors, on peut encore comprendre que les nouveaux magistrats ont toujours l'impression qu'avant eux il ne se faisait pas grand-chose. Il faut bien se donner encore quelques raisons. Il s'agit d'un des discours que l'on connaît bien quand les magistrats viennent d'ailleurs, d'un autre parti ou d'un autre groupement. Nous l'entendons d'ailleurs actuellement avec les candidats au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. En revanche, quand les magistrats viennent du même parti que celui qu'ils remplacent et qu'ils considèrent encore qu'avant leur arrivée il ne s'est presque rien fait, cela n'est pas normal. Il est trop facile de continuer à faire les mêmes choses sans vouloir se rendre compte qu'à un moment donné il faut

avoir l'honnêteté de remettre en question certaines décisions et, le cas échéant, de diminuer des lignes budgétaires si l'on veut précisément en augmenter d'autres dans des directions différentes.

Le président. Je vous demande de conclure, Monsieur Pattaroni.

M. Robert Pattaroni. Je vous remercie d'attirer mon attention sur cela, Monsieur le président. Pour terminer, je note, à la page 177 du projet de budget 2002, qu'indépendamment des 99 postes supplémentaires évoqués le tableau indique – pour des raisons qu'on va nous expliquer – 160 postes supplémentaires par rapport à fin 2000 et non pas 99. Je sais pour quelle raison il y a une différence, mais en termes d'augmentation de l'effectif pour des personnes qui vont rester pendant des années – tant mieux pour elles – il y a quand même 160 postes supplémentaires et non pas 99. (*Quelques applaudissements.*)

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Je m'adresserai à M. le pourfendeur du libéralisme, qui tout à l'heure a fait une analyse particulière des chiffres. J'aimerais vous dire, Monsieur le pourfendeur du libéralisme...

Le président. Veuillez vous adresser au président, Monsieur le conseiller administratif.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Bien, Monsieur le président, je m'adresse à vous. Vous transmettez au pourfendeur du libéralisme qu'il n'y a pas, à ma connaissance, des chiffres libéraux ou des chiffres communistes mâtinés SolidaritéS. Je crois qu'il n'y a que des chiffres justes. (*Rires.*)

Vous transmettez toujours, Monsieur le président, que le pourfendeur a une manière tout à fait particulière d'exacerber la signification des chiffres. Il est, selon moi, malhonnête du point de vue intellectuel de présenter des chiffres ainsi. La manipulation des chiffres et des statistiques n'est pas un procédé nouveau.

En ce qui me concerne, je dis la vérité et le Conseil administratif se joint à moi de façon unanime. Les chiffres que nous présentons ont été étudiés, analysés et nous vous les présentons sans arrière-pensées. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous avons vécu ces dernières années une augmentation historique des revenus. Si vous vous en référez simplement aux chiffres rectifiés d'après la lettre de M^{me} Calmy-Rey du 3 septembre, vous constaterez qu'entre

l'an 2000 et maintenant, où nous vous présentons le projet de budget 2002, il y a une augmentation de 10% des revenus, soit une augmentation tout à fait colossale.

Cependant, je souhaiterais que le Conseil municipal se penche sur l'augmentation des dépenses, sur l'aménagement et en particulier, sur la capacité des contributeurs de la Ville de Genève. C'est là que le bât blesse. Je n'ai connu depuis 1990 – puisque je siège dans cette arène depuis cette date – que des constructions de logements sociaux. Il était important de construire des logements sociaux, mais ce n'est pas une fin en soi. Si nous avons construit des logements sociaux, cela signifie que nous avons aussi accueilli une population à revenu faible. Cette population a engendré un certain nombre de charges que nous avons dû assumer. C'est uniquement pour cette raison que nous avons des problèmes budgétaires et de la peine à joindre les deux bouts. Je vous demande donc solennellement, non pas de renverser la vapeur, mais de tenir simplement compte d'une diversité plus grande en matière de contributeurs. En termes d'aménagement, il y a un effort particulier à fournir pour faire venir en ville de Genève des contributeurs qui ont une assiette fiscale plus importante que celle que nous avons actuellement.

Il a été rappelé tout à l'heure la convention de police. Il est vrai que nous parlons depuis longtemps de cette convention de police. A l'instigation du Conseil municipal, le Conseil administratif s'est enfin décidé à prendre le taureau par les cornes et à demander un avis de droit au professeur Rouiller. (*Remarque du maire.*) Comme le dit le maire, le professeur Rouiller a été président du Tribunal fédéral, il a donc l'habitude du monde judiciaire et des recours. Nous avons bien fait parce que les conclusions de cet avis de droit du professeur Rouiller donnent, semble-t-il, raison à la Ville de Genève. Nous attendons bien évidemment les résultats de l'analyse que fera le Conseil d'Etat de ce recours que nous lui avons transmis la semaine dernière.

Une fois encore, il est un peu triste, à mes yeux, de voir des discussions politiques de bas étage de part et d'autre de ce Conseil municipal sur le projet de budget. Je comprends parfaitement que l'on ait des philosophies politiques différentes, mais je déplore que des mensonges soient allégués comme cela a été le cas tout à l'heure. Nous tous, au Conseil administratif, nous avons envie de rectifier les choses, nous voulons que les finances de la Ville aillent mieux. Nous devons simplement nous mettre d'accord sur la méthode à adopter pour arriver au but que nous nous sommes fixés et c'est là où réside toute la difficulté.

Je vous propose donc une nouvelle fois de renvoyer ce projet de budget à la commission des finances. Nous reviendrons, comme il a été dit tout à l'heure, vous présenter le rectificatif budgétaire, parce que nous ne sommes pas responsables de la différence des revenus fiscaux dont nous avons parlé. Cependant, il

conviendrait vraiment de réexaminer notre méthode de travail en ce qui concerne le projet de budget.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). A la réflexion, cette annonce de 30 millions en moins sur les revenus fiscaux est certainement une bonne nouvelle, car elle démontre à l'envi la fragilité et le présomption du projet de budget que le Conseil administratif nous a proposé ce soir.

Quand on établit un projet de budget sur une surévaluation des rentrées fiscales, quand on se soucie peu d'améliorer la fonction publique dans son entier et qu'on pense que la mission de l'Etat est de réaliser une hypertrophie des services allant de pair avec une augmentation des dépenses, on est évidemment en bien mauvaise posture lorsqu'il y a une diminution des rentrées fiscales.

Messieurs les conseillers administratifs, nous avons connu ces dernières années un déficit qui pouvait être attribué à des problèmes conjoncturels. Avec les propositions de ce soir, vous êtes en train de jeter les bases, non pas de futurs déficits conjoncturels, mais de futurs déficits structurels liés à vos projets concernant l'administration. Lorsque vous présentez le budget, il s'agit toujours de budget de l'année précédente par rapport au budget actuel. Je préfère pour ma part me référer aux comptes. Or, il y a eu, entre les comptes 2000 et le budget 2002, une augmentation des charges de près de 150 millions de francs. C'est de la folie furieuse.

Nous avons entendu un préopinant déclarer que les libéraux sont incohérents puisqu'ils prônent une diminution d'impôts. Il est évident que, si l'on diminue les recettes fiscales, le montant de la dette ne pourra pas être diminué et nous n'allons donc pas pouvoir amortir, bien au contraire. Nous entendons ainsi contraindre le Conseil administratif à être plus raisonnable dans ses dépenses, de façon à ne pas entretenir cette spirale infernale de la dette. Les subventions ont augmenté de 10 millions du budget 2001 au budget 2002, tandis qu'elles ont augmenté de 23 millions des comptes 2000 au budget 2002.

Nous avons entendu tout à l'heure les Verts se satisfaire de la maîtrise du chapitre 31. Or celui-ci présente une augmentation de 2 millions de budget à budget, de 24 millions des comptes 2000 au budget 2002. Si c'est ça, Messieurs du Parti des Verts, que vous appelez la maîtrise d'un poste, alors nous n'avons pas la même notion du français.

Pour en revenir aux investissements et aux propos d'un orateur précédent, il paraîtrait que les investissements profitent aux promoteurs. Ils seraient bien aises d'encaisser 100 millions de francs nets d'investissements. Vous oubliez simplement que ces promoteurs ont des entreprises, qui ont des employés, qui eux-

mêmes entendent – enfin, je le souhaite pour eux – percevoir un salaire à la fin du mois. Ce ne sont donc pas 100 millions de francs qui vont directement dans la poche de ces promoteurs tellement haïs par une certaine catégorie des gens qui siègent dans cette enceinte.

Vous l’avez déjà entendu dans la bouche d’autres orateurs, notamment sur les bancs de l’Entente: le groupe municipal libéral considère que ce budget est un mauvais budget. Nous entendons le renvoyer au Conseil administratif pour qu’il revoie sa copie. Nous n’entrerons pas en matière et nous voterons «non» à sa prise en considération.

M. Manuel Tornare, maire. J’aimerais répondre à un certain nombre d’observations et de questions qui ont été posées au Conseil administratif.

Tout d’abord, M. Kaplun a dit qu’il était inquiet à cause des 36 millions de francs en moins de recettes fiscales. Il a déclaré que, s’il avait agi de la sorte pour son budget personnel, il aurait été très inquiet et soucieux. Je rappelle quand même à M. Kaplun qu’il n’y aura pas déficit, mais qu’il y aura malgré tout un boni. Il faut le répéter, car nous avons tendance à l’oublier.

D’autre part, j’informe M. Kaplun et M. Pattaroni également – vous verrez pour quelle raison – que nous aurions peut-être pu diminuer la dette si nous n’avions pas été obligés, l’an passé, de verser 70 millions pour la BCGe. La gestion de la BCGe était peut-être très imaginative, Monsieur Pattaroni, elle a d’ailleurs été faite par vos milieux, mais elle a quand même coûté 70 millions à la Ville de Genève. Je comprends très bien que M. Kaplun veuille établir des réserves dans le budget, mais nous savons pertinemment – je l’ai dit dans mon introduction tout à l’heure – que l’objectif final pour lui est de diminuer les impôts. Il s’agit donc d’une tactique politicienne.

Nous, membres de l’Alternative, nous préférons octroyer des prestations à la population, car ce sont en général les plus modestes qui peuvent en bénéficier.

Bernard Lescaze m’a posé un certain nombre de questions. Il a dit que, dans les années 80, lorsque j’étais conseiller municipal alors qu’il ne l’était pas encore, il y avait eu des investissements considérables qui avaient accru la dette. Il a raison, je le reconnais. Mais Bernard Lescaze oublie qu’à cette époque-là, la majorité était à droite, au Conseil municipal comme au Conseil administratif d’ailleurs et qu’il fallait une majorité pour voter ces investissements. La voix de Manuel Tornare était donc noyée au sein de l’Entente. (*Brouhaha.*)

M. Bernard Lescaze (R). Oh, noyée! C’est grave, cela...

M. Manuel Tornare, maire. Noyée. Ensuite, M. Lescaze a parlé des communes. Je peux vous rassurer, Monsieur Lescaze: les relations avec l'Association des communes genevoises tendent à s'améliorer. J'en veux pour preuve que nous sommes en train, à Télégenève, d'envisager de ne faire qu'un seul télé-réseau, en collaboration avec des conseillers administratifs de communes périphériques. C'est là une preuve de bonne collaboration avec les communes, qui va dans le sens d'une sorte de communauté urbaine que je souhaite personnellement depuis fort longtemps.

Troisièmement, M. Lescaze a parlé de la petite enfance. Il faut savoir que depuis que Guy-Olivier Segond – excellent magistrat que nous allons tous regretter en novembre de cette année – a quitté la Ville de Genève, la société a fondamentalement changé. Depuis 1990, date à laquelle il a quitté le Conseil administratif, le nombre de familles monoparentales a triplé. Ces problèmes de société se répercutent au sein des institutions de la petite enfance avec augmentation du nombre de places en perspective.

Il est vrai que nous ne pouvons satisfaire qu'un peu plus du tiers de la demande, mais l'Observatoire de la petite enfance a quand même relevé dans une étude – votre collègue de parti, M^{me} de Tassigny, excellente fonctionnaire à la Ville de Genève, vous le dira, Monsieur Lescaze – que ceux qui bénéficient le plus de ces places de crèche, ce sont les membres de la classe moyenne supérieure, c'est-à-dire plutôt les milieux qui votent pour vous...

Une voix. Et qui payent!

M. Manuel Tornare, maire. Et qui ne payent pas toujours, Madame, je peux aussi vous donner des exemples de dossiers que j'ai renvoyés à l'administration fiscale parce qu'ils concernent des gens qui déclarent 3500 francs par mois alors qu'ils sont médecins. Nous n'avons donc pas de leçon à recevoir.

En ce qui concerne la coopération, il ne faut quand même pas dire, Monsieur Lescaze, que nous ne vous associons pas à certaines décisions en matière de coopération. M. Segond – encore lui – a créé ce qu'on a appelé la Fédération genevoise de coopération, c'est-à-dire le regroupement de la plupart des associations s'occupant de coopération pour qu'il y ait une meilleure lisibilité. Nous avons des contacts réguliers avec M. Gontard, le président de cette fédération. Nous tenons compte également de vos avis et nous contrôlons ce qui s'y fait. D'autre part, vous avez eu connaissance de la création du Fonds international de solidarité des villes contre la pauvreté – M. Pattaroni et M^{me} von Arx-Vernon nous ont d'ailleurs beaucoup soutenus – nous vous y avons associés. Nous l'avons créé avec la Ville de Lyon. C'est Raymond Barre, démocrate-chrétien connu, qui est le

président d'honneur de ce fonds avec la Ville de Bamako. Le 1^{er} octobre prochain, M. Delanoë, maire de la Ville de Paris, viendra en visite officielle à Genève où il sera reçu par le Conseil administratif. Il va certainement signer son adhésion à ce fonds. Nous vous tenons tout le temps informés: il y a même la proposition PR-110 de 350 000 francs pour le fonds qui a été renvoyée en commission. Nous attendons toujours le rapport à ce propos.

Monsieur Lescaze, si vous prétendez malgré tout que vous n'êtes pas au courant, je pense que votre attitude relève de la mauvaise foi, excusez-moi de vous le signifier ainsi.

En ce qui concerne le personnel, vous avez déclaré que l'augmentation serait de 99,5 personnes pour 2002, ce qui est vrai. En comparaison, l'Etat augmente son personnel l'an prochain de 200 postes, mais je vous rappelle que la Ville de Genève a mis en œuvre pendant de nombreuses années ce qu'on appelle le «personal stop». La Ville de Genève n'avait donc pas engagé de personnel, alors que l'Etat, d'une manière un peu incohérente – mais vous n'avez pas sanctionné cela en tant que député – a continué à engager du personnel. Nous avons donc mis en œuvre une politique certainement plus raisonnable en Ville de Genève qu'à l'Etat.

Concernant l'entretien des bâtiments, Monsieur Lescaze, je suis d'accord avec vous. Certains magistrats socialistes – paix à leurs cendres – n'ont pas, à part M^{me} Burnand, effectué les travaux d'entretien que nécessitaient certains bâtiments de la Ville. Je l'ai toujours regretté. J'aimerais aussi, Monsieur Lescaze, que, comme moi, vous reconnaissiez les erreurs historiques politiques dans votre parti, comme je le fais dans le mien. (*Applaudissements.*)

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je ne peux pas laisser passer certaines interventions qui m'ont mis en cause, notamment celle du magistrat M. Pierre Muller. Il m'a traité de malhonnête simplement parce que j'ai lu un graphique qui a été élaboré par ses propres services. Quand j'ai mentionné tout à l'heure l'appartenance au Parti libéral de M. Muller, ce n'était nullement dans mon esprit une insulte. Certains ont parlé d'une haine qui n'existe que dans leur imagination: c'était simplement pour apporter encore plus de crédibilité à mon propos. M. Muller l'a mal pris, tant pis pour lui, mais je renvoie à son expéditeur le terme de «malhonnêteté».

Ensuite, j'aimerais savoir si ces graphiques sont faux et, dans ce cas-là, la situation est grave ou bien s'ils correspondent effectivement à une situation réelle de la Ville de Genève. Si M. Pattaroni préfère aller découvrir la face cachée de la Lune – j'espère qu'il y trouvera son nirvana – moi, je préfère travailler en pleine lumière.

N'importe quel économiste lisant ces graphiques vous dira que la dette est quasiment du même ordre de grandeur en francs constants par rapport à son niveau en 1991, mais peut-être M. Pattaroni ne sait-il pas ce que cela signifie. J'ai ajouté que la dette avait diminué par habitant en francs constants. M. Pattaroni peut consulter qui il veut parmi les économistes: aucun ne viendra démentir ce que j'affirme ce soir. Cela est une réponse pour ceux qui affirment que je prétends détenir la vérité, mais qui ne font pas un pas en direction de la vérité. J'affirme à mon tour que certaines personnes trafiquent la vérité et je vais le prouver.

Lorsque M. Lescaze parle de la petite enfance en indiquant que s'il y avait maintenant un sondage, l'indice de satisfaction serait bas, je vais apporter «de l'eau à son moulin». Qu'il aille voir par exemple l'indice de satisfaction dans le domaine hospitalier ou en gériatrie, l'indice de satisfaction est en train de baisser et pourtant les coûts de la santé explosent. Regardons ce qui se passe à l'Hospice général au niveau de l'aide sociale. Demandez aux gens s'ils sont satisfaits! L'indice de satisfaction baisse. Or il y a une explosion des coûts de l'aide sociale, ce sont justement les résultats de la politique prônée et appliquée par la droite. Pourquoi y a-t-il cette insatisfaction? Parce que les structures ne répondent plus aux besoins. Les besoins sont de plus en plus importants et le personnel n'arrive plus à y répondre. C'est la raison pour laquelle il y a des besoins dans les hôpitaux, dans l'enseignement, dans le domaine social. Qu'on arrête de nous mener en bateau.

En réalité, la seule chose que je comprenne de la part de la droite, c'est qu'elle est absolument incapable de supporter le fait que la gauche démontre qu'elle est meilleure gestionnaire qu'elle-même.

M. Lescaze parle ensuite de je ne sais quel stratagème qui aurait été celui de la Ville de Genève et qui aurait occasionné la perte de 15 000 emplois. Si cette déclaration était venue de quelqu'un d'autre que M. Lescaze, j'aurais peut-être réagi avec plus de légèreté, mais je ne peux pas laisser passer ces propos parce que M. Lescaze est un député de longue date. Il sait que le canton de Genève a perdu entre 1991 et 1997 plus de 30 000 emplois, soit pendant la période où la droite, dans une première phase, était largement majoritaire, avec en plus un gouvernement monocole. Il ne dit pas que c'est le gouvernement monocole et la majorité de droite qui sont à l'origine de la suppression de ces 30 000 emplois. Il n'a pas parlé des 2000 emplois supprimés dans la fonction publique alors qu'il y a des besoins.

La droite supprime donc des emplois et prétend ensuite que c'est la gauche qui les a supprimés.

Les partis de droite ne parlent pas de la fusion de l'Union de Banques Suisses et de la Société de Banque Suisse, ni de Novartis ou de Swissair, comme si c'était

la Ville de Genève qui était à l'origine de la suppression de ces centaines d'emplois. Ils ne parlent pas des fusions, des concentrations, etc. La gauche va essayer de réparer les dégâts, mais que fait la droite?

Les partis de droite veulent diminuer les recettes des collectivités publiques pour ensuite utiliser cette baisse des recettes pour dire: «Nous n'avons pas les moyens de payer les acquis sociaux, il faut donc sabrer dans le social, baisser les salaires, réduire les aides sociales.» Quand les recettes arrivent et qu'on peut enfin répondre aux besoins de la population, il faut faire des cadeaux aux riches.

Nous ne marcherons pas avec vous et nous mènerons notre combat comme il faut que nous le fassions. Nous ne sommes pas là pour être dans votre camp, Mesdames et Messieurs, soyez-en sûrs.

Le président. La liste reprend. Monsieur Lescaze, c'est à vous. (*Brouhaha.*)

M. Bernard Lescaze (R). Je suis désolé, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, mais, lorsque les attaques et les remarques du maire de Genève se concentrent presque exclusivement sur mon intervention – sans me sentir mis en cause personnellement, parce que nous avons à part cela des rapports amicaux – j'entends quand même répondre sur le fond.

J'ai parlé du problème de la petite enfance et de l'augmentation extraordinaire des crédits depuis douze ans. A mes yeux, c'est tout le concept même de la prise en charge de cette petite enfance qui doit être repensé de fond en comble. Le maire lui-même reconnaît qu'il ne satisfait que le tiers de la demande et que la structure familiale – je ne sais pas dans quel pourcentage, mais je pense qu'il a raison – avec une augmentation des familles monoparentales. N'existe-t-il vraiment que le système des crèches subventionnées où les parents trouvent déjà qu'ils payent trop cher alors qu'ils ne payent qu'une part infime des coûts? Le Conseil administratif poursuit-il réellement une politique, une réflexion sur ce sujet? Veut-il vraiment accorder une place de crèche par enfant les dix prochaines années, ce qui amènerait le triplement ou le quadruplement des crédits actuellement alloués à la petite enfance? C'est ce type-là de réponse que nous aimerions avoir, du moins dans les commissions lors des discussions budgétaires et que nous n'avons pas.

En ce qui concerne la coopération, j'ai effectivement évoqué ce concept. Je ne doute pas que les actions menées aient donné lieu à une certaine information. Il ne s'agit pas d'information. Nous constatons que vous faites, Monsieur Tornare,

beaucoup d'organisation, quelques voyages – je suis modeste – mais, finalement, l'information qui arrive au Conseil municipal vient comme d'en haut et il n'y a jamais une véritable retombée. Si vous emmeniez sur le terrain certains conseillers municipaux, peut-être seraient-ils davantage persuadés de la justesse de la politique que vous entendez mener et qui, je le maintiens, est une politique personnelle du Conseil administratif. Je sais que vous n'êtes pas le seul. Vous ne faites que cheminer dans les ornières de vos prédécesseurs, mais c'est ce que j'entendais faire remarquer discrètement mais fermement.

Concernant les rapports avec les communes, vous prenez évidemment, Monsieur le maire, un exemple qui vous est favorable, la mise en commun d'un télé-réseau unique. Il y a longtemps que cela aurait été fait si les relations avec les communes avaient été meilleures. Si nous n'avons pas d'informations sur ce qui se fait à Bamako ou à Jérusalem, en revanche, nous pouvons en avoir sur les relations que la Ville de Genève entretient avec Lancy, Carouge, Avusy ou Jussy. Malheureusement, les rapports qui nous viennent de ces communes ne sont pas tout à fait aussi favorables que l'image que vous entendez en donner. Vous n'êtes pas le seul en cause en ce qui concerne le parascolaire, la circulation, le Service d'incendie et de secours ou les agents municipaux, la politique des institutions culturelles, j'en passe et des meilleures. Messieurs les conseillers administratifs, vous le savez bien.

J'aimerais enfin souligner, Monsieur Tornare, qu'il y a une interrogation à laquelle vous n'avez absolument pas répondu dans cette discussion. Vous parlez de 99 nouveaux postes, peu importe si l'Etat qui a aussi ralenti le rythme ces dernières années en a engagé plus en pourcentage ou moins. Nous espérons que, contrairement à l'année dernière, ces 99 postes sont véritablement des postes nouveaux, qui seront débloqués à la fin du mois de janvier, après les échéances légales. Nous souhaitons qu'il ne s'agisse pas, comme l'année dernière, de postes régularisés, je ne parle pas de postes de temporaires, faux ou vrais, mais de postes que vous aviez subrepticement, au Conseil administratif – en tout cas dans un département qui n'est pas le vôtre, Monsieur le maire – créés et pour lesquels vous aviez déjà engagé du personnel avant même que ne commence la discussion budgétaire. Ces postes-là, nous ne les avons toujours pas avalés. Toutes nos discussions sont vaines si non seulement le Conseil administratif nous soumet un budget qui est faux – il l'a lui-même reconnu en début de séance par la voix de M. Pierre Muller – mais si, en même temps, vous avez déjà commencé à créer des postes et à engager du personnel avant même que nous ayons donné notre avis en commission et voté en séance plénière.

Le président. Mesdames, Messieurs, nous allons passer au vote de la prise en considération du projet de budget et de son renvoi à la commission des finances et

aux commissions spécialisées: celles des arts et de la culture; de l'informatique et la communication; la commission sociale et de la jeunesse, celle des sports et de la sécurité et celle des travaux.

Le président. Monsieur Bonny?

M. Didier Bonny (DC). Oui, merci, Monsieur le président, rassurez-vous, je serai extrêmement bref. Je demande l'appel nominal. (*Protestations et quelques applaudissements.*)

Le président. Est-ce que vous êtes suivis? Cela me semble bien peu. (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*) Vous avez trouvé vos cinq supporters. Nous allons voter à l'appel nominal la prise en considération du projet de budget et son renvoi à la commission des finances qui l'étudiera en collaboration avec les commissions spécialisées. Mesdames et Messieurs, le scrutin nominal commence. Quant aux personnes qui sont en dehors de la salle, leur vote ne sera pas pris en considération.

Mis aux voix à l'appel nominal, la prise en considération du projet de budget pour l'exercice 2002 et son renvoi à la commission des finances, qui l'étudiera en collaboration avec les commissions spécialisées, sont acceptés par 35 oui contre 24 non.

Ont voté oui (35):

M^{me} Nicole Bobillier (S); M. Georges Breguet (Ve); M. Alain Comte (AdG/TP); M. Olivier Coste (S); M. Gérard Deshusses (S); M. Alain Dupraz (AdG/TP); M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP); M. Jacques François (AdG/SI); M. René Grand (S); M^{me} Monique Guignard (AdG/TP); M^{me} Vanessa Ischi (Ve); M^{me} Liliane Johner (AdG/TP); M. Guy Jousson (AdG/TP); M. Roman Juon (S); M. Sami Kanaan (S); M^{me} Virginie Keller Lopez (S); M. Daniel Künzi (AdG/SI); M^{me} Michèle Künzler (Ve); M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI); M. Alain Marquet (Ve); M^{me} Christina Matthey (Ve); M. Jacques Mino (AdG/SI); M. Souhail Mouhanna (AdG/SI); M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI); M. Bernard Paillard (AdG/SI); M. Jean-Pascal Perler (Ve); M^{me} Annina Pfund (S); M^{me} Sandrine Salerno (S); M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP); M. Damien Sidler (Ve); M. François Sottas (AdG/TP); M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP); M^{me} Evelyne Strubin (AdG/SI); M^{me} Marie Vanek (AdG/SI); M. Christian Zaugg (AdG/SI);

Ont voté non (24):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC); M. Didier Bonny (DC); M^{me} Renate Cornu (L); M^{me} Linda de Coulon (L); M. Sacha Ding (L); M^{me} Michèle Ducret (R); M. Michel Ducret (R); M^{me} Alice Ecuivillon (DC); M^{me} Micheline Gioiosa (L); M. Jean-Marie Hainaut (L); M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R); M. François Harmann (L); M. François Henry (L); M. André Kaplun (L); M. Bernard Lescaze (R); M. Guy Mettan (DC); M. Jean-Pierre Oberholzer (L); M. Robert Pattaroni (DC); M. Peter Pirkel (L); M. Georges Queloz (L); M. Pierre Reichenbach (L); M^{me} Alexandra Rys (DC); M. Guy Savary (DC); M. Armand Schweingruber (L).

Etaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (20):

M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L); M. Roberto Broggin (Ve); M^{me} Sophie Christen (L); M^{me} Eustacia Cortorreal (AdG/TP); M^{me} Barbara Cramer (L); M. Roger Deneys (S); M. Guy Dossan (R); M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI); M. Jean-Louis Fazio (S); M. Alain Fischer (R); M. Jean-Marc Froidevaux (L); M. Jean-Marc Guscelli (L); M. Jean-Charles Lathion (DC); M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI); M. Pierre Maudet (R); M. Mark Muller (L); M. Paul Oberson (Ve); M. Daniel Sormanni (S); M^{me} Arielle Wagenknecht (DC); M. René Winet (R).

Présidence:

M. Pierre Losio (Ve), président, n'a pas voté.

5. Clause d'urgence sur la présentation du 20^e programme financier quadriennal de la Ville de Genève 2002-2005.

Le président. Au sujet de la présentation du 20^e programme financier quadriennal de la Ville de Genève que vous avez reçu tout à l'heure, je vous demande de ne bien vouloir traiter que de l'urgence de cet objet. Si l'urgence est acceptée, nous examinerons ce point demain à 17 h avant les comptes.

M. Gérard Deshusses (S). Nous avons eu le plaisir de recevoir le 20^e programme financier quadriennal ce soir. Il nous paraît important de pouvoir l'étudier tranquillement. Nous avons deux séances supplémentaires le 1^{er} octobre. Le groupe socialiste vous propose donc de reporter cette urgence au 1^{er} octobre, étant entendu que nous l'accepterons à ce moment-là, en tout état de cause et en ayant pu prendre connaissance de ce document.

M. Didier Bonny (DC). Les propos de M. Deshusses me paraissent être très sages et nous nous y rallions.

M. Bernard Paillard (AdG/SI). Les paroles de M. Deshusses me semblent parfaites et empreintes de bon sens. Voilà un exemple d'urgence qui n'en est pas une.

M. Damien Sidler (Ve). Pour ce qui nous concerne, les Verts, nous suivrons la proposition du Parti socialiste.

M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP). Nous suivrons les avis des orateurs précédents pour renvoyer ce point à une séance ultérieure.

M^{me} Michèle Ducret (R). Nous nous rallions également à ce qui vient d'être dit.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le Parti libéral est d'accord de traiter cet objet le 1^{er} octobre.

Mise aux voix, la clause d'urgence du 20^e programme financier quadriennal est refusée à la majorité.

Le président. Ce point est donc renvoyé à l'une de nos séances du 1^{er} octobre.

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions.

orales:

M. François Sottas (AdG/TP). J'ai posé il y a quelques mois une question concernant la largeur du site propre du tram à la route de Chêne à M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Celui-ci m'avait dit à l'époque qu'il avait dû déjà renégocier la totalité des soubassements de cette route de Chêne et qu'il n'avait plus de possibilité de renégocier le haut de la route de Chêne, dont le site propre. Il m'avait également dit en aparté qu'il allait malgré tout en discuter avec le chef de projet, M. Castella. Je ne sais pas si M. Ferrazino – il ne m'en a pas reparlé depuis lors – en a parlé avec M. Castella et si cela a été négocié. Si c'est le cas, je tiens à le remercier parce qu'effectivement nous avons obtenu les 10 centimètres de plus que je lui demandais. Il était prévu à l'origine d'avoir la même surface que lorsque le site était peint. Actuellement, nous avons 10 centimètres de plus que l'ancien site peint.

Le président. Veuillez en venir à votre question, Monsieur Sottas.

M. François Sottas. Est-ce que M. le conseiller administratif a négocié ce problème? S'il l'a négocié, il est remercié par tous les wattmen de cette République. Sinon, il n'est pas remercié.

Ma deuxième question concerne le nouvel arrêt du Molard. Nous avons posé la question avec M. Ducret avant l'été en indiquant que cet arrêt était dangereux et qu'il était important d'agir de manière provisoire pour que cet arrêt n'ait plus des bords descendants en biseau. J'ai appris récemment qu'une de nos collègues – j'espère qu'elle accepte que je la cite – M^{me} Spielmann, a eu un accident à cet arrêt avec, heureusement, des conséquences pas trop graves. J'aimerais savoir où nous en sommes dans l'aménagement même provisoire de cet arrêt, en attendant qu'il soit véritablement concrétisé. Il risque sinon d'y avoir des accidents plus graves que celui de M^{me} Spielmann.

Ensuite, dans la motion urgente qu'on a déposée au mois de mai, la majorité...

Le président. Monsieur Sottas, vous ne pouvez pas cumuler les questions. Vous en avez posé deux. Je vous prie de vous interrompre.

M. François Sottas. C'est lié.

Le président. Oui, mais vous en annoncez deux, vous n'en posez donc pas trois, Monsieur Sottas.

M. François Sottas. Je n'ai rien annoncé.

Le président. Alors, poursuivez et terminez, cela fait cinq minutes que vous avez la parole et le temps de parole est limité à trois minutes pour les questions.

M. François Sottas. Cela ne fait pas cinq minutes que je pose des questions, cela fait à peine deux minutes et demie.

Le président. Ah non, Monsieur Sottas, vous ne vous écoutez pas parler.

M. François Sottas. La motion urgente M-191 a été acceptée le 16 mai concernant tous les aménagements nouveaux prévus par les Transports publics genevois et la suppression de l'arrêt «Longemalle», avec la demande que l'on supprime l'accès de la rue Longemalle sur la rue de Rive. Qu'en est-il de cette question? Est-ce qu'on attend qu'il y ait des morts pour intervenir sur cet accès de Longemalle, sur ce site piétonnier?

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Concernant votre première question au sujet du site propre du tram à la route de Chêne, Monsieur Sottas, je vous dirai que, lorsque vous formulez des demandes pertinentes, judicieuses et légitimes au Conseil administratif, celui-ci s'emploie à y donner suite dans les meilleurs délais. Nous avons des collaborateurs efficaces qui, en l'occurrence, font également leur possible pour essayer de trouver une solution au problème que vous soulevez. Dans le cas présent, nous l'avons fait d'entente avec les TPG, qui sont partie prenante dans tout le processus d'aménagement.

Votre deuxième question porte sur la rue de Rive. Je vous ai déjà répondu et je vous le répète une nouvelle fois: la compétence d'interdire la circulation incombe au Département de justice et police et des transports pour ce qui est du débouché des véhicules de la place Longemalle sur la rue de Rive. Je suis intervenu en relançant le département pour attirer leur attention non seulement sur le non-sens de maintenir cet accès ouvert, mais sur le danger qu'il représente pour tout un chacun. Vous évoquez ce que vous vivez quotidiennement, à savoir le danger par rapport au tram, mais on peut aussi évoquer les dangers par rapport aux piétons qui ne se rendent pas du tout compte que des voitures passent encore à cet endroit. Je peux vous le dire, car j'y passe moi-même tous les jours, cet endroit est extrêmement dangereux.

Nous n'avons donc pas les compétences d'agir, malheureusement, mais nous nous essayons pour essayer de convaincre le Canton de le faire.

S'agissant de l'arrêt «Longemalle», arrêt pour l'instant provisoire... (*Remarque.*) L'arrêt du Molard? L'arrêt devant la pharmacie Grosclaude, devant le McDonald? (*Remarque.*) Bon, alors disons le nouvel arrêt constitué à la place des anciens arrêts «Molard» et «Longemalle» et qui est situé entre ces deux anciens arrêts. Ce nouvel arrêt reste encore provisoire, pour l'instant, dans la mesure où nous ne sommes pas encore totalement convaincus qu'il s'agisse du bon endroit et de la bonne solution. Par conséquent, il est impossible de procéder aux travaux que vous demandez avec les budgets qui sont les nôtres. Ces travaux devraient faire l'objet d'un crédit soumis au Conseil municipal. Vous comprendrez bien qu'avant de saisir le Conseil municipal d'une proposition de crédit relativement substantielle, nous attendons de savoir si cet arrêt sera confirmé définitivement. Je suis conscient, tout comme vous, que ce n'est pas la meilleure des solutions, puisqu'il y a effectivement ce risque de glissement à cet endroit. C'est d'ailleurs l'un des éléments pris en compte dans la réflexion pour déterminer s'il y a lieu de maintenir cet arrêt ou non. Tout le monde sait que s'il y a lieu de le maintenir, cela provoquera des dépenses d'aménagement substantielles. Nous avons fait chiffrer ces dépenses pour être sûrs que nous ne pouvions pas les engager dans le cadre du budget annuel. Nous avons dû nous résoudre à ne pas engager ces travaux en raison du coût élevé qui a été articulé.

M. Roberto Brogini (Ve). Le Conseil municipal a voté ce printemps deux crédits visant des rénovations aux Grottes, dans les immeubles du 18, 20 et 22, rue des Grottes, et 4, 6 et 8, rue de la Faucille. Le délai référendaire étant échu, il n'y a pas eu de référendum et le chantier devrait, semble-t-il, commencer au début d'octobre. D'après les informations que j'ai pu obtenir, les habitants

Questions

n'ont pas été informés de ces travaux. Je souhaiterais que la Gérance immobilière municipale puisse m'expliquer la raison de cet état de fait et c'est donc à M. Pierre Muller que je m'adresse.

Deuxièmement, j'ai constaté que dans l'allée du 22 de la rue des Grottes, la peinture de l'allée a été refaite, alors que le chantier est sur le point de commencer. J'adresse donc ma question à M. Ferrazino ou au Service des bâtiments de la Ville de Genève.

Je souhaiterais donc avoir une réponse concernant l'information aux habitants et la raison pour laquelle la peinture est refaite juste avant les travaux? Merci.

Le président. Le Conseil administratif vous répondra ultérieurement.

M. Roberto Brogini. J'attends une réponse, pas comme d'habitude.

M. René Grand (S). Ma question s'adresse à Monsieur le maire qui est en charge du Service des espaces verts et de l'environnement. Je fréquente, comme de nombreux Genevois, le chemin qui conduit depuis le pont Sous-Terre, je crois qu'il s'appelle le chemin des Falaises, jusque sous le pont de la Jonction et qui remonte ensuite sur l'avenue d'Aire. Comme vous le savez, les intempéries de ce printemps avaient obstrué partiellement ce chemin. Il y a des trous, des troncs au milieu du chemin. Ces derniers ont été un peu équarris pour libérer le passage, mais le chemin n'a pas été rétabli. Ma question est simple: quand le Service des espaces verts et de l'environnement pourra-t-il rétablir ce chemin qui comporte quand même quelques dangers pour que la population puisse bénéficier de ce magnifique parcours?

M. Manuel Tornare, maire. Monsieur Grand, c'est une bonne question. Je me suis rendu sur place pour constater les dégâts. Il est clair qu'il faudra demander un crédit au Conseil municipal. Nous l'avons chiffré à environ un million et demi de francs pour sécuriser l'endroit. Vous avez pu voir tous les dégâts occasionnés par les intempéries vers Saint-Jean ou de l'autre côté, au bois de la Bâtie, lors de la promenade sur le Rhône du Conseil municipal en septembre. Il est donc vrai que nous sommes très inquiets.

M. Roger Deneys (S). J'ai deux questions très brèves dont la première s'adresse à MM. Tornare et Ferrazino, du moins je le crois. Ma question concerne

le parc Gourgas où des travaux ont été entrepris, travaux qui bloquent notamment un chemin traversant le parc. J'ai reçu des appels d'habitants du quartier inquiets de savoir si on réaménageait le parc sans les prévenir. Comme il n'y a aucune annonce ni aucune affiche sur les travaux entrepris, j'aimerais recevoir quelques explications à ce propos.

M. Manuel Tornare, maire. Monsieur Deneys, je vous ai déjà dit hors de cette assemblée qu'il ne s'agissait pas encore du Service des espaces verts et de l'environnement, puisqu'il y a un projet de revalorisation de ce parc. Nous vous donnerons plus de renseignements à ce sujet demain.

M. Roger Deneys. Serait-il possible dans ce cas de placer un panneau d'information pour que je ne sois pas le seul au courant?

M. Manuel Tornare, maire. Nous allons voir.

M. Roger Deneys. Ma deuxième question s'adresse à M. Hediger et concerne un article de la *Tribune de Genève* d'aujourd'hui. Cet article évoque un recours concernant la place Bel-Air ainsi qu'une information selon laquelle M. Quaglia, bien connu des Genevois, prétendrait que les cyclistes ont un itinéraire privilégié par les Rues-Basses. J'aimerais savoir si M. Hediger reverse une quote-part des amendes infligées aux cyclistes par les agents de ville à M. Quaglia? (*Rires.*)

M. André Hediger, conseiller administratif. A personne, Monsieur Deneys, l'argent rentre dans les caisses municipales.

Le président. La séance va être levée. Demain, nous reprendrons avec la suite des objets pour lesquels l'urgence a été demandée et nous commencerons par l'urgence sur le rapport de gestion sur les comptes 2000. Je vous rappelle que vous devez emporter vos affaires ce soir, la salle étant occupée demain par une conférence, et que vous devez conserver le ticket que vous avez pour le parking jusqu'à demain soir. La séance est levée.

Séance levée à 23 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	562
2. Communications du bureau du Conseil municipal	562
3. Clause d'urgence sur le rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2002 (PR-150)	567
4. Rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2002 (PR-150).....	571
5. Clause d'urgence sur la présentation du 20 ^e programme financier quadriennal de la Ville de Genève 2002-2005	888
6. Propositions des conseillers municipaux	889
7. Interpellations	890
8. Questions	890

La mémorialiste:
Marguerite Conus